Les fins d'empires : Oran, été 1962

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14799 – 7 F — JEUDI 27 AOUT 1992 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Mascarade au Liban

UNE loi et un calendrier électoraux taillés sur mesure pour satisfaire les intérêts, immédiats et plus lointains, de la Syrie, un taux record d'abstention, des irrégularités criantes : les élections législatives libanaises, dont le premier acte a eu lieu dimanche 23 août, tiennent de la mascarade.

Trois jours après le vote, les résultats définitifs du scrutin qui s'est déroulé dans deux des cinq circonscriptions, la Bekaa et le nord du pays, n'avaient toujours pas été rendus publics. L'ensemble du corps électoral atteignant à peine deux millions cinq cent mille personnes, la lenteur du dépouillement a quelque chose de suspect et tend à donner raison à ceux qui crient à la fraude.

POUR cause de truquage, déjà, le président de la Chambre des députés sortante, M. Hussein Husseini, avait présenté dimanche sa démission. Partout ailleurs, le geste aurait été jugé courageux, ou ayant pour le moins un certain panache. Mais M. Husseini n'a fait en l'occurrence que tirer la leçon de sa mise en minorité par le mouvement pro-iranien du Hezbollah. Ami de la Syrie et ardent partisan de ces législatives, il fut au demeurant l'un des artisans des accords de Taëf, auxquels chacun fait dire ce qu'il veut, quand il veut.

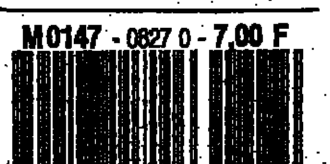
Mardi, ce sont les ministres des affaires étrangères et des postes et communications du gouvernement de M. Rachid Solh, MM. Farès Boueiz et Georges Saadé, qui ont menacé de se démettre si les résultats du scrutin n'étaient pas annulés et les élections reportées. Le premier n'a jamais caché, il est vrai, son manque d'enthousiasme pour ce scrutin, tandis que le Parti phalangiste – que préside M. Saadé – boycotte purement et simplement les élections. Le véritable courage n'aurait-il pas toutefois consisté à démissionner avant et non pas après le début de la consultation ?

Imperturbable, le gouvernement prétend maintenir la suite du calendrier électoral pour les habitants du Mont-Liban, qui doivent voter dimanche prochain, et les Beyrouthins, le 6 septembre. Mais les partis de l'opposition chrétienne, qui ont appelé à une grève générale de trois jours à partir de vendredi – comme ils l'avaient fait, avec succès, la semaine dernière – cachent mal leur joie de voir le gouvernement à ce point discrédité.

AU-DELA de ces querelles de clocher, cet épisode électoral soulève plusieurs incertitudes. La Syrie maîtrise-t-elle parfaitement le jeu au Liban, et, si oui, à quoi peut donc lui servir un Liban qui n'entretiendrait même pas la fiction de son indépendance, et où les islamistes gagnent sans cesse du terrain ? Ces derniers sont du reste les seuls à pavoiser aujourd'hui, en prétendant sans vergogne que jamais consultation électorale ne fut plus libre au Liban.

Quant aux Occidentaux, qui affirment ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures libanaises, pourront-ils indéfiniment pratiquer la politique de l'autruche ? « La confusion dans laquelle s'est déroulée la première journée électorale et les fraudes manifestes qui l'ont entachée en ont gravement altéré le sens et la portée », commentait mardi le Quai d'Orsay. C'est le moins qu'on puisse dire, même en langage diplomatique.

M 0147 - 0827 0 - 7,00 F



Un entretien avec le ministre des affaires étrangères

M. Dumas : « La crise yougoslave est un banc d'essai pour l'Europe »

Ouverte à 10 heures (11 heures à Paris) mercredi 26 août, la conférence de Londres sur le conflit yougoslave a été précédée par de violents combats à Sarajevo, accompagnés de bombardements serbes dénoncés comme un « scandale » par le secrétaire d'Etat américain, M. Eagleburger. Mardi, lord Carrington, qui présidait la conférence depuis sa création par les Douze en septembre 1991, avait démissionné. Dans un entretien au « Monde », M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, estime que « la crise yougoslave est un banc d'essai pour l'Europe ».

« Qu'attendez-vous de la conférence de Londres ?

– La France ne peut que se réjouir de cette conférence qu'elle a demandée depuis longtemps à cor et à cri. Parce qu'elle doit fournir l'occasion d'examiner sérieusement tous les problèmes de fond qui se posent dans l'ex-Yougoslavie – quant aux minorités, aux frontières, aux réfugiés, – cette conférence devrait permettre de rompre avec le processus de guerre.

» J'attends aussi – avec prudence – des belligérants qu'ils profitent de cette occasion pour annoncer des mesures concrètes en ce qui concerne les camps, la « purification ethnique » ou les bombardements des populations civiles. L'Europe, quant à elle, devrait profiter de cette rencontre pour manifester son unité.

– Que souhaite la France ?

– Il faut d'abord relancer le processus politique, en Bosnie-Herzégovine mais aussi dans toutes les autres régions potentiellement conflictuelles – le Kosovo, la Voïvodine, le Sandjak, la Krajina, la Macédoine. Deuxièmement, il faut essayer d'amorcer une désescalade de la violence, à partir de mesures concrètes : le contrôle des armements lourds, pour lequel de timides suggestions ont déjà été faites ; le contrôle de l'espace aérien bosniaque, qui permettra la maîtrise de nos actions d'accompagnement ; la démilitarisation des grandes villes ; et peut-être aussi l'instauration de zones de sécurité pour les populations civiles. Troisièmement, la conférence s'honorerait si elle prenait une position claire au sujet de la « purification ethnique » et aussi sur la fermeture des camps. On ne peut que condamner le principe même de la « purification ethnique », mais aussi les conséquences qu'on prétendrait en tirer, et bien sûr condamner ceux qui prétendraient tirer de telles conséquences. Voilà dans quel esprit j'aborde cette conférence qui, je le répète, a été souhaitée par la France.

Propos recueillis par
ALAIN DEBOVE
et JEAN-PIERRE LANGELLIER

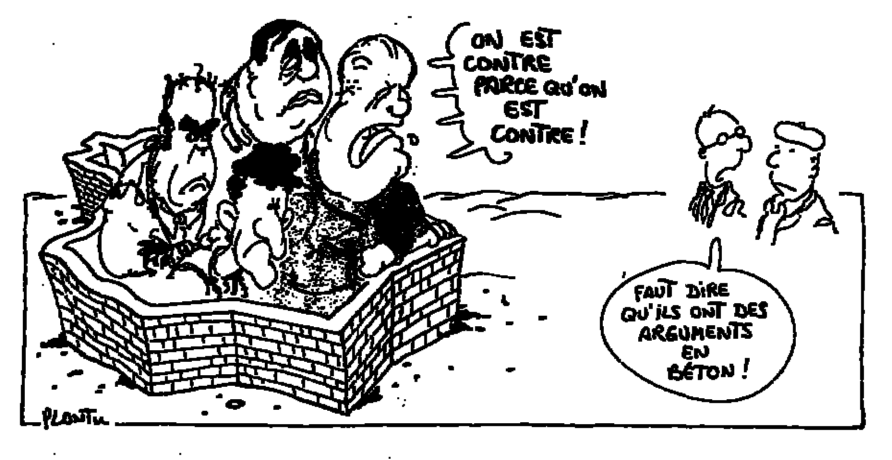
Lire la suite page 4

Lire aussi

Pour répondre à la progression du « non » dans les sondages

Les partisans du traité de Maastricht vont mener une campagne plus active

Quatre sondages rendus publics mardi 25 août indiquent que les intentions de vote des Français se partagent à peu près également, à moins de quatre semaines du référendum, entre partisans et adversaires du traité de Maastricht. La progression du « non » inquiète les dirigeants du PS, de l'UDF et du RPR, qui se sont prononcés pour le « oui » et qui annoncent leur intention de mener une campagne plus active. « Nous allons tout faire pour convaincre les Français de voter « oui », a déclaré M. Giscard d'Estaing, qui a invité M. Mitterrand à intervenir le moins possible.



Scénario catastrophe

par Erik Izraelewicz

Et si le « non » l'emportait ! Depuis plusieurs semaines, boursiers, banquiers et industriels cogitaient sur l'improbable hypothèse d'un rejet par les Français du traité de Maastricht. Leurs réflexions inquiètes ont déjà contribué à la forte baisse de la Bourse de Paris et à l'affaiblissement sensible du franc. La rafale de sondages rendus publics mardi 25 août rend maintenant éventuellement possible une victoire du « non ». Quelles en seraient les conséquences économiques ?

Des scénarios catastrophes écrits par les économistes d'entreprise et de banque, deux certitudes se dégagent. Tout d'abord, le « non » français provoquerait immédiatement une crise de la Bourse et des changes en Europe. Il signerait ensuite non seulement la mort de la monnaie unique européenne, l'écu, et de son marché, mais aussi sans doute celle du système monétaire européen, le SME.

Lire la suite page 17
Lire aussi l'article de PATRICK JARREAU et nos informations pages 6 et 7

Les cicatrices de Jalalabad

La grande ville de l'est de l'Afghanistan souhaite rester en dehors du conflit qui oppose le gouvernement aux islamistes de M. Hekmatyar

JALALABAD

de notre envoyé spécial

La ville porte les stigmates de la guerre : pendant des années, la grande oasis de Jalalabad, capitale de la province orientale du Nangahar, a subi le sort d'une cité assiégée où tombaient les roquettes et où sifflaient les balles. Rares sont les maisons, les bâtiments publics dont les murs ne soient balafrés par les cicatrices du conflit : à l'entrée de la ville, l'aéroport, en piteux état avec sa tour de contrôle délabrée, rappelle l'infructueuse offensive menée au printemps 1989 par la résistance – et les services secrets pakistanais – pour s'emparer de Jalalabad.

Plus à l'est, sur la route du Pakistan, les bungalows de la *« petite Moscou »*, ancienne zone résidentielle des Soviétiques, sont en ruine. Non loin de là, dans une grande bâtisse écroulée, on aperçoit les restes du générateur d'une centrale électrique. Sur la route, des épaves de chars achèvent de rouiller sous le soleil brûlant de l'été.

Dans la ville qui fut la capitale d'hiver des souverains afghans, la porte monumentale de l'ancien palais royal est criblée d'éclats d'obus. Toutes les vitres de la banque sont brisées. Dans le bazar, qui regorge de pastèques, de melons verts, de fruits et de légumes, les habitants sirotent du thé vert sur les curieux balcons à ciel ouvert et sans rambarde de restaurants aux murs piquetés d'impacts de balles.

BRUNO PHILIP

Lire la suite page 5

Explosion meurtrière à l'aéroport d'Alger

L'explosion d'une bombe, mercredi matin 26 août, à l'aéroport Houari-Boumediène d'Alger a provoqué la mort de dix personnes et fait un nombre indéterminé de blessés, a annoncé la radio d'Alger en début d'après-midi. L'explosion se serait produite dans le hall de l'aéroport, au guichet de la compagnie Air France.

Climat favorable aux négociations de paix de Washington

Les délégations israélienne et arabe font assaut de bonne volonté.

Lire l'article de PATRICE CLAUDE page 22

Le commerce extérieur à nouveau excédentaire en juillet

La balance commerciale de la France a enregistré un excédent de 6,2 milliards de francs en juillet et 22,6 milliards en sept mois.

Lire page 18

Le sommaire complet se trouve page 22

ARTS ◆ SPECTACLES

La Biennale de la danse à Lyon

La cinquième Biennale est consacrée à l'Espagne. En marge des nombreuses preuves de vitalité de la chorégraphie de ce pays, on découvrira aussi à Lyon une grande dame de la danse mondiale, Alicia Alonso, directrice-fondatrice du Ballet national de Cuba.

■ Disques : le dernier album de Carmel. ■ La rentrée théâtrale à Paris et en Ile-de-France. ■ La sélection de la semaine.

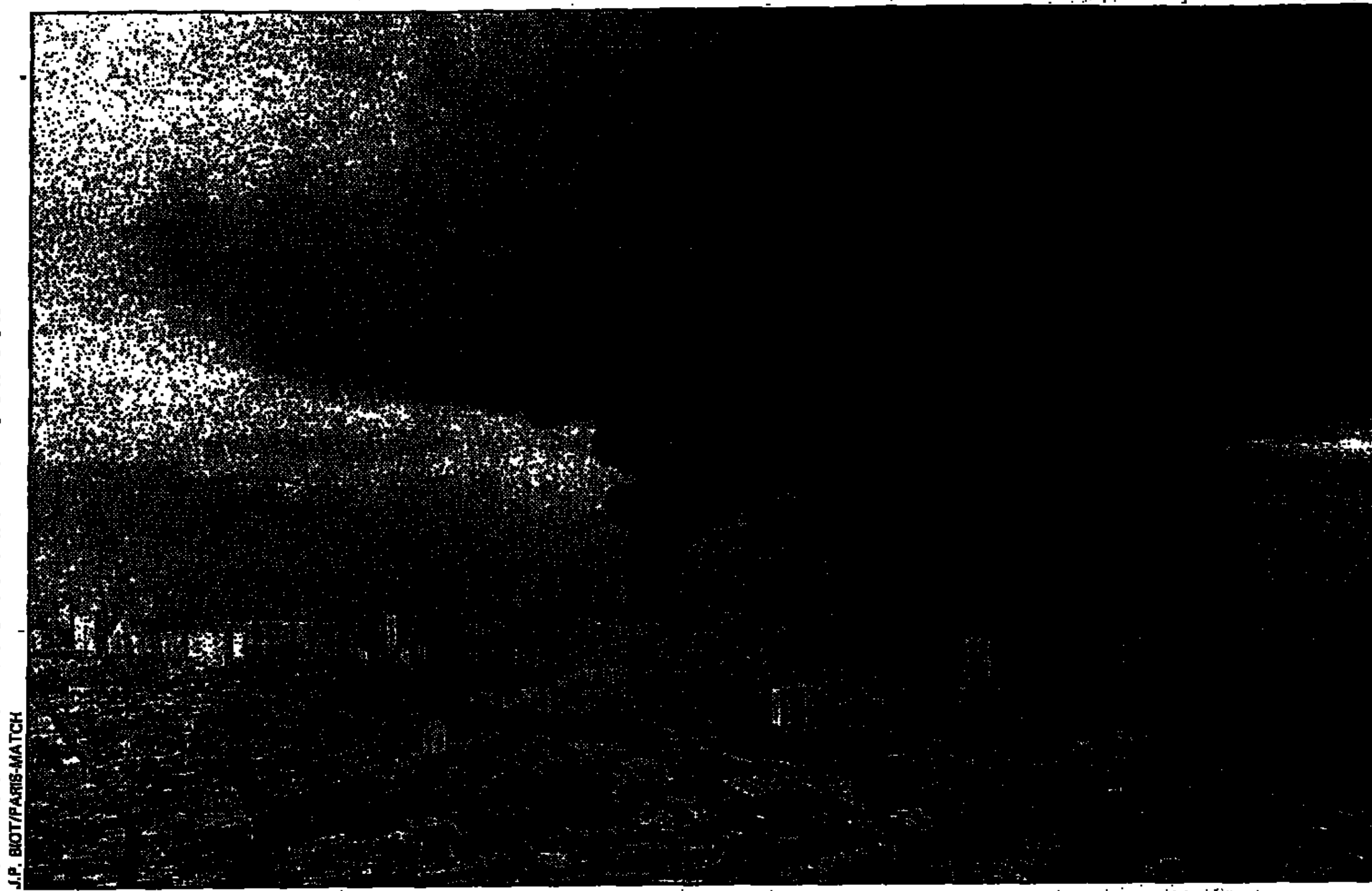
pages 11 à 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

هكذا من الأصل

LES FINS D'EMPIRES

Fin juin 1962, à Oran, la ville d'apocalypse. Dans les flammes, les exactions et les sangs mêlés s'achève l'aventure impériale de la France outre-mer.



J.P. BIOT/PARIS-MATCH

L'« éclipse », à Oran, le 26 juin 1962.

33. – Oran, été 1962

Par BENJAMIN STORA

Evoquant Oran dans le préambule de *la Peste*, Albert Camus écrivait : « *Une manière commode de faire la connaissance d'une ville est de chercher comment on y travaille, comment on y aime et comment on y meurt. Dans notre petite ville (est-ce l'effet du climat ?), tout cela se fait ensemble, du même air frénétique et absent. Mais, ce qui est original, c'est la difficulté qu'on peut y trouver à mourir !* »

Fin juin 1962 : Oran est devenue cette ville de la peste que Camus décrivait. Les ordures s'amoncellent au milieu de la rue. Les téléphones sont coupés. Les magasins éventrés vomissent leurs débris sur le trottoir par-dessus les chats crevés. Les petites rues en pente, vidées de leurs habitants, dégagent une puanteur sans nom. Le lundi 25 juin, à 17 h 45, c'est l'apocalypse dans le ciel de la ville. Les réservoirs à mazout de la British Petroleum ont été plastiqués, et 50 millions de litres de carburants brûlent. Vision dantesque de flammes qui montent souvent à plus de 150 mètres. Dans certains quartiers, il fait presque nuit, et cette « éclipse » dure deux jours. Des pompiers, aidés de fusiliers marins de Mers-el-Kébir, tentent de maîtriser l'incendie, tandis que les derniers desperados de l'OAS (Organisation de l'armée secrète) essaient, en tirant à la mitrailleuse sur les réservoirs voisins, d'étendre le désastre. Pourquoi est-ce à Oran que les derniers mois de l'Algérie française et les premiers jours de l'Algérie indépendante ont été les plus meurtriers, les plus terribles ?

Oran est la première ville d'Algérie où la population européenne dépasse en nombre la population musulmane. En 1961, les statistiques donnent, en gros, 400 000 habitants, dont 220 000 Européens et 180 000 musulmans. Cette proportion explique la particulière acuité du conflit dans cette deuxième cité de l'Algérie. Tout au long d'une histoire coloniale commencée en 1830, les mariages avaient brassé les descendants des communautés originelles métropolitaines, ibériques et italiennes ; venaient s'y ajouter quelques gouttes de sang grec ou maltais. Mais la plupart des Européens étaient des descendants d'émigrés espagnols qui, au milieu du siècle dernier, avaient fui la misère de leur pays. La proximité de l'Espagne facilite cette arrivée massive (par temps clair, du haut de la rade de Mers-el-Kébir, il est possible d'apercevoir à l'horizon le sommet de la cordillère du cap de Gata). En 1931, on estime la population oranaise originaire d'Espagne à 65 % du total des Européens, 41 % étant déjà naturalisés. Cette influence espagnole se voit par le sens ibérique de l'hospitalité et par une religiosité puissante. Depuis 1849, l'église Notre-Dame-de-Santa-Cruz est la patronne qui veille sur la ville, le port, le rivage. Le catholicisme devient un puissant instrument de référence identitaire, face à des Algériens musulmans de plus en plus minoritaires et marginalisés. Les juifs d'Oran, naturalisés par le décret Crémieux de 1870 et victimes de violentes campagnes antisémites dans les années 1890, se groupent sur le plateau ouest de Karguentah. Et les « *Arabes* », comme on appelait à l'époque les Algériens musulmans, sont au sud de ce même plateau, dans ce qui est resté longtemps le « village nègre », avant de devenir la « ville nouvelle ».

Dans cette guerre d'Algérie qui dure déjà depuis sept ans, il semble impensable à la majorité de la population européenne de quitter Oran, de concevoir une indépendance sous l'égide du FLN. Certains hommes politiques français, au moment des négociations avec les indépendantistes algériens en 1961, avaient même envisagé la partition, avec Oran pour capitale, d'une nouvelle Algérie française ! Pour les commandos de l'OAS, dirigés dans l'Oranie par le général Jouhaud et par son adjoint le commandant Camelin, cette idée n'existe plus au début de l'année 1962. Le moment est à la radicalité extrême. Avec retard sur Alger, mais avec les mêmes moyens, l'OAS d'Oran se lance aussi dans le terrorisme, les coups de main spectaculaires, les hold-up dans des banques ou dans des entreprises pour se procurer des fonds, les expéditions sanglantes contre des Algériens musulmans. Ainsi, le 13 janvier 1962, six hommes de l'OAS, déguisés en gendarmes, se présentent à la prison d'Oran, où ils se font remettre trois militants du FLN condamnés à mort. Ils les exécutent quelques instants après. Le lendemain, quatre autres prisonniers du FLN s'évadent. L'OAS leur donne la chasse, les retrouve, les exécute. L'organisation activiste développe des émissions de radio pirate, publie un faux numéro de *l'Echo d'Oran*, le 6 février, tiré à vingt mille exemplaires, condamnant la « *politique d'abandon de de Gaulle* ».

Le 19 mars 1962, à midi, au moment où le général Ailleret, commandant en chef en Algérie, ordonne l'arrêt des combats, une émission pirate de l'OAS fait entendre la voix de Raoul Salan, qui, avec véhémence, condamne le cessez-le-feu et les accords d'Evian, puis donne l'ordre de « *harcèlement contre les forces ennemies* ». Le 20 mars, un détachement de l'OAS tire au mortier sur la casbah d'Alger : 24 morts et 60 blessés, tous Algériens. Le même jour, fusillades à Oran : 10 morts et 16 blessés. Le 26 mars, l'armée, débordée, tire sur une foule d'Européens à Alger. On relève 46 morts et 200 blessés rue d'Isly. Pendant qu'Alger connaît ces heures sanglantes, Oran est frappée de stupeur : le général Jouhaud et son adjoint Camelin sont arrêtés.

Le 28 mars, Abderrahmane Farès, président de l'« exécutif provisoire » mis en place après Evian, s'installe avec son équipe à la cité administrative de Rocher-Noir. Le 8 avril, un vote massif au référendum organisé par l'Elysée (90,7 % des suffrages exprimés, 24,4 % des électeurs n'ont pas participé au vote) donne au président de la République la capacité juridique « *d'établir des accords et de prendre des mesures au sujet de l'Algérie, sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962* ». Loin d'apaiser, les résultats de ce référendum poussent le commandement de l'OAS dans une folle escalade : la politique de la terre brûlée.

Le 24 avril au matin, à Oran, l'OAS s'attaque à une clinique, celle du docteur Jean-Marie Larribère, militant communiste très connu dans la ville. Deux femmes, dont l'une venait d'accoucher, échappent à la destruction complète de l'immeuble. Les plastiquages, les mitraillages, prennent une cadence infernale. Des gendarmes mobiles sont agressés, des blindés ripostent au canon de 20 mm et 37 mm. Les coups partent au hasard, contre des immeubles habités par des Européens. Des avions se mettent de la partie, avec leurs mitrailleuses lourdes. Le 23 avril 1962, le conseil de l'ordre des avocats d'Oran publie un communiqué dénonçant « *ces attaques contre une population civile qui seraient, en temps de guerre, contraires à la Convention de La Haye (...). En temps de paix, et entre Français, elles dépassent l'imagination.* »

Chaque jour, à partir de fin mai, ceux que l'on appellera plus tard les « pieds-noirs » sont de 8 000 à 10 000 à quitter l'Algérie, emportant hâtivement avec eux ce qu'ils ont de plus précieux.

En dépit des consignes de l'OAS, qui interdit le départ des Européens (avec surveillance des agences de voyages), l'exode commence vers la métropole. Le 15 avril, le *Chanzy* débarque un premier contingent de « rapatriés » venant d'Oran. Les attentats de l'OAS ne cessent pas. On pourrait même dire que le terrorisme croît en violence : assassinats individuels de musulmans, chasses à l'homme, plastiquages, tirs de mortier.

A la fin du mois d'avril, une voiture piégée explose dans un marché, très fréquenté par les Algériens en ce moment de ramadan. C'est une première du genre (le 2 mai, le même procédé – une voiture piégée qui explose dans le port d'Alger – fait 62 morts et 110 blessés, tous musulmans). En mai, à Oran, quotidiennement, de 10 à 50 Algériens sont abattus par l'OAS. La férocité est telle que ceux qui habitent encore des quartiers européens les quittent en hâte. Chacun se barricade, se protège comme il peut. Certains musulmans quittent Oran pour rejoindre leurs familles dans les villages ou les villes n'ayant pas une forte population européenne. D'autres s'organisent en une sorte d'autonomie dans l'enclave musulmane. Des commissaires politiques du FLN font surface, une vie s'organise (approvisionnement, ramassage des ordures...). Mais, dans ce cycle infernal qui continue, avec les rafales d'armes automatiques résonnant çà et là, jour et nuit, que va-t-il advenir de la population européenne ? Surtout quand les troupes de l'ALN pénétreront dans la ville après la proclamation de l'indépendance ? Les dirigeants du FLN ont de plus en plus de mal à retenir une population musulmane exaspérée, et qui veut riposter. Les responsables de l'OAS encore en liberté savent pourtant que la partie est perdue. L'armée française n'a pas basculé en leur faveur, le moral est au plus bas après les arrestations de Salan, Jouhaud, Degueldre et l'échec d'un maquis de l'OAS dans l'Ouarsenis. Aucun espoir, non plus, à attendre de l'étranger. Et puis il y a cet exode, cette hémorragie qui se poursuit. Chaque jour, à partir de fin mai, ceux que l'on appellera plus tard les « pieds-noirs » sont de 8 000 à 10 000 à quitter l'Algérie, emportant hâtivement avec eux ce qu'ils ont de plus précieux.

Le 7 juin 1962 est un des points culminants de la politique de la terre brûlée. Les commandos Delta de l'OAS incendient la bibliothèque d'Alger et livrent aux flammes ses soixante mille volumes. A Oran, c'est la mairie, la bibliothèque municipale et quatre écoles qui sont détruites à l'explosif. Plus que jamais, la ville, où règne une anarchie totale, est coupée en deux : plus un Algérien ne circule dans la ville européenne. La décision de Paris d'ouvrir la frontière aux combattants de l'ALN stationnés au Maroc provoque une panique supplémentaire chez les Européens. Dans un fantastique désordre, l'Algérie se vide de ses cadres, de ses techniciens. Inquiet de la paralysie générale qui menace le pays, Abderrahmane Farès, par l'intermédiaire de Jacques Chevallier, ancien député et maire d'Alger, décide de négocier avec l'OAS.

L'accord signé le 18 juin par Jean-Jacques Susini, au nom de l'OAS, avec le FLN, est rejeté à Oran. Les 25 et 26 juin, dans la ville recouverte par la fumée des incendies, les commandos de l'OAS attaquent et dévalisent six banques. En fait, il s'agit de préparer la fuite, après l'annonce du colonel Dufour, ancien chef du 1er REP et responsable de l'organisation pour l'Oranie, de déposer les armes. Sur des chalutiers lourdement chargés d'armes (et d'argent), les derniers commandos de l'OAS prennent le chemin de l'exil. Pendant ce temps, le départ des Européens d'Oran a pris l'ampleur d'une marée humaine. Des milliers de personnes, désemparées, hébétées, attendent le bateau dans le plus grand dénuement. Il faut fuir au plus vite ce pays, auquel ils resteront attachés de toutes leurs fibres, transformé en enfer.

Le 1er juillet 1962, la population algérienne vote en masse l'indépendance de l'Algérie. Le « *oui* » obtient 91,23 % par rapport aux inscrits, et 99,72 % par rapport aux votants. Le 3 juillet, jour où l'indépendance est officiellement proclamée, sept *katibas* de l'ALN défilent à Oran, boulevard Herriot, devant une foule énorme. Les Algériens déploient leur drapeau d'une Algérie nouvelle, vert et blanc, frappé d'un croissant rouge, manifestent leur joie avec des cortèges scandés par les youyous des femmes, des chants, des danses. Le capitaine Bakhti, chef de la zone autonome d'Oran, s'adresse aux Européens dans une allocution en français : « *Vous pourrez vivre avec nous autant que vous voudrez et avec toutes les garanties accordées par le GPRA. L'ALN est présente à Oran. Il n'est pas question d'égorgements.* » Est-ce, avec la fin officielle de la guerre, l'arrêt, enfin, des flots de sang ? Le 5 juillet 1962, c'est le drame. La foule des quartiers musulmans envahit la ville européenne, vers 11 heures du matin. Des coups de feu éclatent. On ignore les causes de la fusillade. Pour les reporters de *Paris-Match* présents sur place, « *on parle, bien sûr, d'une provocation OAS, mais cela semble peu vraisemblable. Il n'y a plus de commandos, ou presque, parmi des Européens qui sont demeurés à Oran après le 1er juillet, que d'ailleurs on considérait là au moins comme une date aussi fatidique que l'an 40* ». Dans les rues, soudain vides, commence une traque aux Européens.

Sur le boulevard du Front-de-Mer, on aperçoit plusieurs cadavres. Vers le boulevard de l'Industrie, des coups de feu sont tirés sur des conducteurs, dont l'un, touché, s'affaisse au volant tandis que la voiture s'écrase contre un mur. Une Européenne qui sort sur son balcon du boulevard Joseph-Andrieu est abattue. Vers 15 heures, l'intensité de la fusillade augmente encore. A un croc de boucherie, près du cinéma Rex, on peut voir, pendue, une des victimes de ce massacre. Les Français, affolés, se réfugient où ils peuvent, dans les locaux de *l'Echo d'Oran*, ou s'enfuient vers la base de Mers-el-Kébir, tenue par l'armée française.

Pendant ce temps, le général Katz, commandant de la place militaire d'Oran, déjeune à la base aérienne de La Sebia. Averti des événements, il aurait, selon l'historien Claude Paillat, répondu à un officier : « *Attendons 17 heures pour aviser.* » Les troupes françaises restent l'arme au pied, le ministère des armées leur ayant interdit de sortir de leur cantonnement. Précisément, à 17 heures, la fusillade se calme. Dans les jours qui suivent, le FLN reprend la situation en main, procède à l'arrestation et à l'exécution d'émeutiers.

Le bilan du 5 juillet est lourd. Selon les chiffres donnés par le docteur Mostefa Naït, directeur du centre hospitalier d'Oran, 95 personnes, dont 20 Européens, ont été tuées (13 ont été abattues à coups de couteau). On compte, en outre, 161 blessés. Les Européens racontent des scènes de tortures, de pillages et surtout d'enlèvements. Le 8 mai 1963, le secrétaire d'Etat aux affaires algériennes déclare à l'Assemblée nationale qu'il y avait 3 080 personnes signalées comme enlevées ou disparues, dont 18 ont été retrouvées, 868 libérées et 257 tuées (pour l'ensemble de l'Algérie, mais surtout en Oranie). On ne parlera plus, pendant longtemps, de ces « disparus ».

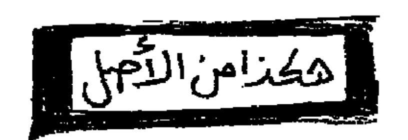
Ici s'arrête la présence française, dans ce « *joyau d'Empire* » qu'était l'Algérie française. Le 12 juillet 1962, Ahmed Ben Bella pénètre dans Oran. Une autre bataille commence, celle pour le pouvoir en Algérie. De l'autre côté de la Méditerranée les pieds-noirs n'ont plus qu'une pensée : faire revenir la « protectrice » d'Oran. Notre-Dame-de-Santa-Cruz recevra l'hospitalité dans l'humble église de Courbessac, près de Nîmes.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *La Guerre d'Algérie*, de Patrick Eveno et Jean Planchais. La Découverte, 1989.
- *1962. Algérie, la guerre est finie*, de Jean Lacouture. Complexe, 1985.
- *La Liquidation*, de Claude Paillat. Robert Laffont, 1972.
- *La Guerre d'Algérie et les Français*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux. Fayard, 1990.
- *La Gangrène et l'Oubli*, de Benjamin Stora. La Découverte, 1992.
- *La France en guerre d'Algérie*, sous la direction de Laurent Gervereau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora. BDIC, 1992.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Un homme en blanc à Czestochowa », par Jean-François Soulet



LE CONFLIT DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

L'ouverture de la conférence internationale de Londres

Alors que se préparait la conférence de Londres sur l'ex-Yougoslavie, Belgrade s'est trouvé totalement isolé aux Nations unies. L'Assemblée générale réunie à New-York a adopté, mardi 25 août, à la quasi-unanimité, une résolution, présentée par quarante-sept pays islamiques, dénonçant les agissements serbes en Bosnie et prônant l'usage de la force pour restaurer l'unité de cette République. Alors que cinq pays seulement s'abstenaient et que seule la « nouvelle » Yougoslavie (Serbie, Monténégro) votait contre, cent trente-six Etats ont adopté ce texte qui *« exhorte le Conseil de sécurité à envisager d'urgence – en prenant de nouvelles mesures appropriées, tel que prévu au chapitre VII de la charte des Nations unies – les moyens de mettre fin aux combats et de restaurer l'unité et l'intégrité territoriales de la République de Bosnie-Herzégovine »*. Le chapitre VII autorise l'usage de la force après l'échec d'un embargo économique.

Adoptée après quarante-huit heures de débats, la résolution de l'Assemblée – qui n'est pas contraignante, contrairement aux décisions du Conseil de sécurité, – représente un *« message très clair »* aux autorités de Belgrade, ont souligné les quelque soixante orateurs. Le texte réaffirme son appui à *« la lutte juste »* du gouvernement et du peuple de Bosnie. Il *« exige »* le retrait des unités des armées yougoslave et croate de Bosnie ainsi que le *« rapatriement inconditionnel (...) des réfugiés et déportés dans leurs foyers »* et *« reconnaît leur droit à réparation »*.

A Bruxelles, les ambassadeurs des seize pays membres de l'OTAN n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'envoi d'hommes dans l'ex-Yougoslavie pour protéger les convois humanitaires, comme le prévoit la résolution 770 du Conseil de sécurité. *« Faute de consensus »*, ils ont reporté leur décision jusqu'à la fin de la conférence de Londres, prévue pour vendredi 28 août. Le porte-parole de l'OTAN a expliqué que les ambassadeurs avaient demandé des *« détails supplémentaires »* sur la proposition des experts militaires d'envoyer 6 000 hommes pour cette protection.

La Belgique a annoncé mardi qu'elle était prête à envoyer une centaine d'hommes ainsi qu'un peloton de vingt-quatre camions. L'Italie a aussi déclaré mardi vouloir participer à d'éventuelles opérations militaires de protection de l'aide humanitaire, après un conseil des ministres consacré à la crise yougoslave.

La France avait été la première à faire part de son intention d'engager près de 1 100 hommes et la Grande-Bretagne jusqu'à 1 800 soldats. L'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'organisation européenne compétente en matière de défense, doit se réunir vendredi pour examiner sa contribution militaire à l'application de la résolution 770 de l'ONU. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

L'offensive bosniaque contre Ilidza

Les combats autour de Sarajevo ont fait une centaine de morts en vingt-quatre heures

Les armes se sont à nouveau déchaînées mercredi matin 26 août, à Sarajevo, après les violents affrontements de la veille et de la nuit qui ont fait une centaine de morts. Depuis lundi, neuf journalistes au moins ont été blessés, dont une envoyée spéciale de RFI et deux de France-Inter ainsi qu'un correspondant de la BBC. Cinq « casques bleus » de la FORPRONU ont également été blessés et quatre d'entre eux ont dû être évacués sur Zagreb.

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Après trois jours de pilonnage au mortier par les forces bosniaques, la petite ville d'Ilidza, aujourd'hui à majorité serbe, respire. Sortis de leurs abris, les habitants, fatigués et encore assourdis par le bruit des explosions, se promènent et chacun tente d'interpréter le silence revenu, mardi matin 25 août. Le front est situé à l'extrémité des habitations, à quelques dizaines de mètres des premières maisons du village d'Otes, à majorité croate mais aux mains des forces bosniaques. Des vitres cassées, des impacts sur les murs, quelques voitures brûlées, une roquette non explosée plantée au milieu d'une rue passante paraissent le seul résultat immédiat de l'« offensive » bosniaque et illustrent une nouvelle fois la disproportion des armements entre les deux camps.

Ici, si les combattants sont locaux – quelques-uns pourraient illustrer un album sur la guerre de 1914 avec leurs bonnets à poil ou leurs vieux casques, – l'armement est sérieux. Devant le siège de la milice devenu quartier général, stationnent en effet trois transports de troupes blindés montés avec des mitrailleuses lourdes, un canon sans recul et une batterie antiaérienne. A l'une des entrées de la ville est disposé un autre canon, et des traces de chars sont encore visibles.

En face, les combattants, beaucoup plus nombreux, ne disposent que de mortiers et arborent de vieux fusils dépareillés. Certains profitent même de l'accalmie de courte durée pour tenter de fabriquer des grenades avec des bombes aérosols de déodorant.

« Tout le monde nous accuse »

Déclenchée pour des objectifs politiques à la veille de la conférence de Londres, l'offensive contre Ilidza marque le pas, et les combattants bosniaques laissent percer leur amertume d'avoir été envoyés à la boucherie pour des négociations dans lesquelles personne ne croit. *« On leur avait dit qu'ils n'avaient en face d'eux qu'un char et un transport de troupes »*, accuse pour sa part un combattant croate resté passif dans cette bataille. Venus avec enthousiasme, les Bosniaques, pour la plupart des jeunes non entraînés et originaires du Sandjak, à la frontière du Monténégro et de la Serbie, paient très cher le calcul politique de leurs dirigeants. Les pertes se monteraient déjà, en trois jours, à une cinquantaine de morts et deux cents blessés, sans compter les victimes civiles de la recrudescence des bombardements sur Sarajevo.

Le commandant en chef de l'armée bosniaque, M. Sefer Hazlilovic, a beau affirmer que *« son armée ne fait que répondre à une offensive généralisée des Serbes avant Londres »*, il ne fait pas de doute que l'initiative de l'opération est bosniaque et que les politiques se sont offert, dans des conditions d'impréparation quasi totale, des martyrs pour essayer de s'attirer la sympathie internationale.

Sur la voie ferrée qui, côté Ilidza, marque à cet endroit du front la séparation entre les combattants, gisent, carbonisés, trois wagons, qui transportaient du kérosène, avec lesquels les combattants bosniaques espéraient faire sauter les positions serbes et profiter de l'affolement pour tenter une percée. L'artillerie serbe a fait le travail avant, et les combattants ont dû, eux, se replier sous le feu de l'ennemi. Dans son jardin fleuri de roses face à la scène, Tania commente : *« Tout le monde nous accuse d'être les agresseurs. Vous voyez bien que ce n'est pas vrai et ce n'est pas la première fois que nous sommes attaqués, spécialement par l'organisation du Jihad (sic). »*

A Ilidza comme ailleurs autour de Sarajevo, les Serbes ne veulent pas être les seuls coupables. Tania, Serbe, trente ans, économiste à Sarajevo avant la guerre, a dû quitter la ville il y a un mois et demi *« à la suite de menaces de groupes bosniaques »* pour enrôler son mari, avocat, dans l'armée ou le mettre en prison en cas de refus. *« Tous les pays sont contre les Serbes, mais ce n'est pas si simple*, plaide-t-elle, *la situation est plus compliquée et c'est trop facile de tout voir en noir et blanc. »*

Mensonge contre mensonge

« Aujourd'hui, tous, Serbes, Croates, Musulmans, dit-elle, *nous sommes prisonniers d'une situation que nous n'avons pas voulue. Après quatre mois de guerre, je ne comprends toujours pas ce qui arrive ici. Mais je sais que nous devons vivre ensemble et que personne ne peut plus qu'un autre revendiquer ce pays comme le sien. Ma famille*, confie-t-elle, *a ses racines à Sarajevo depuis plus de cinq cents ans. C'est ma ville. J'ai des droits dans ce pays. »*

Pour Tania, comme pour beaucoup d'autres, la responsabilité des événements repose sur les politiques de tous bords et, bien sûr, spécialement sur le président bosniaque Alija Izetbegovic. *« Nous ne nous sommes aperçus de rien*, intervient son amie Sonia, vingt-huit ans, *mais cela fait dix ans que les Musulmans d'autres régions viennent s'installer ici. A cause du passé ottoman, ils pensaient que Sarajevo était une ville musulmane par opposition à Zagreb la catholique ou Belgrade l'orthodoxe. Mais ce n'est pas vrai. Sarajevo est et doit rester une ville mixte. »*

« Lors des premières élections libres en Yougoslavie en novembre 1990, le Parti des élections démocratiques (SDA) nationaliste musulman du président Izetbegovic a bourré les urnes pour gagner. Cela a faussé le jeu et c'est à cause de ces gens extérieurs que tout a commencé. » Ce que Sonia ne dit pas, c'est que beaucoup de ces Musulmans venus effectivement du Sandjak en ont été plus ou moins chassés par une certaine discrimination et par le fait qu'ils n'étaient pas prioritaires dans l'emploi.

Dans les trois districts serbe, croate et musulman de la région d'Ilidza, commente Milenko, étudiant combattant de vingt-huit ans, *« juste après le début des événements à Sarajevo, les responsables s'étaient mis d'accord pour rester en dehors du conflit. Mais, quand les Musulmans de Sokolovic-Kolojna nous ont attaqués, tout a volé en éclats et nous avons dû demander des armes pour nous défendre. Les Croates d'Otes et Stup respectaient l'accord, mais ils ont été dépassés par les Musulmans, et ce sont ces derniers qui nous ont attaqués »*.

Pour Milenko, ces Musulmans ne sont pas ses voisins mais ce sont encore une fois des *« gens importés d'autres régions et qui n'ont aucun droit ici »*. En fait, pour Tania, la faute repose aussi *« sur la période communiste pendant laquelle nous étions obligés de penser que nous étions tous frères. On peut vivre ensemble sans être frères et sans être obligés de s'aimer »*.

Quelle solution imagine-t-elle aujourd'hui ? *« Après la guerre, nous devrons avoir notre propre canton*, dit-elle, *car, dans cette guerre, chaque famille, quelle que soit sa nationalité, a perdu quelqu'un et la haine est très forte. Nous devrons donc oublier et aussi apprendre à pardonner. C'est le seul moyen de vivre. Après nous devrons faire l'union économique, mais, de toute façon, Sarajevo devra rester un district fédéral pour tout le monde ! »*

Le fait que les Musulmans, auxquels Tito a attribué une nationalité en 1969, n'aient pas, pourrait-on dire, d'arrière-pays comme les Croates ou les Serbes, ne constitue pas pour Tania une excuse : *« La Serbie existe, la Croatie existe*, affirme-t-elle, *mais la Bosnie-Herzégovine doit exister avec les Serbes, les Croates et les Musulmans. Si les politiciens le décident, les Serbes et les Croates pourraient avoir une double nationalité ; mais personne ici ne la veut car c'est notre pays et nous n'en voulons pas d'autre. »*

Modéré, le discours de ces jeunes Serbes est représentatif de l'état d'esprit de beaucoup d'intellectuels ou de citadins des trois nationalités, qui ne comprennent pas pourquoi les choses en sont arrivées là. Mais combien de *temps pourront-ils encore le tenir* alors que la méfiance s'accroît entre les communautés et que la violence destructrice des affrontements ne fait que développer la haine. L'absurde et criminelle propagande à laquelle se livre, à travers radios et télévisions, chacun des deux camps y contribue d'ailleurs largement.

Que le commandant en chef de l'armée bosniaque puisse affirmer sans rire que les Serbes bombardent Sarajevo à l'arme chimique n'a d'égal dans le ridicule que l'affirmation d'un responsable serbe prétendant que les Musulmans interdisaient l'alcool à Sarajevo, peuplé, selon lui, de femmes en tchador. Chaque camp a fait du mensonge son credo et mis dans les armes son espoir, et la population, dépassée, ne peut que subir.

Sarajevo a encore vécu mardi une soirée d'enfer, les armes de tous calibres se déchaînant en même temps pendant quatre heures. Illuminée comme en plein jour par des fusées éclairantes et la lumière des incendies déclenchés par les bombardements, la ville semblait comme pétrifiée. Le bilan de ces quatre mois et demi de siège donné de source officielle est en tout cas éloquent : 1 829 morts, 10 887 blessés graves, 13 500 blessés légers et 6 650 personnes portées disparues.

FRANÇOISE CHIPAUX



La démission du coprésident

Les Douze souhaitent remplacer lord Carrington par un homme plus ferme

LONDRES

de notre envoyé spécial

Lord Carrington, président de la conférence européenne pour la paix en Yougoslavie, mise en place en septembre 1991, a décidé mardi 25 août de passer la main. Sous sa direction, cette médiation des Douze avait été critiquée à maintes reprises pour son manque de fermeté à l'égard des belligérants et également pour son manque d'esprit d'initiative.

Les quelque vingt cessez-le-feu qu'elle avait réussi à faire signer sont tous restés lettre morte et c'est avec bien des difficultés, parfois, que lord Carrington parvenait à réunir au complet les présidents des ex-Républiques yougoslaves. Les Serbes en particulier lui reprochaient d'être *« partial »* et de vouloir entériner la désintégration de l'ex-fédération.

A toutes ces critiques, l'ancien secrétaire au Foreign Office (et ancien secrétaire général de l'OTAN) répondait récemment : *« Si les cessez-le-feu n'ont pas été respectés, ce n'était pas seulement de la faute des hommes qui ont essayé de les organiser, c'était aussi parce que d'autres personnes sur le terrain ne souhaitaient absolument pas résoudre le problème. » « Lorsque j'ai commencé ce travail* – ajoute t-il – *je n'ai pas compris combien il était facile pour toutes les parties concernées d'accepter un jour des propositions sans la moindre intention de les appliquer le lendemain. »*

La succession de lord Carrington a été évoquée mardi soir à Londres lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze qui devait préparer la conférence internationale. Le poste pourrait revenir à un autre Britannique, lord Owen, ancien président du Parti social-démocrate (SDP). Celui-ci, qui avait dirigé la diplomatie de Londres dans le gouvernement travailliste de James Callaghan et qui a soutenu M. John Major durant la dernière campagne électorale, avait tenu récemment des propos *« musclés »* sur l'ex-Yougoslavie, préconisant notamment une intervention militaire de l'OTAN dans les Balkans. Il est clair en tout cas que les Européens souhaiteraient maintenant voir un homme plus ferme à la place de lord Carrington.

Ouverte ce mercredi matin, la conférence de Londres se déroulera à huis clos. Coprésidée par le premier ministre britannique M. John Major et le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, elle a pour objectif d'harmoniser les efforts entrepris par l'ONU et la CEE pour tenter de ramener la paix dans l'ex-Yougo- slavie. Les délégations d'une trentaine de pays et mouvements y participent (*le Monde* du 26 août).

Les organisateurs espèrent obtenir des belligérants et de toutes les parties concernées de nouveaux engagements en matière de droits humanitaires, de protection des minorités et de respect des frontières. Bref, comme le demandait M. Major, *« un retour à un comportement civilisé »*.

ALAIN DEBOVE

La Serbie entre anxiété et espoir

BELGRADE

de notre correspondante

Partagée entre anxiété et espoir, Belgrade vit dans l'attente des résultats de la conférence pour la paix. Rivés à leur petit écran pour suivre les préparatifs de ce sommet, les premières déclarations des diplomates occidentaux, les Belgradois cherchent à se faire une idée de leur avenir. Les optimistes espèrent que la conférence ne sera pas celle de la « dernière chance » pour la Serbie et le Monténégro.

Les pessimistes s'attendent à des discussions laborieuses. Ils ne cachent pas leur désenchantement face aux conférences sans résultats, aux accords *« aussitôt signés, aussitôt violés »*. Pour beaucoup, l'urgence reste la paix, car la prolongation des sanctions ruinerait le pays.

Au moment du vote de l'ONU sur l'emploi de la force pour protéger l'aide humanitaire, la population vivait dans la psychose d'une intervention militaire. Les autorités et les médias de Belgrade alternaient les déclarations rassurantes, les mises en garde et les gestes de bonne volonté pour calmer les Occidentaux.

Craignant que de nouvelles menaces ne soient proférées si la conférence de Londres s'enlisait, Belgrade s'est rassurée de voir, peu avant la réunion, les Musulmans de Bosnie mis au banc des accusés avec la révélation par le quotidien britannique *the Independent* du samedi 22 août d'un rapport de l'ONU accusant les dirigeants musulmans d'avoir fait massacrer des civils à Sarajevo pour en rejeter la responsabilité sur les Serbes (*le Monde* du 26 août). Ces révélations alimentent la thèse des Serbes. Ils estiment que *« la vérité sur le conflit finira par percer »*, que le monde entier découvrira *« les atrocités perpétrées par les Musulmans et les Croates »*.

Un territoire « largement nettoyé des hérétiques »

Réconfortée, Belgrade mise désormais sur la *« sagesse et l'équité »* de l'Occident. Ces derniers jours les médias officiels ont subitement cessé d'encourager *« une guerre panserbe contre le monde entier »* et la propagande qui voyait dans les accusations contre les Serbes un *« complot international »*. Même si Belgrade et une grande partie de la population hypnotisée par la propagande n'en démordent pas : les révélations sur les camps de détention relèvent du *« mensonge perfide »* visant à *« effacer le génocide contre les Serbes lors de la seconde guerre mondiale »*, à justifier une intervention militaire. La télévision de Belgrade a d'ailleurs « démontré » le 25 août que l'un des prisonniers émaciés du camp de Omarska était un Serbe...

Forte de ces certitudes, la délégation yougoslave est partie pour Londres *« chercher la paix »*. D'autant que celle-ci semble favorable à la partie serbe. La conférence de Londres s'ouvre, explique M. Stojan Cerovic, commentateur de l'hebdomadaire indépendant *Vreme*, alors que *« le travail en Bosnie est achevé* : [les Serbes disposent d'un] *excédent de territoire* (près de 70 % de la Bosnie-Herzégovine, NDLR) *largement nettoyé de tous les hérétiques »*.

Certains Belgradois estiment que la cessation des hostilités suivie d'un long processus de négociation permettrait aux Serbes d'entériner leurs conquêtes et même de les renforcer en poursuivant « plus discrètement » la purification ethnique. L'hebdomadaire belgradois *Nin* renchérit. Il juge que la cantonisation de la Bosnie-Herzégovine est désormais inévitable et que la communauté internationale se rendra à l'évidence lors de la conférence de Londres.

D'autres analystes mettent en garde contre les dissensions au sein de la délégation yougoslave. Si M. Panic est favorable à la reconnaissance de la Bosnie et de la Croatie dans leurs frontières légales, avalisées par la communauté internationale, les présidents serbe et yougoslave, MM. Milosevic et Cosic, n'ont fait aucune déclaration laissant entrevoir un assouplissement de leur position. Et tous les accords de Londres devront recevoir l'aval d'un Parlement fédéral de Belgrade dominé par les ex-communistes de M. Milosevic et les *ultranationalistes serbes. Aussi*, si M. Panic consentait à signer à Londres ce qu'une partie de la classe politique soupçonne être *« une capitulation »*, dès son retour à Belgrade le milliardaire naturalisé américain pourrait être en grande difficulté.

FLORENCE HARTMANN

هكذا من الأجل

Un entretien avec M. Roland Dumas

Suite de la première page

– Les Serbes ont conquis 70 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine. Considérez-vous qu'ils ont gagné la guerre ?

– Non. Je ne vois pas pourquoi on prendrait acte de ce qui a été accompli. En outre, il n'y a pas eu de déclaration de guerre. C'est beaucoup plus confus que cela. Je ne considère donc pas que la Serbie a remporté une guerre.

– Demanderez-vous un retrait des troupes serbes des zones qu'elles ont conquises ?

– Il serait utile qu'il y ait une remise à plat des choses. Et d'abord un inventaire. Quand on dit : les forces serbes, il faut savoir de quoi on parle. Parle-t-on des forces qui viennent de l'Etat qui s'appelle la Serbie ou des milices, qui sont des émanations de l'ancienne armée fédérale et qui opèrent par exemple en Bosnie-Herzégovine, où il existe une véritable entité serbe autoproclamée indépendante et disposant d'une armée, d'un chef militaire ?

» L'ex-armée fédérale était composée en grande majorité de Serbes, mais tous ces Serbes ne venaient pas de la Serbie. Il y avait des Serbes qui venaient d'ailleurs. A partir du moment où il y a eu éclatement de la Fédération et apparition d'Etats souverains reconnus internationalement, ces Serbes se retrouvent dans des unités combattantes autonomes. Qu'il existe des liens entre ces Serbes-là et les autres, on peut l'imaginer. Mais on fausserait le jugement en pensant qu'il y a une armée serbe qui a avancé, en ordre de marche, comme les grandes armées de Napoléon. Si c'était le cas, à la limite, ce serait beaucoup plus simple. Il suffirait de leur dire, rentrez dans vos casernes.

» A partir du moment où nous avons affaire à des milices qui prétendent regrouper des hommes ressortissants des pays dans lesquels ils combattent, la situation est beaucoup plus complexe. D'où – je le répète – la nécessité d'un examen sérieux de l'existence des communautés nationales et de leur sort. Une reconnaissance mutuelle de toutes ces Républiques serait une bonne chose.

«A situation nouvelle, solutions nouvelles !»

– Va-t-on, à Londres, entériner diplomatiquement, d'une manière ou d'une autre, les conquêtes territoriales serbes ?

– Si c'était le seul problème de fond... Hélas, il y en a bien d'autres. Ne nous leurrons pas. Il faut d'abord que la discussion s'engage entre les Républiques issues de l'ex-Yougoslavie. Nous avons été les premiers à dire que la Yougoslavie n'existait plus. Le président de la République a déclaré dès juillet 1991 que l'autodétermination des peuples devait prévaloir et qu'on ne pouvait pas maintenir un Etat fédéral contre leur volonté. Tirons les conclusions de ces principes simples mais essentiels.

» Cela permettait d'induire pratiquement que l'on était favorable à la reconnaissance de la souveraineté des Républiques, ce qui s'est fait ensuite par les moyens diplomatiques habituels, mais en posant en même temps la nécessité de régler des problèmes qui sont au cœur des choses et touchent aux frontières, aux minorités. Il faut souhaiter que les Républiques abordent ces problèmes.

» La CEE a reconnu, le 7 avril dernier, la Bosnie-Herzégovine. Toute solution qui consacrerait les résultats obtenus par la force ne coïnciderait donc pas avec cette situation juridique telle que je viens de la définir.

» Mais il est vrai que l'éclatement de la Yougoslavie crée une situation nouvelle. A situation nouvelle, on doit rechercher des solutions nouvelles !

– Cela veut-il dire que la Bosnie, telle que la CEE l'a reconnue en avril, n'existe plus ?

– Je ne dis pas cela. Je dis même le contraire. Elle existe toujours juridiquement, mais elle est dans une situation conflictuelle. On ne peut donc pas aujourd'hui se prévaloir d'une situation acquise. Mais la discussion donnera ce qu'elle donnera. N'abordons pas la conférence avec des solutions passe-partout.

«Pas de solutions passe-partout»

– Comment faire coïncider le respect du droit et les réalités du terrain ?

– C'est le travail le plus difficile. Il faudra régler le sort des minorités – je préfère les appeler communautés nationales – à l'intérieur de chaque République. Puis, à partir du moment où l'on aura bien défini les contours de ces communautés, leur droit à l'existence et la protection dont on pourra les assurer, on pourra alors peut-être discuter des autres problèmes. C'est mettre la charrue devant les bœufs que de vouloir faire l'inverse.

» Je demanderai donc à la conférence que l'on saisisse de nouveau la commission Badinter, qui a fait un bon travail, pour qu'elle fasse des propositions, dans un délai très court – disons un mois, – sur ce que pourrait être une solution originale concernant les communautés nationales dans toute l'ex-Yougoslavie.

– La France est-elle favorable à la constitution de trois « unités constituantes », conformément au plan qui avait été un moment accepté en mars dernier, autrement dit à une certaine « cantonalisation » de la Bosnie ?

– C'est une éventualité. Mais la cantonalisation est une vue bien cartésienne. C'est pour cela qu'il ne faut pas arriver avec des solutions toutes faites.

« Veiller au sort des communautés nationales »

– Il n'y a pas trente-six solutions. Ou l'on entérine le partage, ou on impose le retour au statu quo ante...

– Oui. Mais il faut surtout veiller sur le sort des hommes et des femmes qui forment ces communautés nationales. Dans l'entité serbe à l'intérieur de la Bosnie, les Serbes seront-ils des citoyens bosniaques ou des citoyens serbes ? Cette enclave aura-t-elle un statut d'autonomie qui lui permettrait à la fois de jouir de son appartenance à un Etat souverain et d'être protégée en tant que minorité par la communauté internationale ? Ce sont des questions pour lesquelles nous avons besoin de l'avis des juristes. Voilà pourquoi il faut demander à la commission d'arbitrage de retravailler sur ce sujet et de nous rendre dans un mois un projet bien élaboré et bien adapté.

» Si vous dites, par exemple, à des Serbes : Vous allez être bosniaques, cela ne peut pas les satisfaire quant à la protection de leurs droits. La tentation sera toujours pour eux de rechercher l'« ombrelle » extérieure, la protection de l'Etat voisin. Si la communauté internationale ne peut pas leur apporter cette garantie, qui la leur apportera ? La conférence de Londres peut trouver le dispositif qui les protégera en tant que tels. Peut-être faudra-t-il créer une cour internationale. Nous y travaillons aussi.

– Du fait de la haine et de l'amertume accumulées depuis quelques mois, la majorité des Musulmans n'ont pas envie de retourner là d'où ils ont été chassés, quelles que soient les garanties juridiques...

– Cela dépend dans quelles conditions ils y reviendraient. S'ils reviennent sous une protection internationale, pourquoi pas ? Vous parlez d'accumulation des haines des derniers mois, permettez-moi d'ajouter depuis des siècles. Apprécier ces pesanteurs historiques aide à mieux comprendre le problème d'aujourd'hui. Le passé éclaire le présent.

– Mais les Bosniaques vivaient en relative harmonie depuis quarante-cinq ans...

– Parce qu'il existait un système impérial ou plusieurs systèmes impériaux, au sens fort du mot, qui contenaient les forces qui s'expriment aujourd'hui. On ne peut pas comprendre la complexité, le niveau de haine qui existe, le degré d'imbrication entre les communautés, y compris des mariages mixtes qui déchirent les familles, si l'on n'a pas une claire vision de ce qui s'est passé avec les reconquêtes successives des empires, des pouvoirs, des religions.

– Les esprits ont-ils commencé à évoluer chez les dirigeants de l'ex-Yougoslavie ?

– Quand commence une discussion diplomatique du type de celle qui va s'ouvrir à la conférence de Londres, il faut s'attendre à un durcissement des positions. Certains éléments objectifs font penser qu'il y a peut-être un peu plus de souplesse dans les esprits, même si ces souplesses n'apparaissent pas encore.



» J'observe aussi qu'il y a beaucoup d'entêtement, dans certaines régions, parce qu'il y a des chefs locaux, devenus autonomes, qui ont pris des habitudes, des responsabilités. C'est là que se trouvent les plus grandes difficultés. Ce n'est pas au niveau des Etats. Ces lieutenants agissent sur le terrain. Ils ont maintenant organisé des forces importantes, bien équipées et qui sont difficiles à maîtriser. Je ne veux être ni trop optimiste ni trop pessimiste. Ce serait une illusion de croire qu'en trois jours la conférence de Londres va régler tous ces problèmes.

» Mais cette conférence suscite des espoirs. Il faut qu'elle manifeste dès le début par quelques mesures précises sa volonté politique d'aboutir.

– Où en est le projet de déploiement militaire européen dans le cadre de l'action humanitaire, conformément aux récentes décisions des Nations unies ?

– Les réunions tournent un peu en rond. Nous allons tenir une réunion conjointe dès vendredi dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Il est important que nous sachions ce que font les uns et les autres et donnions une impulsion politique à cette coordination. Je suis satisfait que l'exemple français ait été suivi. Nous avons annoncé notre participation dans les heures qui ont suivi le vote de la résolution ; les Anglais nous ont emboîté le pas, puis les Italiens, demain les Espagnols. Ces derniers feront connaître dans quelques jours, peut-être même à Londres, la hauteur de leur participation militaire.

» Il était donc nécessaire de faire le point au plus haut niveau. C'est l'UEO qui va se charger de la coordination entre Européens.

«Des couloirs fixes ou des accompagnements mobiles»

« Ces effectifs militaires suffiront-ils ?

– Pour le moment, les militaires répondent par l'affirmative. Nous avons à débattre d'une question essentielle. Il s'agit de savoir si des couloirs fixes seront mis en place et seront protégés quoi qu'il arrive – notamment par l'aviation, – couloirs dans lesquels transiteraient des convois humanitaires ou si l'on opte pour des accompagnements mobiles des convois humanitaires, au coup par coup en quelque sorte. Il y a deux écoles. Certains prétendent que maintenir des couloirs fixes exigera beaucoup de monde et créera des points de repère, des cibles.

– Combien de temps faudra-t-il, après la réunion de l'UEO, pour déployer ces forces ? Trois semaines, un mois ?

– C'est à peu près cela. Peut-être faudra-t-il aller jusqu'à replacer cet accompagnement sous l'égide de l'ONU.

– L'ouverture de corridors n'empêche pas les belligérants de continuer à se battre...

– Bien sûr. Nous ne sommes pas actuellement dans le cadre d'une résolution qui prévoirait l'envoi d'une force d'interposition pour empêcher Serbes et Croates de se battre. La résolution 770 prévoit seulement que l'on accompagnera d'une façon un peu « musclée » des convois humanitaires. Ces troupes d'accompagnement bénéficient du statut des Nations unies. Elles disposeront d'un droit de réplique et même d'un droit de suite. Toute autre hypothèse peut être évoquée au Conseil mais ne l'a pas encore été. Personne ne le demande pour le moment.

– Cela peut-il suffire à intimider les combattants ?

– Nous avons affaire dans certaines régions à des forcenés qui ne sont pas forcément intimidés par quelques tirs de réplique. Mais les gouvernements, les responsables ne pourront pas ignorer cette avancée de la communauté internationale. Certains ont déjà fait savoir qu'ils n'attaqueraient pas les couloirs.

– On reproche dans ce cas à l'action humanitaire d'être un alibi de l'impuissance politique.

– A ce reproche, je réponds d'une façon simple. Est-ce que cela veut dire qu'il ne faut pas faire d'action humanitaire ? Est-ce qu'il ne faut pas porter des médicaments, des secours aux enfants, aux femmes qui sont dans des caves à Sarajevo sous prétexte qu'on peut et doit faire mieux et plus ? Doit-on ou ne doit-on pas agir sur le plan humanitaire ? J'ai entendu ici et là des gens à l'esprit contourné, qui allaient jusqu'à soutenir qu'il était dangereux de faire de l'humanitaire, parce que cela maintient la situation en l'état. N'est-ce pas la politique du pire ?

«La faiblesse concerne l'embargo terrestre»

– Vous souhaitez un renforcement de l'embargo ?

– L'embargo maritime donne à peu près les résultats escomptés. La faiblesse concerne l'embargo terrestre. Là doit porter l'effort. Nous attendons plusieurs choses. Responsabilisons davantage certains pays membres de la Communauté, quelques pays limitrophes, et assurons un meilleur contrôle du trafic danubien. Cela suppose que les pays voisins accepteront que le contrôle se fasse à partir de leur sol. C'est là où précisément la Communauté peut intervenir utilement. Cela suppose aussi que nous définissions un droit de regard sur le trafic qui a lieu sur le Danube. Comment faire ? L'envoi d'observateurs internationaux sur des points stratégiques répondrait à ce besoin. La conférence pourra se saisir de ce problème.

– Pourquoi la France a t-elle tant tardé à condamner nommément la Serbie comme agresseur ?

– La France et la Serbie ont entretenu des liens étroits à différents moments de leur histoire. Ce n'est pas pour autant que la France a nié la responsabilité de la Serbie à un moment donné. La responsabilité principale incombait à la Serbie, nous l'avons dit depuis le début. Nous ne sommes pas les auteurs de cette formule. D'autres responsabilités existent. C'est le sentiment de Cyrus Vance et du secrétaire général des Nations unies notamment. Autant il faut prendre en compte les données de l'Histoire, autant il ne faut pas en être prisonnier.

– Certains responsables serbes hostiles au régime de Belgrade se plaignent d'avoir été boudés par Paris, de ne pas avoir été reçus à l'Elysée...

– Le Quai d'Orsay voit tout le monde, à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie et à l'intérieur de la Serbie. Nous ne sommes pas des « croisés »... La France dispose d'un crédit auprès de toutes les Républiques de l'ex-Etat fédéral. Leurs présidents ont été reçus à Paris. Mais nous respectons aussi les usages diplomatiques.

– Paris et Bonn étaient divisés au début de la crise. L'Allemagne était plus pressée que la France de reconnaître la Slovénie et la Croatie. Pour la Bosnie, la reconnaissance ne s'est-elle pas faite trop rapidement ?

– Il est exact qu'il y eut des divergences d'approche, d'ailleurs pas seulement entre la France et l'Allemagne. La Grande-Bretagne était beaucoup plus réservée que la France sur le principe de la reconnaissance des Républiques. Nous avons réussi cependant – Allemands et Français – à proposer à nos partenaires la commission Carrington, puis la commission Badinter, qui ont travaillé sur les problèmes évoqués.

» Les Allemands ont considéré qu'à partir du moment où nous nous entendions sur les principes entre nous, ils étaient en droit d'aller de l'avant. C'est à cet instant que se situe la différence d'approche. Il me paraît plus important d'ajouter que la Communauté a résisté à cette épreuve. La Communauté a arrêté une démarche commune qui se confirme aujourd'hui. On le voit bien. Les forces centrifuges ne l'ont pas emporté. Sur ce point, le bilan est donc positif.

«La Communauté se retrouve unanime»

– Les belligérants n'ont-ils pas exploité les divergences de vue entre Européens : en gros, les Croates jouant Bonn et les Serbes Paris ?

– Si certaines parties ont essayé de jouer entre les partenaires de la Communauté, ils en ont été pour leurs frais. Pendant quelque temps, les belligérants ont pu nourrir leurs illusions en pensant que chacun allait reprendre ses alliances traditionnelles. Cela ne s'est pas produit puisque la Communauté se retrouve aujourd'hui unanime.

» J'ai rencontré la semaine dernière mon homologue allemand, M. Kinkel. Nous nous sommes mis d'accord sur ce que nous allons demander à la conférence. Il mettra l'accent sur certains aspects des problèmes et moi sur d'autres. Nous nous soutenons mutuellement. La participation militaire des Allemands est exclue mais ils peuvent être utiles dans d'autres domaines, par exemple pour le renforcement de l'embargo. Quant à l'Angleterre, qui était en retrait sur le problème de l'intervention, elle nous a rejoints. Je pense que la Communauté a retrouvé aujourd'hui une bonne cohésion.

– Le Quai d'Orsay était-il informé sur les camps de détention avant que les rapports de la Croix-Rouge ne soient rendus publics ?

– Non. Nous avons été informés en même temps que tout le monde. Par ceux qui étaient sur place, notamment la Croix-Rouge.

– Que pensez-vous de la conduite de l'ONU pendant cette crise ?

– Il a fallu faire un gros effort de persuasion au Conseil de sécurité. Quand la France en a pris l'initiative, tout le monde usait d'arguments juridiques pour faire comprendre que l'intervention de l'ONU n'était pas possible. En réalité, personne n'avait envie de mettre les pieds dans le guêpier yougoslave. Bien des pays évoquaient dans leur for intérieur leurs problèmes nationaux. Chacun pensait qui à l'Irlande, qui au Tibet... On est parti de zéro. Considérez le chemin parcouru.

» Aujourd'hui, un représentant permanent, des « casques bleus », un accompagnement militaire de l'aide humanitaire... On a parcouru un chemin considérable. Mais l'ONU est sollicitée, on ne le sait que trop, dans différentes régions du monde et notamment en Somalie. Que l'ONU n'ait pas toujours les moyens d'intervenir ici et là, nous le savons aussi. Mais je constate, en ce qui concerne la Yougoslavie, que nous avons fait un progrès énorme dû en partie aux efforts de la France. Non, on ne peut pas blâmer l'ONU.

«Des mesures préventives devront être prises»

– Ne faut-il pas dès maintenant songer à prévenir les futurs conflits, en Voïvodine, au Kosovo, en Macédoine ? Pourquoi par exemple ne pas reconnaître dès maintenant la République de Macédoine, comme le recommandait d'ailleurs la Commission ?

– Parlons de la Macédoine. Un problème particulier a été soulevé par la Grèce. Or la Grèce est membre de la Communauté. On reproche souvent à la Communauté de ne pas être solidaire. En la circonstance, elle l'a été. Nous avons demandé à une mission de bons offices de trouver la solution qui conviendrait à la fois aux Grecs et aux Macédoniens. Tant que cette formule n'a pas été trouvée on n'est pas en mesure de reconnaître la Macédoine. Pour le moment, la Macédoine n'a été reconnue que par la Russie. On trouvera une solution. Il faut que Grecs et Macédoniens fassent un effort, chacun de leur côté. Pour toutes les autres régions que vous évoquez, leurs problèmes devront être évoqués à Londres et des mesures préventives devront être prises.

– L'enjeu du conflit en cours, tout le monde le sait, dépasse de très loin la Bosnie. Comment, si la force l'emporte là-bas sur le droit, éviterez-vous que ce mauvais exemple soit contagieux dans toutes les zones de conflits interethniques en Europe ?

– De ce point de vue, nous sommes à un croisement. La crise yougoslave est un banc d'essai pour l'Europe. Ou les choses continueront d'aller vers l'éclatement, l'affrontement, et ce sera peut-être le mauvais exemple donné à d'autres régions – et Dieu sait que les foyers de conflits existent ; ou au contraire l'Europe ouvrira une voie nouvelle et trouvera avec l'affaire yougoslave – qui n'est pas la plus simple – un nouveau *modus vivendi* entre les nouveaux Etats devenus indépendants récemment ou encore entre les communautés nationales qui composent ces Etats.

» La CEE peut jouer un grand rôle. Elle offre un exemple de réconciliation unique. La Communauté peut s'adresser aujourd'hui aux Serbes, aux Croates et aux Bosniaques qui se déchirent, et leur dire : « Regardez-nous, Français et Allemands, nous sommes à la même table, nous tenons le même langage. N'est-ce pas la preuve qu'il n'y a pas de fatalité historique ? »

– Supposons que la crise yougoslave ait éclaté alors que le traité de Maastricht était déjà en vigueur. Cela aurait-il changé quelque chose ?

– On aurait peut-être été plus rapide et un peu plus efficace dans les prises de décision et aussi dans leur application. Il eût fallu quand même que Maastricht ait subi un certain rodage. Imaginons que la crise yougoslave soit survenue immédiatement après la ratification de Maastricht, cela n'aurait pas été facile quand même. Mais le traité de Maastricht prépare justement l'avenir.

– D'une manière plus générale, que répondez-vous à ceux qui tirent prétexte de l'impuissance de l'Europe pour s'opposer au traité ?

– C'est un faux problème. La Communauté n'avait pas encore les outils pour agir. Les aurait-elle eus, qu'en aurait-elle fait ? Je n'en sais rien. Si ces événements s'étaient produits avec une communauté déjà dotée d'une politique étrangère commune, d'une expérience, d'une façon de faire, son efficacité aurait été plus grande.

» Ne confondons pas tout. La grave crise qui déchire ces peuples trouvera sa solution. La conférence internationale a cet objet. La construction de l'Europe, elle, est un grand mouvement qui enjambe les événements passagers. Ce sont deux choses tout à fait différentes. On brouille le jugement en les mélangeant. Je comprends très bien que, nous trouvant dans une campagne électorale de type référendaire, chacun essaie de tirer argument d'une situation comme celle-ci. Cela n'est pas honnête de placer le débat à ce niveau-là. Cela ne correspond pas intellectuellement à la situation.

» Avec le référendum, il est demandé aux Français de dire s'ils veulent aller de l'avant dans la construction de l'Europe. Cela implique une monnaie commune, une politique étrangère et une sécurité communes. Voulez-vous que l'Europe existe dans le monde ? Ceux qui déplacent le débat sur la Yougoslavie le rétrécissent et le dépouillent de ses enjeux. »

Propos recueillis par
ALAIN DEBOVE
et JEAN-PIERRE LANGELLIER

A la suite de menaces

Une mise en garde d'EDF

BORDEAUX

de notre correspondante

A la suite de menaces d'actions terroristes proférées récemment par des « *patriotes serbes* », la direction du parc électronucléaire d'EDF a demandé aux responsables des centres de production nucléaire de « *vérifier si des ressortissants yougoslaves travaillent sur les sites* ». C'est ce qu'a indiqué, mardi 25 août, M. Jean-Pierre Abraham, directeur de la centrale nucléaire du Blayais à Braud-et-Saint-Louis (Gironde). Selon M. Abraham cette consigne aurait été diffusée « *il y a une dizaine de jours* ». Cependant, a-t-il indiqué, « *nous voulons éviter de créer une psychose et de risquer de priver inutilement de travail des salariés d'entreprises qui interviennent chez nous* ». La première tranche de 900 mégawatts de la centrale nucléaire du Blayais doit subir, du 27 août au 5 décembre, une visite décennale au cours de laquelle un millier de salariés d'entreprises extérieures devront pénétrer sur le site. D'où la vigilance particulière dont fait preuve la direction de la centrale.

G. de M.

L'EX-YOUGOSLAVIE

La difficile progression d'un convoi humanitaire en Bosnie

Les réfugiés dénoncent de très nombreuses exactions des Serbes

Un convoi du mouvement lyonnais Equilibre devait tenter, mardi 25 août, de rallier sans escorte Vezenita à Doboj à travers la ligne de feu entre Bosniaques et Serbes, afin de faire respecter la résolution de l'ONU sur les corridors humanitaires et de vérifier les informations sur l'existence de camps dans la région. Lundi, Equilibre avait acheminé à Travlik et Zelita 150 tonnes de vivres et de médicaments venant de France. Mme Simone Veil, et M. Charles Millon, président UDF de la région Rhône-Alpes, accompagnaient le convoi. Ce dernier a demandé que la France fasse adresser une mise en demeure aux Serbes par le Conseil de sécurité de l'ONU.

«Ils veulent nous exterminer»

ZELITA

de notre envoyé spécial

On reconnaît les guerres à ce que rien n'y est sûr, pas même le pire. Après deux jours de convoi dans la montagne bosniaque, les certitudes parisiennes volent en éclats comme autant de cailloux sous les pneus des camions; mais des visions et des propos s'assemblent, irréfutables, pour créer un tableau d'épouvante, d'absurde, d'impasse.

Dans le petit matin, d'où la ville a surgi après une nuit de route et vingt contrôles par des milices variées, Travlik révèle des charmes de sous-préfecture savoyarde bâtie pour la paix. Musulmans (80 %) et catholiques cohabitent aussi harmonieusement que les minarets et les clochers. Seuls rappellent la guerre les croisillons de papier aux fenêtres, les phares de voitures voilés de bleu, les sirènes incessantes et les tirs sporadiques de la ligne de feu proche de 7 kilomètres. C'est le lendemain que l'inacceptable saute aux yeux. Il n'y a pas qu'entre la France et ici que le décor change brutalement. On nous rabache, croyant nous concerner : *«Et tout cela se passe à deux heures de chez vous!»*

Ici, un bar sert en terrasse; là, des tombes de soldats viennent d'être creusées à l'ombre d'une mosquée et des enfants, les yeux déjà creusés par un pauvre sommeil, font la queue au Croissant-Rouge, pour l'unique bol de lait et le bout de pain de la journée. Un signe qui ne trompe pas : dans la salle, règne un silence anormalement grave comparé au chahut de nos cantines scolaires.

Dans les écoles et gymnases de la ville, tout bascule dans l'atroce. A l'entrée, les toilettes ne peuvent suffire aux besoins de tous. Des enfants pataugent dans des mares d'urine. Dans une classe, transformée en dortoir pour trente réfugiés, un homme d'une trentaine d'années, M. Behlil, témoigne.

«Nous étions à Kozarac. Les Serbes nous ont jetés hors de nos maisons et placés dans des bus. Ceux qui refusaient étaient abattus sur place. J'ai vu tuer 25 hommes à la hachette. Au total 2500 à 3000 personnes ont été assassinées. Les autres ont été acheminées vers les camps de Timopdje dans la région de Prijedor, dans une mine à Ljudija. Dans un des camps il y a eu 150 exécutions sommaires. A Preza, une entreprise, la société Keraterm a été changée en camp de concentration.

»Dans la forêt de Kozarac où j'étais caché, on a survécu sept jours, c'était le 14 juin. Les Serbes ont raflé tous les hommes du village de quatorze à soixante ans. Ceux qui refusaient de suivre étaient tués sur place. Le chef serbe s'appelait Zoran Karlica. Dans le camp, on était battu chaque nuit avec des battes de baseball. On mangeait trois tranches de pain par jour et six cuillères de soupe claire. J'ai perdu 30 kilos. Chaque jour des dizaines de personnes mouraient de faim, d'épuisement ou de maladie.»

Devant le tableau noir, où subsiste un cours de trigonométrie, et sous un portrait de Tito au regard impénétrable derrière ses lunettes fumées, M. Behlil poursuit. Son récit tiendra, peut-être, lieu de comptine à la fillette qui l'écoute, assise par terre, entre les genoux de sa mère.

«A Omaska, dit M. Behlil, *cinq personnes ont été enfermées et battues à mort. Les survivants devenaient fous. Les gardiens tiraient sur les cadavres. Le lendemain ils ont entassé dans les mêmes camions cadavres et blessés. Ils veulent nous exterminer. Pour moi, c'est évident!»*

A la mairie de Travlik, le responsable de la protection civile, M. Malenica, confirme ces témoignages individuels. C'est pour fuir ce qu'il appelle le génocide que les réfugiés quittent leurs maisons incendiées, le couteau sous la gorge (ce n'est pas une image). 30 000 personnes sont passées par les centres de tri, en moyenne deux mois avant de trouver des refuges plus éloignés du front. Actuellement, la ville compte autant de gens déplacés que la population normale. Ils viennent principalement de l'ouest de la Bosnie, de Prijedor (4000 réfugiés d'un coup il y a quelques jours).

La nuit de notre passage, 1 500 personnes sont arrivées à pied d'un même village. La mairie n'a plus rien pour subvenir aux besoins les plus élémentaires. Tout repose sur l'aide humanitaire. Tous les responsables tremblent à l'idée de ce qu'il arrivera dans quelques semaines à l'arrivée des pluies, du froid, de la neige. Le drame risque de prendre une ampleur monstrueuse.

Les responsables ne doutent pas un instant que l'occupation de Travlik ne soit un des objectifs des Serbes. Quelle résistance trouveront ces derniers? *«Nous nous battrons jusqu'au dernier*, assure M. Malenica. *Le seul problème est notre infériorité en artillerie lourde et en chars que les Serbes ont accaparés.»*

Partout la même supplique revient, des plus hautes autorités aux gens de la rue : *«L'humanitaire c'est bien, mais donnez-nous des armes! Et neutralisez les armes lourdes d'en face! Bombarder les positions serbes! C'est la seule façon de nous aider!»*

Et les camps? leur nature? M. Malenica est formel : *«Plusieurs fonctionnent autour de Prijedor et de Banja-Luka. Je vous jure qu'il s'agit bien d'extermination, de génocide!»* A la mairie de Zelita, on tient le même langage. La ville est assiégée. Le blocus est total. Même la Croix-Rouge n'a plus de téléphone. Le corridor humanitaire peut disparaître à tout moment.

Le docteur Safer, représentant local de la Croix-Rouge, est encore plus sombre : *«La ville est menacée de mort lente. Les gens vont mourir de faim et bientôt de froid. Il faut que l'Europe intervienne militairement. C'est la seule issue.»*

Sur la nature des camps et leurs objectifs, aucun doute n'est possible à ses yeux : *«Comment appelez-vous un camp où les civils meurent à petit feu, disparaissent, sinon un camp d'extermination?»* On parle de 300000 «manquants» pour la seule Bosnie. Un ministère spécial recueille les pièces à conviction attestant qu'il y a bien crime contre l'humanité. *«Pour moi le crime contre l'humanité est caractérisé»*, répète le docteur Safer.

«Des autres camps, personne ne revenait»

Telle n'est pas la conviction de Mme Simone Veil. Ses quelques contacts, qu'elle reconnaît très fragmentaires, lui paraissent toutefois suffisants pour affirmer : *«Qu'il y ait des exactions, des exécutions, c'est sûr. Des exécutions sommaires, des violences, c'est certain. Il va falloir réunir le maximum de témoignages là-dessus. Mais réfugié n'est pas déporté, camp de rassemblement n'est pas camp de concentration, encore moins d'extermination. Génocide a un autre sens. Des autres camps, personne ne revenait!»*

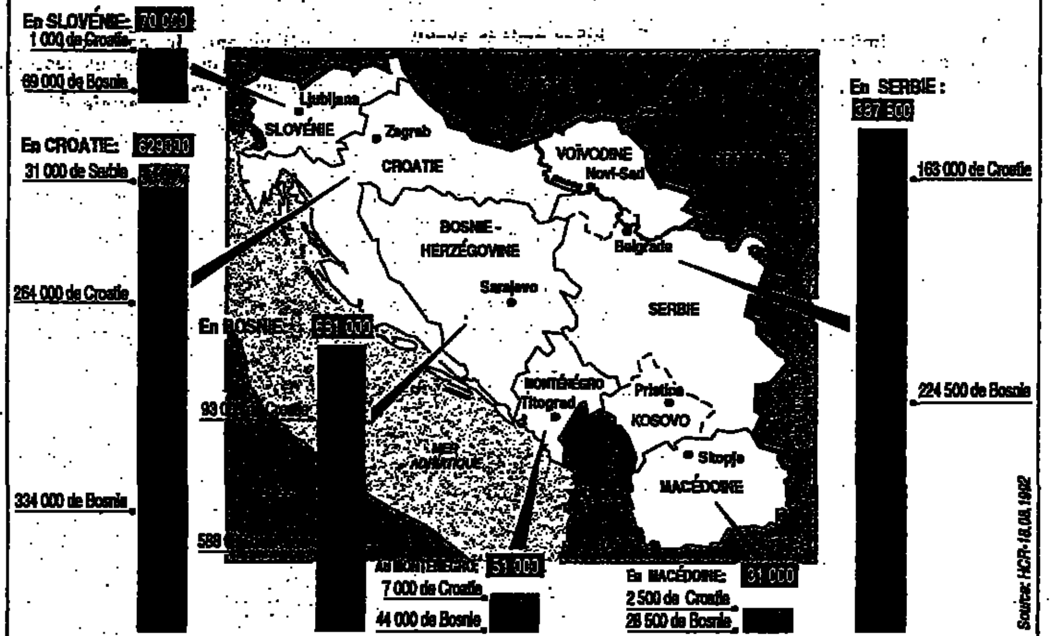
Après avoir refusé d'entendre un rescapé particulièrement éprouvé, mais dont le maire de Zelita soufflait ouvertement les réponses, Mme Veil conclut : *«Je constate que la situation militaire est de plus en plus préoccupante, mais sur la qualification des crimes dans l'étape actuelle, je suis désolée, je ne peux que réserver mon opinion.»*

Quant à l'attitude souhaitable de l'Europe, Mme Veil et M. Millon diffèrent sensiblement. En européens militants, ils s'élèvent d'une même voix contre ceux qui trouvent que l'Europe ne fait rien et, plus sévèrement, contre ceux qui en tirent argument en faveur du «non» à Maastricht. Tous deux observent que *«ça aurait été bien pire sans ce qui existe de Communauté, et ce sera pis encore si on s'arrête en chemin»*. Mais sur la perspective de l'intervention militaire, la divergence est notable. Pour M. Millon, *«il faut que nous neutralisions les moyens lourds de l'agresseur serbe»*; pour Mme Veil, ce qu'elle a entendu lui paraît *«trop contradictoire et complexe»* pour conclure. Il faudrait, pense-t-elle, *«l'accord de l'ONU, un ultimatum annonçant les conséquences d'un refus serbe et une solution politique sous peine d'enlisement comme au Proche-Orient»*.

Comment croire, par exemple, une fois empêchés de nuire quelques vilains *pthetlikn*, que toutes les communautés de Bosnie ne demanderaient qu'à retrouver une entente sans histoire? C'est pourtant sur cette parole de confiance, aussi déraisonnable que le conflit lui-même, que s'achèvent presque toutes les conversations. *«On s'entendait très bien, on ne demande qu'à continuer!»* Et de citer un voisin serbe, une épouse, un cousin, avec qui tout, malgré les quelques lourds silences de ces jours-ci, pourrait recommencer à l'avenir. *«Nous n'avons pas de haine, seulement du mépris»*, répètent les assiégés au son des sirènes et des tirs d'obus. Le mépris serait-il aussi meurtrier que la haine? Plus tenace : sans doute.

BERTRAND POIROT-DELPECH

Près de 2 millions de personnes réfugiées ou déplacées



EUROPE

ALLEMAGNE : quatrième nuit de violences xénophobes

Le chancelier Kohl estime que les émeutes de Rostock sont une «honte» pour son pays

Pour la quatrième nuit consécutive, des centaines d'émeutiers ont attaqué le foyer pour demandeurs d'asile et travailleurs immigrés de Rostock, dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Cette fois, les incidents ont éclaté, mardi 25 août, à la suite d'un match de football qui opposait l'équipe locale à celle de Brunswick. Peu après 22 h 30, six cents à huit cents «crânes rasés» ont bloqué la route à quatre voies à proximité du foyer.

De violents affrontements ont opposé les jeunes gens au millier de policiers présents, qui sont intervenus massivement avec des lances à eau et des jets de grenades lacrymogènes et ont réussi, vers 1 heure du matin, à disperser les émeutiers. Soixante-cinq policiers ont été blessés, dont cinq grièvement, et cinquante-huit personnes ont été interpellées.

Les derniers étrangers hébergés dans le foyer avaient été évacués dans la nuit de lundi à mardi après que des skinheads eurent incendié plusieurs appartements de l'immeuble.

Interrogé mardi par la chaîne de télévision publique ZDF, le chancelier Helmut Kohl a dénoncé ces émeutes, parlant de *«honte pour l'Allemagne»* et appelant tous les *«grands partis démocratiques»* à condamner ensemble, comme *«inacceptable»*, la haine des étrangers. Le chancelier a également affirmé que ce qui est arrivé à Rostock n'est pas un problème spécifique de l'ex-RDA, mais *«peut arriver ailleurs en Allemagne»*.

La police vivement critiquée

Le fait que des milliers d'habitants de Rostock se soient rassemblés pour encourager les casseurs et scander des slogans xénophobes est une *«honte»* pour son pays, a dit le chancelier, qui a ajouté que la police locale avait *«commis des erreurs»* en laissant le champ libre aux émeutiers devant le foyer durant presque une heure lundi soir (*le Monde* du 26 août). Il a souhaité que des mesures soient prises pour que de *«telles erreurs ne puissent plus jamais se reproduire»*.

La police avait été vivement critiquée pour ce retrait, alors que des immigrés vietnamiens et des journalistes se trouvaient encore dans le foyer où plusieurs incendies s'étaient déclarés. L'opposition social-démocrate (SPD) a réclamé une réunion extraordinaire de la commission des affaires intérieures du Bundestag (chambre basse du Parlement).

Une manifestation contre la violence xénophobe a rassemblé mardi à Rostock deux cents personnes. M. Reinhard Kniesch, responsable local de la Fédération des syndicats allemands (DGB), a estimé que ces violences *«ont fait plus de mal à Rostock que les bombardements de la seconde guerre mondiale»*.

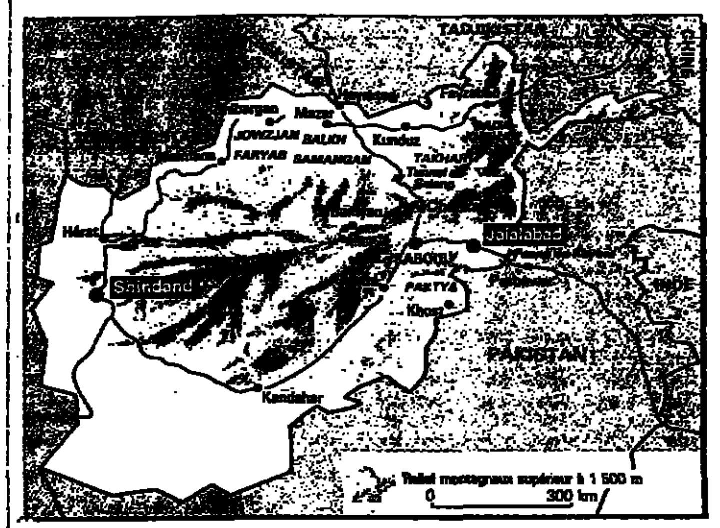
A Coblence, dans le sud-ouest de l'Allemagne, un skinhead de vingt-trois ans a tiré avec une arme de gros calibre sur un groupe de badauds, lundi soir, faisant un mort et cinq blessés, dont un très grièvement atteint. Le jeune homme a donné comme seul motif de son geste *«la haine»*, déclarant qu'il voulait tuer *«pour se soulager»*. – *(AFP.)*

ASIE

Les cicatrices de Jalalabad

Suite de la première page

Mais Jalalabad revit. Située à 170 kilomètres à l'est de Kaboul, au milieu d'un extraordinaire paysage où ondule un horizon de collines désertiques – et à moins de 100 kilomètres de la célèbre passe de Khyber, qui fait office de frontière avec le Pakistan, – ce chef-lieu de province qui s'étale au milieu des palmiers et d'une végétation luxuriante est même en passe de devenir un centre important de transit pour les réfugiés : Jalalabad est la voie de passage obligée pour les Afghans qui quittent l'asile pakistanais pour rentrer chez eux, ainsi que pour les Kaboulis fuyant les combats dans la capitale. Sur la route en partie défoncée qui mène à Peshawar, on croise ainsi les hauts camions bariolés de ceux qui rentrent et de ceux qui fuient, ramenant au pays ou emportant vers l'exil leurs maigres bagages et leurs lits de cordes tressées.



Double flux de réfugiés

«Environ un million de réfugiés sont rentrés en Afghanistan depuis quatre mois; il y a quelque temps, on comptait parfois plus de deux cents camions par heure, explique le résident du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Jalalabad, M. Jan Willumsen; *aujourd'hui, le rythme s'est ralenti, mais maintenant ce sont les réfugiés de Kaboul qui arrivent de plus en plus nombreux. Il est cependant très difficile de les comptabiliser, car nombre d'entre eux vont directement chez des parents ou de la famille.»*

Jalalabad est l'une des dernières capitales provinciales a être tombées aux mains des moudjahidins au moment de la chute du régime, à la fin du mois d'avril. Ici, c'est une *shoura*, un conseil traditionnel représentant les principaux partis de la résistance, qui a pris le pouvoir. Et qui, dans le contexte actuel de confusion régnant au «centre», préfère pour l'instant rester neutre à l'égard des forces qui s'affrontent dans Kaboul.

Le nouveau gouverneur de la région, M. Abdul Qadir, nous reçoit dans son bureau, où la carte du monde en russe qui est épinglée au mur rappelle que cette pièce fut aussi le quartier général de son prédécesseur communiste. Une télévision et un télécopieur trônent sur une table devant un aréopage de barbus qui, comme toujours en Afghanistan, font antichambre devant le bureau monumental du chef de la *shoura* avant d'exprimer leurs doléances.

La cinquantaine distinguée, barbe grise, gilet gris passé sur l'ample *kamiz*, le sourire cordial, M. Qadir est un ancien chef de la guérilla de la province. Frère du célèbre commandant Abdul Haq, qui batailla longtemps dans la périphérie de Kaboul, Haji Qadir essaie aujourd'hui de jouer les bons offices entre le *«rebelle»* Gulbuddin Hekmatyar et la coalition gouvernementale du président Burhannudin Rabbani. *«J'ai envoyé une délégation à Kaboul pour tenter d'aboutir à une solution de compromis»*, nous explique-t-il.

En fait, la délégation rentrera bredouille quelques jours plus tard, mais ces efforts illustrent bien la complexité – et la diversité – des positionnements politiques de certains chefs locaux de l'Afghanistan déchiré. Car ce n'est pas parce que l'on est hostile à M. Hekmatyar que l'on soutient automatiquement le gouvernement.

En l'occurrence, M. Abdul Qadir appartient au parti Islami du Maulawi Yunus Khales, qui fit défection de la formation de M. Hekmatyar, le Hezb-i-Islami, au début de la djihad anticommuniste. Idéologiquement très proche du Hezb – par ailleurs très populaire dans la région, si l'on en juge par la prolifération d'affiches représentant son chef, – les dirigeants du parti de M. Khales sont pour l'instant restés volontairement à l'écart du conflit tout en évitant de donner leur aval aux décisions prises par les nouvelles autorités de Kaboul : *«J'ai posé un certain nombre de conditions à mon soutien au gouvernement de Kaboul*, explique le gouverneur. *Si ces conditions ne sont pas remplies, je ne soutiendrai pas le président Rabbani.»*

Mais ces conditions portent, entre autres, sur la défense de Kaboul, qui devrait, selon lui, être la tâche des seuls moudjahidins. Une doléance qui rappelle à s'y méprendre celle de M. Hekmatyar exigeant le départ de la capitale des fameuses milices ouzbèkes du général Rashid Dostom, qui collabora longtemps avec le régime Najibullah et qui est désormais allié avec l'armée régulière. *«Je ne soutiens pas Gulbuddin*, assure cependant M. Abdul Qadir, qui ajoute tout de même : *«Si le gouvernement avait respecté ses promesses* [de faire évacuer de Kaboul les Ouzbèkes], *il n'y aurait pas eu la guerre et beaucoup d'Afghans ne seraient pas morts pour rien.»*

Interrogé sur des rumeurs indiquant que M. Hekmatyar aurait l'intention d'utiliser l'aéroport de Jalalabad pour ses avions bloqués pour le moment sur la base de Shindand, (dans l'ouest du pays) le gouverneur est cependant catégorique : *«Jamais je ne permettrai à quiconque d'utiliser cet aéroport pour aller bombarder Kaboul et l'Afghanistan»*.

Mais les autorités de Jalalabad ont d'autres soucis que la guerre qui fait rage dans la lointaine Kaboul : la ville est ceinturée de champs de mines qu'avaient installées les anciens occupants pour se protéger des offensives des moudjahidins. Sur la route de la capitale par exemple, courant sans interruption de la montagne aux faubourgs, des réseaux de mines empêchent les paysans de réintégrer leurs villages après quatorze années de guerre.

On voit au loin des bourgs fantômes où s'alignent des maisons en pisé vides de toute population. Ces mines défensives quadrillées sont reliées à un détonateur et couplées à un mince fil presque invisible. Elles explosent encore souvent et les enfants en sont les premières victimes. *«Pas une semaine ne se passe sans qu'un jeune garçon ne perde une jambe en sautant sur un explosif»*, explique un moudjahid qui nous montre un chemin soigneusement balisé de pierre rouge par les démineurs, à la sortie de la ville.

Ces démineurs envoyés par l'ONU provoquent d'ailleurs la colère du gouverneur : *«On voit arriver ici des étrangers dans leurs belles voitures. Ils ont des salaires extraordinaires, ils ont tout ce que nous n'avons pas et en fait, ils ne font rien ou si peu»*, tempête M. Abdul Qadir, qui se dit *«furieux par leur comportement»*. *«Les Afghans n'aiment pas cet étalage de luxe»*, explique Philippe Truze, directeur de l'ONG médicale française AVISEN, qui travaille depuis de longues années en Afghanistan.

«Aujourd'hui, l'aide internationale est cependant devenue un enjeu politique pour les commandants de la résistance qui se partagent le pouvoir dans le nouvel Afghanistan. Mais attention! Ce n'est pas parce que Kaboul est en guerre qu'il faut que les donateurs soient effrayés, bien au contraire. En province, la situation est calme, et il faudrait désormais dépasser le dogme traditionnel qui oblige les organisations internationales à traiter seulement avec les Etats.»

En attendant, M. Abdul Qadir a recours aux anciens fonctionnaires de l'ancien régime pour faire tourner la machine administrative déficiente de Jalalabad «libérée». La seule ombre au tableau – et elle est de taille – c'est qu'il n'a pas d'argent pour payer ses employés! Vu la situation dans Kaboul, ce n'est pas demain qu'il peut compter en recevoir du gouvernement central. Quant aux paysans des campagnes reculées, ils n'ont sans doute guère d'autre solution que de se tourner vers une culture traditionnelle : celle de l'opium. La province du Nangahar est l'une des principales régions productrices de pavot de l'Afghanistan.

BRUNO PHILIP

هكذا من الإهمال

POLITIQUE

La campagne pour le référendum

Les résultats des derniers sondages inquiètent les partisans

Quatre sondages sur les intentions de vote des Français au référendum du 20 septembre, rendus publics mardi 25 août, font apparaître une nette progression du «non» au traité de Maastricht, qui atteint 48 % selon l'institut Louis-Harris, 49 % selon l'IFOP et la SOFRES, 51 % selon BVA. Ces enquêtes ont été effectuées entre le 21 et le 24 août. C'est la première fois qu'un sondage donne une majorité au «non».

Ces chiffres ont été accueillis avec satisfaction par les adversaires du traité. M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, qui sera l'interlocuteur de M. François Mitterrand le 3 septembre sur TF1, a déclaré y puiser *«un regain de détermination»*, en soulignant que *«les gens se déterminent par rapport au traité et pas en fonction d'autres considérations»* et en affirmant que *«les partisans du «non» ne sont pas hostiles à la construction européenne, mais à une Europe technocratique, que le traité de Maastricht aggrave»*. M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, qui lui répondait mardi soir sur Antenne 2, a indiqué que le traité a précisément pour objet de *«remédier aux défauts technocratiques de la construction européenne»*. *«Ce sont surtout les partisans du «non» qui se sont exprimés jusqu'à maintenant»*, a-t-il déclaré, estimant qu'*«on n'a pas parlé suffisamment aux Français du traité lui-même.»* *«Si la France vote «non», la construction européenne est mise à bas*, a-t-il conclu. *Si le «non» l'emporte, l'Europe vole en éclats.»*

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a déclaré à Londres que ces sondages constituaient un *«avertissement»*. *«Il faut redoubler d'efforts, retrousser nos manches et développer une vraie campagne pour le «oui»*, a-t-il affirmé, invitant, sans les nommer, les dirigeants du RPR à s'exprimer davantage. *«Je souhaite*, a-t-il déclaré, *que ceux qui ont réclamé un référendum, se prononçant pour la ratification, soient en accord avec eux-mêmes, qu'ils se jettent dans la bataille du référendum pour le oui.»*

M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, tout en affirmant que *«les Français ont une furieuse envie de dire «non» au pouvoir socialiste»*, a indiqué sur RTL que *«Jacques Chirac et les principaux dirigeants du RPR feront vigoureusement campagne pour le «oui» parce qu'il y va de l'intérêt de la France»*. *«Voter «non» à Maastricht, c'est prendre un risque considérable de mettre la pagaille en Europe»*, a-t-il dit, ajoutant : *«La France ne doit pas prendre la responsabilité historique de défaire ce qui a réussi depuis tant d'années.»*

Pour la première fois, un institut annonce la victoire du «non»

Si trois sondages (SOFRES, IFOP et Louis-Harris) prévoient toujours une courte avance en *faveur de la* ratification du traité sur l'union européenne au référendum du 20 septembre, *un quatrième, réalisé par* BVA pour *Paris-Match*, Antenne 2 et FR3, annonce, pour la première fois, la vic*toire du «non», par 51 % des suf*frages exprimés contre 49 % parmi les électeurs inscrits *«certains d'aller voter»*. *En précisant* que les marges d'erreur de telles enquêtes sont *«de plus ou moins deux à trois points pour les résultats d'ensemble»* et *«de plus ou moins quatre à cinq points pour les résultats par grandes familles politiques»*, BVA rappelle que sa précédente enquête effectuée à la fin juillet donnait le «oui» vainqueur par 56 % contre 44 %.

Réalisé les 23 et 24 août auprès de mille quatre inscrits, le sondage BVA révèle, en un mois, une sérieuse baisse du niveau des indécis (15 % contre 22 %) et un moindre regain du taux de mobilisation (67 % contre 64 %). Cependant, la proportion de Français exprimant un «choix définitif» est en recul : 64 % contre *69 % il* y a un mois et 75 % à la mi-juin. Cette diminution est due, pour l'essentiel, à la baisse de conviction des partisans du «oui», dont le choix définitif est passé de 78 % il y a deux mois *et demi* à 62 % *aujourd'hui. Les* partisans du «non» certains d'aller voter passent de 79 % à 83 % au Front national, de 37 % à 46 % à l'UDF, de 66 à 68 % au RPR, de 39 % à 47 % chez les Verts et même de 5 % à 16 % au PS. Ils sont en léger recul au PCF (72 % contre 75 %) et à Génération Ecologie (34 % contre 37 %). En revanche, ils font un bond chez les électeurs qui ne se sentent d'aucun de ces partis : 70 % contre 47 %, il y a un mois.

Une «tendance de fond»

Le sondage SOFRES réalisé du 21 au 24 août *auprès d'un «échantillon* représentatif» de mille personnes et publié par *le Figaro* du mercredi 26 août *fournit un résultat* final inverse : 51 % pour le «oui» et 49 % pour le «non». Le recul du «oui» *atteint* dix points depuis la précédente enquête de la fin juin. Directeur des études politiques de cet institut, M. Jérôme Jaffré explique le rétrécissement de l'écart entre les deux camps par un *«durcissement de l'électorat de droite»* qui traduit une *«tendance de fond»*. Paradoxalement, 68 % des Français croient à une probable victoire du «oui», mais la proportion de ceux qui croient à une probable victoire du «non» est passée de 11 % à 17 %. Bien que les électeurs affirment à 70 % ne pas tenir compte de leur opinion sur M. François Mitterrand (20 % exprimeront un mécontentement à l'égard du président de la République), M. Jaffré note, cependant, qu'ils ont *«tendance à se comporter dans leur intention de vote en tenant compte de la dimension de politique intérieure»*. Le rejet de Maastricht, selon la SOFRES, est le plus puissant parmi les agriculteurs (77 %), les commerçants, artisans, industriels (68 %) et les ouvriers (54 %). Par tranches d'âge, ce sont les vingt-cinq à trente-quatre ans et les trente-cinq à quarante-neuf ans qui sont les plus enclins à dire «non» avec respectivement 58 % et 53 % pour ce vote. Toutes les autres tranches d'âge donnent une majorité au «oui». Selon la préférence partisane, le «non» fait ses meilleurs scores au Front national (92 %), au PCF (73 %) et au RPR (70 %) alors qu'il atteint maintenant 50 % à l'UDF. L'existence de ce conglomérat fait dire à M. Jaffré que *«l'addition d'un vote d'opposition de droite et d'une défiance des milieux populaires à l'égard de l'Europe peut créer ces conditions politiques sidérantes où une majorité de «non» ne peut plus être exclue»*. Toutefois, 36 % des personnes interrogées n'ayant pas exprimé d'intention de vote (33 % selon BVA), le directeur des études de la SOFRES estime que *«plus la mobilisation sera élevée, plus la victoire du «oui» sera aisée»*. Enfin, un sondage IFOP pour *l'Express* (21 et 22 août auprès de neuf cent quarante-sept personnes) donne un résultat identique à celui de la SOFRES, et une enquête Louis-Harris pour *VSD* (mêmes dates auprès de neuf cent quarante-quatre personnes) accentue l'avance du «oui» avec 52 % contre 48 % pour le «non».

O. B.

«Nous allons tout faire pour convaincre les Français de voter «oui»

déclare M. Giscard d'Estaing

L'UDF s'est mise en campagne, mardi 25 août, avec un double mot d'ordre. Consigne de discrétion à l'intention des responsables socialistes. Appel à la mobilisation pour un *«oui» sans état d'âme en direction* des électeurs de la droite. Manifestement préoccupés par l'évolution des sondages, *les dirigeants de l'UDF* abordent cette dernière ligne droite avec la conviction d'avoir, entre leurs seules mains, les clés de la victoire du «oui». M. Valéry Giscard d'Estaing le premier qui, mardi soir sur TF 1, a conseillé aux socialistes de réfréner leurs ardeurs, considérant en substance que, compte tenu de son discrédit, le plus grand ennemi du «oui» était le pouvoir.

«La gauche socialiste, a expliqué l'ancien président de la République, *vote «oui» au référendum et le reste du pays est à la fois contre les socialistes et en partie contre le traité de Maastricht. Donc, chaque fois que l'appel viendra du pouvoir actuel, il fera monter les «non».»* Une recommandation que le président de l'UDF estime également valable pour le chef de l'Etat. *«Moins François Mitterrand interviendra*, a-t-il dit, *mieux cela vaudra pour le résultat du référendum.»* Qu'il se contente d'intervenir *«dans le cadre habituel des présidents de la République»*, sans se produire dans quelque show médiatique. M. Giscard d'Estaing invite donc son successeur à la sobriété, comme il l'avait fait lors du «Grand Jury RTL-*le Monde*», le 28 juin, en pressant le chef de l'Etat de *«se mêler le moins possible»* de cette campagne.

L'UDF compte à présent sur ses seuls moyens pour assurer le succès du «oui». Moyens importants : grande campagne d'affichage montrant des enfants tout sourire avec, sur fond de ciel bleu, le slogan, *«Dites «oui» à l'Europe, demain ils vous diront merci»*. Serveur téléphonique et Minitel (1). Film vidéo pour introduire les quelque soixante réunions publiques. La première est prévue avec M. Giscard d'Estaing, jeudi 27 août, à Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire), le fief de M. Hervé de Charette.

Ne pas se tromper de consultation

Paris, Rouen, Toulouse seront les principales étapes et surtout Lyon, le 15 septembre, où l'on verra pour la première fois depuis fort longtemps MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre à la même tribune. *«Nous allons tout faire pour convaincre les Français de voter oui»*, a prévenu M. Giscard d'Estaing.

Avant lui, M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, avait, au cours d'une conférence de presse au siège de l'UDF, relevé point par point les *«contre-vérités»* des partisans du «non», en jugeant qu'en définitive ceux-ci ne faisaient qu'entretenir *«les tendances frileuses et protectionnistes»*.

L'autre tâche que s'assigne l'UDF, qui ne sera sans doute pas la plus aisée, sera de convaincre les électeurs de l'opposition de ne pas se tromper de consultation, de les convaincre, comme l'a dit encore M. Giscard d'Estaing, *«de dire «oui» à l'Europe en septembre et de dire «non» au socialisme en mars»*. *«Faites attention*, les a-t-il déjà avertis, *qu'en cherchant à viser François Mitterrand, vous allez en réalité frapper l'Europe»*.

Les dirigeants de l'UDF partagent aujourd'hui les craintes de M. Edouard Balladur : la victoire du «non» mettrait en péril l'Europe, mais aussi l'opposition. M. Madelin a été le plus clair sur le sujet : *«Une victoire du «non» offrirait des chances à François Mitterrand de procéder à je ne sais trop quelle recomposition politique, à brouiller les cartes, à diviser durablement l'opposition et à jouer les prolongations du socialisme. (...) On ne construira jamais rien de solide sur l'éphémère coalition des partisans du «non».»*

DANIEL CARTON

(1) Le numéro du serveur téléphonique de l'UDF est le 42-84-20-20. Sur Minitel, le code est 3615 UDFOUI.

POINT DE VUE

La voie de la sagesse

par Philippe de Villiers

VOILA Edouard Balladur curieusement projeté au premier rang des militants de Maastricht, au moment même où, me semble-t-il, le dispositif de bataille du «oui» montre des signes de faiblesse, tandis que les raisons de voter «non» se renforcent de jour en jour. Si le «oui» s'érode aujourd'hui, c'est en effet que son dispositif apparaît miné par les contradictions internes, les démentis de l'actualité quotidienne et par le *manque* très visible de mobilisation.

La contradiction interne la plus voyante – au point qu'elle s'étale *parfois au sein du même article* – consiste à prétendre simultanément que Maastricht est un «traité caoutchouc», *dont on fera demain ce* que l'on voudra, en même temps qu'il représente la «dernière tentative» de la France et de l'Europe pour retrouver une influence perdue dans le monde. «Apaiser tout en dramatisant», voilà un exercice difficile.

A cela s'ajoutent les démentis de l'actualité quotidienne : tous les slogans de l'été des partisans du «oui» apparaissent aujourd'hui pour ce qu'ils sont : de grossiers *mensonges et surtout de véritables* boomerangs médiatiques.

«Maastricht, c'est la paix», alors que la guerre est à deux heures de Grenoble *et que tout le monde sent* bien qu'à travers le jeu des nouvelles procédures de Maastricht il n'y *aura* pas demain *plus* de solutions qu'hier, s'il n'existe pas de volonté conjuguée des Etats.

«Maastricht, c'est la sécurité», alors qu'il apparaît clairement que *la levée des contrôles aux frontières* nous privera encore plus de nos défenses contre la circulation des *produits dangereux*, de la drogue ou des organisations mafieuses.

«Maastricht, c'est l'emploi», alors que les organismes internationaux les moins suspects prédisent le ralentissement, au moins temporaire, de la croissance du fait de l'entrée en vigueur du traité (ralentissement que, pour ma part, je crois durable en raison du poids supplémentaire du super-Etat).

Dans ces conditions, *le manque* de mobilisation des partisans du «oui» s'explique : personne n'a encore trouvé dans ce texte *quelle* était la proposition d'urgence absolue, dont l'entrée en vigueur et les *résultats seraient attendus* avec la plus grande impatience par le public. Et pour cause : cette proposition *n'existe pas.*

Il n'y a rien d'urgent dans ce traité. Mais il y a quelque chose de grave, de dangereux pour l'idée *européenne, et que les partisans du* «oui» taisent par mesure de prudence. C'est que ce traité, conçu *par les tenants* d'une démocratie hors sol, porte une atteinte mortelle à notre conception tradition*nelle de la démocratie*. *Maastricht* installe une oligarchie d'un type nouveau, établissant ainsi le gou*vernement des prétoriens*, des banquiers et des commissionnaires.

Pas de risque pour l'opposition

Voilà bien le véritable danger pour l'Europe. Car c'est sa diversité *sur fond de valeurs communes*, l'accord des souverainetés nationales distinctes sur fond de libre-échange européen, qui ont fait jusqu'ici sa richesse. C'est ce que nous voulons préserver, prolonger par une coopération progressive*ment approfondie. Il n'y a là aucun* risque. C'est au contraire la voie de la sagesse, contre l'aventure dangereuse du super-Etat.

Où est donc l'opposition? *«Là où se trouve François Mitterrand»*, nous répond Edouard Balladur, *«pour être ainsi mieux assurée de gagner les élections législatives»*. En d'autres termes, la victoire de l'opposition – et donc son unité – passerait par la victoire de François Mitterrand. Tiens donc. Est-il *si* imprudent, si choquant, de voir des opposants s'opposer? En réalité, le *«non» est une chance pour l'Europe*. Je ne crois pas que ce soit un risque pour l'opposition.

Si le «non» l'emporte le 20 sep*tembre, comme* je le crois, aucun de ses partisans ne pourra en effet s'imaginer gagner seul les pro*chaines élections législatives;* aucun ne pourra s'imaginer être en mesure de gouverner seul; aucun ne *pourra croire que les erreurs* d'appréciation – dont il débiterait légitimement ses partenaires de l'opposition – devraient alors l'emporter sur leurs convictions communes.

Un seul changement, toutefois, *apparaît incontournable* : *celui des* procédures de décision qui gouvernent les partis d'opposition. *Aujourd'hui*, en effet, la plupart des états-majors prônent le «oui», alors que la majorité des électeurs de droite – et peut-être une très *grosse majorité – vont voter* «non». Cela pose tout de même un problème.

Dans l'avenir, on ne doit plus jamais *revoir* le spectacle caricatu*ral de ces formations qui se veulent* responsables et qui prennent des positions aussi monolithiques sans *un minimum de consultation* à la base. C'est là un autre aspect du «déficit démocratique», mais cette fois bien français, qu'il nous faudra *combler demain. Partout le «non»* fera avancer l'idée démocratique. Est-ce donc un si grand mal?

▶ **Philippe de Villiers est député de la Vendée (app. UDF) et président du mouvement Combat pour les valeurs.**

A Lyon, le RPR fait un accueil triomphal à M. Philippe Séguin

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, un des principaux animateurs de la campagne pour le «non», continue son tour de France. De passage à Lyon, mardi 25 août, il a été accueilli triomphalement par les cadres locaux du RPR.

LYON

de notre bureau régional

Debout, les mains dans les poches, triomphant mais modeste dans cet hôtel lyonnais où les chaînes de télévision et les radios se bousculent, mardi 25 août, pour l'interviewer, M. Philippe Séguin ne peut contenir un petit sourire *de jubilation. Pour deux raisons.* La première est qu'il ne cesse de commenter, depuis 18 heures, le premier sondage donnant une majorité au «non». La seconde raison est qu'on vient de lui rappeler qu'il se trouvait exactement dans le même hôtel, il y a un peu *plus de deux ans, en février* 1990.

M. Séguin sillonnait alors la France en compagnie de M. Charles Pasqua pour la préparation des assises du RPR, au cours desquelles ils avaient défié M. Jacques Chirac. *Le maire d'Epinal* et le sénateur des Hauts-de-Seine avaient eu droit à un accueil chaleureux, *mais ils n'avaient* rallié que le tiers des voix de la fédération du Rhône : *«Je me souviens qu'à l'époque nous étions crédités de 14 % des voix, et nous en avons fait 19 % de plus. Ma foi, si cela recommence cette fois-ci...»*, *dit-il*, gourmand.

Cette fois-ci, les choses ont d'ores et déjà changé dans la fédé*ration du Rhône du RPR. Et lors*que, vers 20 h 15, M. Séguin rejoint ses «compagnons», cadres *ou élus RPR du secteur*, il a droit à une véritable ovation : *«C'est normal*, confie une militante, *il a 95 % de la fédération, au minimum, derrière lui. Et pourtant je suis fidèle à Jacques Chirac.»* Signe du changement : lorsqu'il prend place, face aux militants, pour cette réunion de travail, M. Philippe Séguin est bien entouré. Il y a là tous les parlementaires RPR du département, à l'exception de M. René Trégouët, sénateur, seul parmi ses pairs du Rhône à dire «oui» à Maastricht. Parmi les *députés*, il y a le secrétaire fédéral, M. Jean Besson, qui s'était évertué à ne jamais trop s'engager dans les débats du RPR et qui a rompu avec cette habitude en prenant ouvertement fait et cause pour M. Séguin.

Il y a aussi celui qui apparaît comme le futur homme fort du RPR à Lyon, M. Alain Mérieux, vice-président du conseil régional. Proche de M. Chirac, M. Mérieux, joker rêvé de la droite lyonnaise pour s'opposer à M. Michel Noir aux prochaines municipales, ne dira pas, *«par fidélité à deux hommes qu'*[il] *respecte, Chirac et Séguin»*, comment il votera le 20 septembre. Mais son entourage fait remarquer qu'il aurait fort bien pu se plonger dans son agenda chargé de PDG de l'*Institut Mérieux* pour éviter de cautionner, par sa présence à la tribune, le discours de M. Séguin.

M. Michel Noir le «traître»

Cette quasi-unanimité, à quelques rares unités près, des instances d'une fédération regroupant trois mille personnes à jour de leurs cotisations s'est manifestée dès le début de l'été, lorsqu'il s'est agi de renouveler les secrétaires de circonscription. Que ce soit dans les zones «viticoles» du Beaujolais ou dans les circonscriptions «populaires» du sud ou de l'est lyonnais, les militants de base ont clairement fait savoir où allaient leurs préférences, en mélangeant leur craintes propres sur les conséquences du traité de Maastricht et leur refus de paraître dire «oui» à M. Mitterrand.

A ces facteurs, que l'on retrouve, selon des proches de M. Séguin, *«dans toutes les fédérations»*, le Rhône a ajouté sa touche spéciale : l'inimitié – voire la haine – que les cadres et les militants du RPR local vouent au «traître», M. Michel Noir, qui, lui, appelle au «*oui*».

M. Séguin ne s'attarde pas sur cet aspect de son voyage à Lyon. Il préfère argumenter, décliner un à un tous les articles du traité. Il mâche le travail pour les défenseurs du «non» : *«Insistez sur la perte de l'identité nationale au profit d'une technocratie qui veut légiférer sur tout, aussi bien sur les eaux minérales qu'en codifiant la manière de faire les pâtes»*, dit-il. Le succès est garanti. *Le député* des Vosges veut modérer le triomphe que lui font les militants : *«Il nous faut rendre hommage à notre président Jacques Chirac pour avoir laissé dans notre mouvement les différentes sensibilités s'exprimer*, déclare-t-il. *Je préfère être dans ma peau au RPR que dans celle d'un Chevènement au Parti socialiste.»* Lui fait-on remarquer que le plébiscite qui semble l'attendre à l'intérieur de son mouvement pourrait créer quelques inquiétudes aux dirigeants du RPR, il réplique : *«Ils pourraient s'inquiéter s'ils n'avaient pas affaire à des gens aussi loyaux que moi.»* Avant d'ajouter dans un large sourire : *«Et on ne rigole pas...»*

ROBERT MARMOZ

□ **M. Lalonde appelle les Français à «reprendre leurs esprits».** – M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, a appelé les Français, dans un communiqué publié mardi 25 août, à *«reprendre leurs esprits»*. *«Nous assistons à une opération de politique intérieure pour que M. Séguin remplace M. Chirac à la tête du RPR»*, a ajouté l'ancien ministre de l'environnement. *Cela n'a rien à voir avec le traité de Maastricht ni avec l'Europe.»*

du 20 septembre

du traité de Maastricht

Pour sa part, l'UDF a lancé sa propre campagne. Son président, M. Valéry Giscard d'Estaing, a souhaité que M. Mitterrand intervienne le moins possible. Il a affirmé qu'une participation active du pouvoir socialiste ferait monter les « non ». L'ancien président de la République, qui était interrogé sur TF1, a estimé que les tenants du « oui » et du « non » étaient aujourd'hui à égalité. *« Les « non » puisent dans le réservoir des indécis »,* a-t-il dit, avant de distinguer entre *« les adversaires de toujours de l'Europe »,* comme MM. Marchais et Le Pen, que l'on ne fera pas *« changer d'avis », « les gens qui votent « non » à Mitterrand »,* auxquels il faut dire qu'ils se trompent d'échéance, et *« ceux qui disent « non » à Maastricht, mais « oui » à l'Europe »,* qui sont *« les dupes de la propagande des partisans du « non ».*

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a déclaré sur FR3 qu'il fallait *« absolument découpler le référendum de la politique intérieure ».* Il a estimé, comme M. Séguin, et contre M. Balladur, que *« la victoire du « non » n'entraînerait pas de fracture au sein de l'opposition »,* mais il a reconnu qu'*« elle compliquerait sa tâche une fois revenue au gouvernement en mars prochain ».*

Prime à la démocratie

par Patrick Jarreau

DEPUIS la querelle de la Communauté européenne de défense, c'est-à-dire depuis bientôt quarante ans, les progrès ou les reculs de l'union européenne n'avaient jamais été l'enjeu véritable d'une confrontation politique en France. Les thèmes « intérieurs » avaient toujours pris le pas sur le débat européen, que ce soit lors de l'élection présidentielle de 1965, où M. Jean Lecanuet avait échoué à faire de l'Europe le point de ralliement des adversaires du général de Gaulle ; lors du référendum provoqué en 1972 par Georges Pompidou, pour lequel les socialistes, bien que favorables à l'Europe, s'étaient abstenus ; ou lors de la première élection du Parlement européen au suffrage universel, voulue par M. Valéry Giscard d'Estaing en 1979, le RPR, à droite, et le PCF, à gauche, livrant alors une bataille dont l'objectif était plutôt leur propre survie que la forme à donner à la construction communautaire.

Le référendum sur le traité de Maastricht permet aux citoyens, pour la première fois, de se prononcer directement sur le processus européen et d'y intervenir au moment où les gouvernements des Douze proposent de franchir une nouvelle étape. Les sondages qui indiquent, au total, un équilibre entre les partisans du « oui » et ceux du « non », à un peu plus de trois semaines de la consultation, et alors que l'on passe de la précampagne à la campagne elle-même, révèlent, d'abord, que l'on est bien en présence d'un vrai débat politique, dont l'issue, comme il est naturel, n'est pas jouée d'avance. Rien à voir avec le référendum de novembre 1988 sur la Nouvelle-Calédonie, simple formalité juridique qui ne rencontrait pas d'obstacle, car personne ou presque (moins de 20 % des suffrages exprimés) ne pouvait s'opposer à la pacification des rapports entre les communautés du territoire, négociée par leurs représentants eux-mêmes.

Le consensus sur la construction européenne, dont la persistance avait été vérifiée avant l'annonce du référendum (un sondage de la SOFRES, publié dans *le Monde* du 20 mai dernier, indiquait que le traité serait approuvé par les deux tiers des citoyens ayant une opinion), n'est pas de même nature. Il ne se traduit pas *ipso facto* en intentions de vote positives pour le 20 septembre. Il semble même se réduire à mesure que les électeurs prennent conscience du pouvoir de décision dont ils sont investis. Il n'a pas disparu pour autant, 61 % des personnes interrogées par la SOFRES du 21 au 24 août estimant qu'on peut être favorable à la construction de l'Europe et opposé au traité de Maastricht. Cette conviction, dénoncée comme illusoire par les partisans du « oui », est certainement la principale victoire remportée jusqu'à maintenant par ceux du « non ». Aussi M. Laurent Fabius considère-t-il comme le premier impératif de la campagne pour le traité la démonstration que l'Europe *« volera en éclats »* si Maastricht n'est pas ratifié par la France.

L'argument d'autorité

Aux anti-européens de toujours (les communistes et l'extrême droite), les porte-parole du « non » sont parvenus à adjoindre des pro-européens inquiets ou mécontents. Ils ont déjoué l'argument d'autorité, selon lequel il n'y a pas d'autre Europe possible que celle que fabriquent les gouvernements, et réussi à donner bonne conscience à des électeurs qui, sans cela, envisageraient plutôt de s'abstenir. Encore est-il que, selon la SOFRES, 68 % des Français prévoient la victoire du « oui », pronostic que les sondages, précisément, rendent hasardeux, ce qui pourrait modifier l'attitude d'une partie des pro-européens. C'est à mobiliser ces électeurs, aujourd'hui cantonnés dans l'abstention, que les militants du « oui » vont désormais se consacrer. M. Giscard d'Estaing semble penser que les adversaires de Maastricht ont fait le plein des indécis qu'ils pouvaient rallier à leur cause, et que ceux qui n'ont pas encore choisi ou qui penchent pour l'abstention (un tiers des inscrits, selon les sondages) devraient être plutôt réceptifs aux appels des défenseurs du traité.

L'équilibre relevé par les enquêtes entre le « oui » et le « non », gage d'un authentique débat politique où l'on est appelé à se prononcer à la fois pour ou contre un projet et pour ou contre ceux qui le portent, apparaît, par leur faute, comme un revers pour les partisans de Maastricht. Ils ont laissé à leurs adversaires l'avantage démocratique de prendre l'électeur au sérieux. Quelle que soit la valeur de leurs arguments, les tenants du « non » se sont, au moins, employés à en présenter, et il est vrai que, face à l'écrasant consensus supposé, ils ne pouvaient faire autrement. Cela n'excuse pas la légèreté avec laquelle les pro-Maastricht ont paru tenir leur succès pour acquis. Les accusations dirigées contre la morgue des dirigeants politiques et des « experts », tellement sûrs de leur fait qu'ils ne se soucient pas de répondre aux objections, fondées ou non, des citoyens, ont trouvé là un terrain favorable. M. Max Gallo peut railler à bon droit le réflexe de ces politiques confiant aux publicitaires habituels le soin de concocter quelques slogans et quelques images censés emporter l'affaire dans un fauteuil.

Libérés de leurs scrupules par l'argumentation « européenne » des anti-Maastricht, les électeurs qui se disposent à voter « non » ont été renforcés dans cette intention par le désir de sanctionner le pouvoir. Un cinquième des personnes interrogées par la SOFRES mettent en avant cette motivation pour expliquer leur vote futur. M. François Mitterrand ayant identifié son action à la construction de l'Europe, associer la condamnation de l'une et le refus de l'autre, telle qu'elle leur est aujourd'hui proposée, n'est pas illégitime. L'Europe concrète a, en France, le visage d'un homme, d'un parcours, d'une politique, d'un gouvernement et d'un parti que la majorité des citoyens rejettent. Tout l'effort des dirigeants de l'opposition, favorables à Maastricht, va consister à dissocier les deux choses et à convaincre les pro-européens que le refus de donner satisfaction à M. Mitterrand incite à l'abstention de se rendre aux urnes pour l'Europe.

Encore faut-il que les socialistes les y aident en se faisant discrets, comme le dit M. Giscard d'Estaing, qui se garde, cependant, de tout catastrophisme dans l'expression des risques que comporte le rejet du traité. La progression du « non » dans l'électorat de l'UDF, formation au sein de laquelle les adversaires de Maastricht pèsent infiniment moins lourd qu'au RPR, est de nature à faire réfléchir ses dirigeants. Ils ne peuvent exclure, en effet, une défaite du pouvoir, dont il leur faut éviter de subir le contrecoup.

Le comité pour le « oui » veut être « œcuménique »

Mme Hélène Carrère d'Encausse a présenté à la presse, mardi 25 août, le comité national pour le « oui », qu'elle préside (*le Monde* du 26 août), en précisant que ce comité est *« parfaitement œcuménique politiquement »*, car *« l'Europe n'appartient à aucun parti »*. Se situant elle-même *« dans la mouvance libérale »*, l'académicienne a expliqué que *« le traité de Maastricht, c'est le portillon que l'on doit franchir pour aller plus loin »* et que ceux qui sont pour le « non » *« ont raison d'avoir peur »* des dangers de technocratie que recèle la construction européenne. Pour elle, il s'agit précisément, en se mobilisant pour le « oui », *« d'enlever l'Europe aux technocrates et à l'espace politique et de la rendre aux sociétés civiles »*.

D'autres membres du comité étaient présents lors de cette conférence de presse, tels que M. Jean Dausset, Prix Nobel de médecine, qui a expliqué que si la *« chance »* de Maastricht n'est pas saisie, *« le risque est considérable de voir l'Allemagne dépasser irrémédiablement la France »*. Autre scientifique, M. Jacques Ruffié a souligné, lui aussi, qu'*« il y a des trains qui ne repassent pas »* et que *« si l'Europe se fait sans nous, elle se fera contre nous »*. M. Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT, a insisté sur les perspectives que le traité ouvre à l'Europe sociale, et M. Antoine Riboud, président-directeur général de BSN, sur la chance historique que représente la possibilité de faire émerger une monnaie unique européenne.

MM. Didier Pineau-Valencienne, président-directeur général de Schneider, et Gilbert Trigano, fondateur du Club Méditerranée, ont souligné, l'un, que la France *« serait la grande perdante du « non » à Maastricht »*, l'autre, que ceux *« qui ont accepté la CECA et le traité de Rome ne peuvent refuser, aujourd'hui, Maastricht »*. L'écrivain Albert Memmi a souhaité que les partisans du « oui » se montrent *« légèrement moins courtois »* vis-à-vis de ceux du « non », car ces derniers sont, à ses yeux, *« politiquement irresponsables et philosophiquement réactionnaires »*. *« Tout ce qui tourne le dos à la guerre est bon »*, a-t-il dit, et *« le fait que les Etats adoptent des positions politiques communes ne menace pas la diversité des cultures »*.

□ **M. Hory (MRG) souhaite « un large front commun » des partisans du « oui ».** – M. Jean-François Hory, président du MRG, a affirmé, mardi 25 août, dans un communiqué, qu'*« il faut d'urgence faire reculer les démagogues qui veulent pousser la France à tourner le dos à sa chance historique »*. Il a invité tous les partisans du « oui » à constituer *« un large front commun »* et à oublier pour trois semaines *« leurs querelles politiciennes et leurs références partisanes »*.

□ **M. Bulawko (CRIF) dénonce le caractère antisémite des propos de M. Le Pen.** – M. Henri Bulawko, président de la commission du souvenir du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a dénoncé, mardi 25 août, les propos de M. Jean-Marie Le Pen qui, à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), avait accusé *« ceux qui réclament des frontières sûres et reconnues pour Israël »* de vouloir qu'*« on détruise celles de la France »* (*le Monde* du 25 août). *« Les anciens combattants, résistants, déportés juifs, regroupés au sein de la commission du souvenir du CRIF, condamnent des propos qui évoquent les sinistres* Protocoles des sages de Sion », a déclaré M. Bulawko.

هكذا من الأصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
5e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 50 m², 3e étage Parking	11, *rue* Tournefort **GCI – 40-16-28-68** Frais d'actes	8 250 + 415 676
8e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 36 m², 5e étage	31, rue d'Amsterdam **GFC – 49-01-02-88** Poste 319 Frais d'actes	3 900 *300*
3 PIÈCES *65 m², 5e étage*	24, rue de Téhéran **SAGGEL VENDOME 47-42-44-44** Frais de commission	6 800 + 1 905 4 896
5 PIÈCES 155 m², 4e étage Parking + 1 200 F	10 *bis*, rue Paul-Baudry **SAGGEL VENDOME 47-42-44-44** Frais de commission	23 700 + 3 692 17 064
9e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES *60 m², 5e étage* Poss. parking	5, rue Drouot ***CIGIMO – 48-00-89-89*** Honoraires de location	5 220 + 675 4 028
5 PIÈCES 211 m², 3e étage	*3, rue Jules-Lefebvre* **SAGGEL-VENDOME 47-42-44-44** Frais de commission	22 000 + 2 759 15 984
15e ARRONDISSEMENT		
5 PIÈCES 158 m², 2e étage Parking	20 *bis, av.* de Lowendal **SAGGEL-VENDOME 47-42-44-44** Frais de commission	22 550 + 2 933 12 236
3 PIÈCES 69 m², 2e étage Parking, balcon	4, *rue du Bocage* **LOC INTER – 47-45-15-84** Frais de commission	7 078 + 595 5 382
16e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES *53 m², 1er étage* Parking, balcon	185, boulevard Murat ***LOC INTER – 47-45-16-09*** Frais de commission	5 542 + 529 4 266
4 PIÈCES 120 m², 6e étage Box	60-62, av. Henri-Martin **GCI – 40-16-28-68** Frais d'actes	21 000 + 3 175 860
20e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 100 m², 7e étage Parking	52-56, rue des Haies **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	7 370 + 1 475 5 576
78 YVELINES		
3 PIÈCES 68 m², 3e étage Parking	**CHATOU** 4, rue de la Liberté **SAGGEL VENDOME 47-78-15-85** Frais de commission	4 800 + 948 3 456
4 PIÈCES 94 m², 1er étage Parking	**LE PECQ** 50, av. du Gal-Leclerc ***SAGGEL VENDOME*** **47-78-15-85** Frais de commission	6 600 + 1 330 4 752
PAVILLON 6 PIÈCES 132 m², jardin Garage	***NOISY-LE-ROI*** 5, rue Jean-Baptiste-Lulli **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	8 937 + 436 8 359
2 PIÈCES 52 m², 3e étage Parking	**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** 14-18, rue du Dr-Timsit ***LOC INTER – 47-45-16-09*** Frais de commission	3 900 *+ 1 020* 3 078
92 HAUTS-DE-SEINE		
3 PIÈCES Imm. neuf 60 m², 3e étage Parking	**ASNIÈRES** 48 à 46, rue de l'Alma ***SAGGEL VENDOME*** **47-76-31-08** Frais de commission	5 800 *+ 753* 4 176
4 PIÈCES Imm. neuf Très bon standing 101 m², 2e étage Parking	***ASNIÈRES*** 38 à 46, rue de l'Alma **SAGGEL VENDOME 47-76-31-08** Frais de commission	7 500 + 994 5 400
3 PIÈCES *75 m², RC* Parking, terrasse	**LA GARENNE-COLOMBES** *19, rue d'Estienne-d'Orves* **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	5 475 + 688 4 212
3 PIÈCES *65 m², 2e étage* Possib. park. Loggia	**NEUILLY** *223, av. Ch.-de-Gaulle* **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	6 900 + 1 090 5 238
2 PIÈCES *59 m², 3e étage* Parking	**NEUILLY** 22, bd du Gal-Leclerc **GCI – 40-16-28-68** Frais d'actes	7 080 + 807 376
6 PIÈCES *251 m², 2e étage* Chbre sce 12 m² Box	***NEUILLY*** *74, rue de Chézy* **GCI – 40-16-28-68** Frais d'actes	32 600 + 5 645 12 187
5 PIÈCES 110 m², 8e étage	**NEUILLY** 4, place de Bagatelle **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	13 567 + 1 732 9 654
5 PIÈCES *157 m²*, 6e étage	**NEUILLY** 5, bd Richard-Wallace **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	18 985 + 2 625 13 509
94 VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES 50 m², 2e étage Parking	**SAINT-MANDÉ** 35, av. Joffre ***LOC INTER – 47-45-15-84*** Frais de commission	4 920 + 615 3 834
95 VAL-D'OISE		
PAVILLON 6 PIÈCES *133 m², jardin* Garage	**CERGY** *4, allée de* Chiberta **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	8 556 + 486 6 088

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE













JUSTICE

Après huit jours de protestations

L'amertume des surveillants de prison

Ils ont rangé leurs banderoles, abandonné leurs tracts, et repris malgré eux le chemin de la détention. Au terme d'un mouvement de huit jours, tous les surveillants ont fini par reprendre leur travail. Les portes des prisons ont été dégagées, les affiches enlevées, et le rythme régulier de la vie en détention a remplacé la fièvre, le deuil, et la colère des premiers jours. *« La reprise du travail est complète,* note M. René Champagne, le secrétaire général de Force ouvrière (32,5 % des voix en 1991), *mais la pénitentiaire a traversé des moments difficiles. Il faudra du temps pour que les cicatrices se referment. »*

Malgré cette grogne diffuse, le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a gagné son pari : le mouvement de protestation lancé au lendemain de la mort du surveillant de Rouen n'a pas survécu aux discussions organisées la semaine dernière place Vendôme (1). Les négociations achevées, l'enterrement de M. Caron passé, le mouvement s'est peu à peu effrité. Le douloureux épilogue du conflit de 1989 – M. Arpaillange avait suscité la colère des surveillants en prenant des mesures de révocations qui avait finalement été levées dans la confusion – a pu être évité : le mouvement s'est achevé sans révocations.

Bien des surveillants sont amers, mais la plupart savent que les acquis du mouvement de protestation ne sont pas négligeables. Dans le cadre d'un budget que M. Bérégovoy voulait serré, les surveillants ont obtenu en trois jours la création de 730 emplois – 530 étaient déjà prévus au projet de budget – et le doublement de l'indemnité pour charge de détention créée à l'automne dernier.

Les discussions ont en outre permis d'accélérer ou de mettre sur la table un certain nombre de dossiers concernant la sécurité : la classification des établissements pénitentiaires, les régimes de détention, le régime disciplinaire des détenus réformé, et la circulaire sur les détenus particulièrement signalés (DPS) seront revus. Un nouveau Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire sera en outre chargé d'améliorer la concertation avec les personnels.

La soif d'être reconnu

« Nous allons enfin être associés à l'élaboration de la politique pénitentiaire, note M. Jean-Jacques Marchand, le secrétaire général-adjoint de Force ouvrière-personnels de direction. *Prenons l'exemple du plan de construction de treize mille places lancé en 1986. Nous disons depuis des années qu'il comprend trop de centres de détention et pas assez de maisons centrales (2), ce qui ne correspond pas au profil de la population carcérale puisque le nombre de longues peines ne cesse d'augmenter. De plus, la répartition géographique de ces centres n'est pas adaptée à nos besoins. Ces éléments vont être revus mais cette fois, les professionnels ne devraient pas être absents des discussions. »*

Le malaise est cependant trop ancien pour que les mesures annoncées la semaine dernière en viennent à bout . Depuis 1988, cette profession qui a pourtant l'habitude de respecter la discipline et l'autorité a mené trois mouvements de protestation. Rompant avec la discrétion traditionnelle de l'administration pénitentiaire, les surveillants avaient en 1988 et 1998 brandi des banderoles et défié ouvertement leur hiérarchie. Lors de ces conflits qui avait stupéfié les pénitentiaires de la vieille école, les *« matons »* avait brusquement pris la parole, exigeant des renforts d'effectifs, des augmentations de salaires, et une amélioration de leur régime de retraite.

Leur première revendication touchait cependant à la reconnaissance de leur métier. *« En vingt ans, la profession a beaucoup changé,* souligne M. Gilles Sicard, le secrétaire général de l'Union fédérale autonome pénitentiaires (35,3 % des voix en 1991). *La formation s'est allongée, les candidats sont plus diplômés, et les missions ont évolué. Nous ne voulons plus être considérés comme des moins-que-rien. »* La revendication de la parité avec la police, qui revient sans cesse dans les discours, a valeur de symbole : les surveillants, qui détestent le mot de *« matons »*, souhaitent être considéré comme des *« vrais »* fonctionnaires de sécurité, au même titre que les gendarmes ou les policiers (3). Le malaise des surveillants est aussi celui d'une profession qui a vu ses conditions de travail bouleversées ces dernières années. Le plan *« 13 000 »* lancé en 1986 par le garde des sceaux de M. Chirac, M. Albin Chalandon, a brusquement introduit le secteur privé dans la pénitentiaire. Une révolution mentale qui s'est accompagnée d'un gigantesque effort de construction : en moins de quatre ans, vingt-cinq établissements neufs ont été édifiés.

« Les surveillants ont été confrontés à une petite révolution : la généralisation de l'informatique et de l'automatisation, souligne M. Dominique Poumeyrol, le secrétaire général de l'Union des syndicats pénitentiaires (10,8 % des voix). *Aujourd'hui, il y a un système à deux vitesses. Les conditions de travail d'un surveillant dans un établissement ultra-moderne du 13 000 sont très différentes de celles d'un surveillant dans une petite maison d'arrêt construite il y a un siècle. »* Il a également fallu compter avec les à-coups d'un programme lancé par le garde des sceaux de M. Chirac et mis en œuvre – après révision – par des gouvernements qui n'auraient pas affiché les mêmes priorités.

Reste, enfin, la surpopulation carcérale, qui déséquilibre peu à peu l'ensemble du système pénitentiaire. En vingt ans, de 1971 à 1991, le nombre de détenus a augmenté de près de 60 % et les chiffres ne cessent de progresser : au 1er juillet, les prisons françaises comptaient 54 811 détenus, soit le chiffre le plus élevé depuis 1948 . La grâce accordée par le président d la République le 14 juillet a offert un léger répit à l'administration pénitentiaire mais la mécanique ne s'est pas interrompue pour autant. La suroccupation des prisons n'est pas encore dramatique – au 1er août, les prisons comptaient 50 585 détenus pour 45 141 places, soit un taux d'occupation de 112 % – mais la situation ne durera sans doute pas.

ANNE CHEMIN

(1) La CFDT, qui *« reste sceptique ou mécontente sur nombre de dossiers qui tiennent autant de l'environnement sociologique à l'administration pénitentiaire que du cadre restreint des négociations »*, a annoncé mardi 25 août qu'elle ne signerait pas le relevé de conclusions.

(2) Les centres de détention accueillent en général les condamnés les plus jeunes, les primaires et ceux dont le passé judiciaire est le moins chargé. Les maisons centrales, qui disposent d'un niveau de sécurité supérieur, accueillent le plus souvent les condamnés dont le reliquat de peine est supérieur à dix ans.

(3) La chancellerie a annoncé mardi 25 août que le surveillant principal tué à Rouen, Francis Caron, avait été promu à titre posthume au rang de premier surveillant. Sa veuve, qui devait percevoir une pension de reversion de 50 %, touchera de ce fait une pension de reversion à 100 %, comme les veuves de policiers morts en service.

« On a le temps d'être déçu »

LYON

de notre bureau régional

Serge, surveillant à la prison Saint-Joseph de Lyon, est *« dans la maison »* depuis dix-sept ans, gagne 10 000 F par mois et ne se fait plus d'illusions depuis longtemps. *« L'effectif qui nous a été accordé, on le voulait tout de suite,* souligne-t-il. *Admettons qu'on recrute aujourd'hui les 730 surveillants annoncés. Ils ne seront opérationnels qu'après huit mois de stage. D'ici là, on a le temps d'être encore plus déçu. »* Serge est amer, vis-à-vis de l'administration comme des syndicats.

Thierry, lui aussi, refuse l'idée d'être syndiqué. Il a vingt-cinq ans, deux ans d'expérience et une amertume bien ancrée qui fait fuir le regard des responsables syndicaux. *« Les syndicats ne nous ont pas encadrés,* regrette-t-il. *Quant aux politiques, ils me dégoûtent. La France, ils peuvent en faire ce qu'ils veulent. Moi, je n'ai pas envie de jouer le rôle de la poignée de poubelle. »* Ses collègues acquiescent. Ils évoquent la fin de l'été et le départ des vingt-trois stagiaires venus en renfort de la maison d'arrêt d'Aiton (Savoie) et de Saint-Quentin-Fallavier (Isère). Huit élèves aussi vont partir. *« Ils sont utilisés pour boucher les trous, comme de vrais remplaçants alors qu'ils devraient travailler en doublure »*, constate Michel Quiroga, un jeune responsable de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP).

« La zone rouge est atteinte »

Le portier tourne machinalement les clés dans la serrure pour ouvrir et refermer le portail principal. La routine reprend le dessus mais *« les problèmes demeurent »*, martèle Michel Gerentes, responsable démissionnaire du syndicat FO. *« C'est bien d'organiser des activités de vidéo et d'astrologie pour les prisonniers, mais cela suppose du personnel supplémentaire qu'on n'affecte jamais. »* Il a démissionné parce qu'il a eu le sentiment personnel *« d'avoir été abandonné par le bureau national pendant la crise »* et en raison de son *« ras-le-bol »* face à un gouvernement *« incapable d'assurer la sécurité dans les prisons »*. La sécurité des surveillants. Celle qui a fait défaut à ceux dont les portraits, barrés d'un bandeau tricolore, dominent le comptoir du mess. A l'heure de la relève et de l'apéritif, on vient y ressasser sa déception et sa morosité.

Les commentaires s'essoufflent. *« Au lieu de leur mettre des ventilateurs et des frigos, ils auraient mieux fait d'installer des douches dans les cellules, cela éviterait des mouvements importants dans les étages »*. Philippe Trigano, secrétaire régional par intérim de l'UFAP le confirme : *« La réalité, c'est celle du bâtiment H de Saint-Paul, où un seul surveillant a la responsabilité d'un étage qui regroupe une centaine de détenus. »* Sur son tee-shirt, le slogan d'un groupe de hard rock invite à pactiser avec le diable ou à faire sa dernière prière. Lui et ses collègues n'ont ni les moyens ni l'envie de se résoudre à ces extrémités. Alors, une fois de plus, ils vont attendre le mois de septembre et les annonces budgétaires. Convaincus, pourtant, que *« la zone rouge est déjà largement atteinte »* et qu'un jour, forcément, *« cela fera mal »*.

SERGE AIROLDI

EN BREF

□ **Des aides à la restructuration de l'armement à Tulle.** – Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, a annoncé, mardi 25 août, à Tulle (Corrèze), une série de mesures en faveur de la région touchée par la crise de l'emploi au sein du groupe d'armement GIAT-Industries. Des crédits nationaux et européens, supérieurs à 18 millions de francs au total, seront débloqués pour soutenir des projets créateurs d'emploi et des reconversions locales, notamment la création d'un laboratoire de métrologie et l'extension des implantations propres à la gendarmerie (centre d'instruction des gendarmes appelés, stages de commandement de gradés ou école de sous-officiers).

□ **Des inspecteurs tchécoslovaques dans les armées françaises.** – Après une mission russe, la semaine dernière, dans plusieurs unités militaires stationnées dans le sud-est de la France, une équipe de la République fédérative tchèque et slovaque est arrivée, mardi 25 août, à Metz pour inspecter des matériels militaires français dans le Nord-Est. Ces opérations ont lieu dans le cadre du traité sur les forces classiques en Europe (FCE), qui a été signé en 1990 par vingt-deux Etats membres de l'Alliance atlantique et de l'ex-pacte de Varsovie et qui impose des réductions d'armements (chars, blindés, avions, hélicoptères et pièces d'artillerie à l'Ouest et à l'Est). La France a déjà envoyé ses inspecteurs dans des pays de l'Est.

□ **Des cocktails Molotov contre le consulat de Turquie à Marseille.** – Le consulat de Turquie à Marseille a été la cible d'un attentat, mercredi 26 août, vers 2 heures du matin. Le jet de trois cocktails Molotov a provoqué un début d'incendie dans le jardin, rapidement circonscrit par le personnel du consulat. L'attentat, qui n'a occasionné que des dégâts légers, a été revendiqué dans la matinée par l'Union des jeunes révolutionnaires kurdes.

□ **Une escroquerie au Crédit communal belge.** – Un ancien inspecteur général du Crédit communal belge, âgé de soixante-neuf ans, s'est présenté à la police judiciaire de Bruxelles pour avouer une escroquerie portant sur 705 millions de francs belges (115 millions de francs français). Pendant quarante ans, Jacques Labar a profité de ses fonctions dans la banque pour proposer à ses clients des crédits à des taux surélevés. Son stratagème est passé d'autant plus inaperçu que ce cadre a été promu à la surveillance des escroqueries entre 1979 et 1988. Au premier stade de l'enquête, trente et une victimes ont déjà été dénombrées.

□ **Vol de tableaux en Suisse.** – Six tableaux, dont un Monet et un Gustave Courbet, ont été volés ce mois-ci dans une villa de Neuchâtel (ouest de la Suisse), en l'absence des propriétaires. Si *les Peupliers*, du peintre impressionniste Claude Monet, sont jugés invendables, ils permettent un chantage à l'assurance. La valeur totale des œuvres volées est estimée à 8 millions de francs français. – *(AFP.)*

□ **Une messagerie rose déboutée en référé contre France Télécom.** – La société gérant la messagerie rose *3615 Boy*, dont le contrat avec France Télécom avait été résilié le 23 juillet par le Comité consultatif des kiosques télématiques et téléphoniques en raison du non-respect des *« règles de déontologie précises en ce qui concerne notamment l'exposition du public à des textes ou images contraires aux bonnes mœurs »*, a été déboutée lundi 24 août en référé par le tribunal de commerce de Paris. Pour sa part, le mouvement Ornicar, qui lutte contre les *« discriminations sexuelles »*, a demandé au gouvernement d'user de son autorité afin de retirer à France Télécom *« le pouvoir de censure qu'il s'est arrogé »*.

□ **Augmentation des tarifs des parcmètres parisiens.** – Les tarifs des parcmètres vont sensiblement augmenter à Paris dans les semaines à venir, au fur et à mesure de la modification des appareils de perception. Dans une zone centrale qui passe de 2 500 à 11 900 places, les tarifs sont alignés sur ceux des Champs-Elysées, c'est-à-dire 10 F l'heure au lieu de 8 F. 31 600 places, précédemment à 5 ou 6 F, seront désormais à 8 F. Enfin, les 62 500 places restantes conservent leur ancienne tarification à 5 F l'heure. Cette décision, adoptée le 6 juin dernier par le Conseil de Paris, vise à améliorer la rotation des voitures et à réduire l'écart entre la tarification des parkings de surface et souterrains.

ÉDUCATION

M. Henry Pradeaux est nommé directeur de l'ONISEP

M. Henry Pradeaux a été nommé, vendredi 21 août (*Journal officiel* du 22 août), directeur de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), en remplacement de M. Pierre Mondon qui occupait ce poste depuis janvier 1988.

[Né le 4 juin 1950 à Paris, M. Henry Pradeaux est licencié en droit et titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) de sciences politiques. Il a exercé les fonctions de chef de cabinet de M. Lionel Jospin, au ministère de l'éducation nationale, de mai 1988 à avril 1992. Il était, depuis cette date, conseiller technique au cabinet du président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli.]

ENVIRONNEMENT

Le trafic transpyrénéen

Deux rapports relancent la polémique sur le tunnel du Somport

Deux documents touchant l'épineuse affaire du tunnel routier du Somport sont sur le bureau de Mme Ségolène Royal.

A peine le ministre de l'environnement a-t-il réglé la crise franco-allemande, engendrée par le trafic des déchets hospitaliers, que le foyer du Somport se réveille, mettant en cause, cette fois, les relations franco-espagnoles. Certes, la loi et l'ordre paraissent enfin régner dans cette vallée d'Aspe qui a vécu l'un des étés les plus agités de sa longue histoire (*le Monde* du 11 août). Le plus bouillant des opposants – Eric Petetin – est toujours en prison et les écologistes « européens » ont pour la plupart regagné leur pays d'origine, non sans avoir, pour certains Allemands, tâté des prisons françaises. Le tunnelier va bientôt mordre dans la roche, sous la protection de vigiles renforcés de gendarmes mobiles. Pour fêter l'événement, les partisans du tunnel ont donné, samedi 22 août, une conférence de presse *in situ*. On y a annoncé, entre autres, les progrès rapides de l'autoroute du côté espagnol.

Or les opposants viennent d'envoyer au ministère de l'environnement et de rendre publics les éléments d'un rapport provenant de Bruxelles. Il a été rédigé il y a trois ans par le bureau d'études privé Transes à la demande de la direction des transports de la Communauté. Sujet : le trafic transpyrénéen. Ce gros document de 115 pages conclut qu'il n'y a, dans les Pyrénées centrales, que deux passages d'intérêt international : le Puymorens, actuellement en travaux, et le Somport. Mais pour celui-ci, compte tenu des va-et-vient attendus entre la France et l'Espagne, il préconise de programmer un chantier en deux temps. D'abord, celui d'un tunnel à deux voies précédé, du côté français, par l'amélioration de la nationale 134. C'est ce qui est en train de se faire. Puis, dix ans plus tard, le doublement du tunnel et l'élargissement de la route de la vallée à deux fois deux voies. Exactement ce que redoutent les défenseurs d'Aspe, et même certains élus, pourtant parmi les plus favorables au projet actuel.

Un imbroglio total

Le raisonnement « bruxellois » est pourtant logique. Si la péninsule Ibérique rejoint, comme elle le souhaite, les standards économiques européens, les échanges transpyrénéens s'intensifieront. Le tunnel à deux voies situé entre deux autoroutes convergentes, l'une en France et l'autre en Espagne, ne pourra devenir qu'un goulet d'étranglement. Dans ce cas, la circulation supplémentaire sera dirigée vers l'ancienne route du col que l'on veut aujourd'hui déclasser puisqu'elle traverse le parc national. Le seul avantage aux yeux du ministère de l'environnement de la solution « tunnel » serait alors réduit à néant. Si, au contraire, le tunnel s'avérait suffisant, cela voudrait dire que les autoroutes d'accès seraient à demi vides. Mais alors, pourquoi les construire ? Autrement dit, quitte à franchir les Pyrénées, construisons des ouvrages convenablement dimensionnés.

Le second rapport émane du CEMAGREF, centre de recherches du ministère de l'agriculture. Il a été rédigé à la demande des services de l'équipement des Pyrénées-Atlantiques par M. Philippe Ballon, considéré comme un expert en matière de faune. Sujet : impact de l'élargissement de la nationale 134, la route d'accès au tunnel.

La totalité du passage transpyrénéen – autoroute Pau-Oloron, nationale 134 rectifiée et tunnel – n'a jamais été soumise à une étude d'impact préalable comme le veut la loi. Ce « détail » risque fort de motiver un arrêt des tribunaux administratifs devant lesquels plusieurs recours ont été déposés. La direction départementale de l'équipement s'est sans doute aperçue de ce fâcheux « oubli » et a diligenté une étude interne pour tenter de le réparer.

Or le rapport Ballon est formel. Le simple élargissement de la nationale 134 sur 30 kilomètres sera préjudiciable à l'ensemble de la faune de la vallée, et mortel pour l'ours. Les risques de collision avec les chevreuils et les sangliers, dont les populations sont en augmentation depuis des années, seront inévitablement accrus. A moins d'enfermer la route entre deux barrières, la sécurité des conducteurs sera mise en cause. Mais surtout, indique l'expert du CEMAGREF, la population ursine sera coupée en deux et chacun de ses îlots condamné à disparaître, ne serait-ce que par consanguinité. Si un ours adulte était victime d'une collision, la disparition serait encore plus rapide.

La solution proposée par le rapport consisterait à construire au-dessus de la route six « passages à gibier » d'une longueur totale de 4 300 mètres. Or ces ouvrages condamneraient la vieille voie ferrée dont, justement, valléens et écologistes, pour une fois d'accord, demandent la réouverture. Et leur construction coûterait probablement plus de 1 milliard de francs.

Après la publication de ces deux rapports, l'imbroglio de la vallée d'Aspe est total. Pour l'édification d'un ouvrage jugé déjà trop petit par des experts « européens », on risque de massacrer la faune de la vallée et de faire disparaître une espèce animale. A moins de renoncer au chemin de fer ! Ce qui condamnerait à tout jamais la ligne espagnole qui commence à Canfranc, juste au débouché du tunnel, et qui dessert quotidiennement Valence et Madrid.

MARC AMBROISE-RENDU

□ **Déversements de produits toxiques.** – Au cours de la journée du mardi 25 août deux déversements accidentels de substances toxiques ont mis les services de secours en alerte. Le premier s'est produit à Brioude (Haute-Loire) où une usine, filiale de Spie-Batignolle, a laissé couler des solvants dans une canalisation d'eau pluviale. L'épanchement a été stoppé avant qu'il n'atteigne l'Allier. A Agen (Lot-et-Garonne), un camion citerne heurté par un poids lourd a laissé échapper sur la chaussée, en pleine ville, 16 000 litres de butane liquide. Une trentaine de maisons ont dû être évacuées et la nationale 113 (Toulouse-Bordeaux) a été fermée de 8 heures à 18 heures.

Le gouvernement invite les cliniques et les laboratoires à traiter leurs déchets médicaux

Si dans 40 % des hôpitaux l'élimination des déchets médicaux est *« parfaite »*, dans 60 % des établissements et cabinets de soins elle n'est pas satisfaisante. Tel est le bilan dressé par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé, au cours d'une visite effectuée « sur le terrain » mardi 25 août avec Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement. Les deux membres du gouvernement ont vérifié que l'hôpital de Versailles, à l'instar des établissements de l'Assistance publique de Paris, expédie ses détritus à l'usine d'incinération spécialement construite pour cela à Créteil (Val-de-Marne). Pour que les médecins de clientèle, les petites cliniques et les laboratoires en fassent autant, les deux ministres ont adressé une lettre aux représentants de ces professions. Ils leur demandent de formuler eux-mêmes, d'ici deux mois, des propositions de collecte et d'élimination de leurs déchets médicaux. A Brest, où des éboueurs ont été récemment blessés lors de la collecte d'ordures ménagères par des rejets de laboratoires d'analyses, de cabinets d'infirmiers ou médicaux, notre correspondant nous signale que le syndicat CFDT de la communauté urbaine a demandé une plus grande sévérité à l'égard des contrevenants qui n'utilisent pas les installations de traitement de la ville.

□ **Rectificatif.** – Une erreur s'est glissée dans le tableau des réseaux électriques français publié dans *le Monde* du 26 août. Le réseau des lignes EDF à moyenne tension (20 000 volts) s'étendait en 1991 sur 566 000 kilomètres (dont 115 000 enterrés). Il passera en l'an 2000 à 630 000 kilomètres (dont 195 000 enterrés).

هكذا من الأصل

CULTURE

CINÉMA

Fenimore Cooper en trompe-l'œil

Spectaculaire mais guère inspirée l'adaptation du « Dernier des Mohicans » propose de surprenantes variantes

LE DERNIER DES MOHICANS
de Michael Mann

Par bois et taillis, l'Indien souple et beau court, de toutes ses forces. C'est la première scène du film. On reconnaît la vedette, Daniel Day Lewis ; on comprend que la séquence signifie la profonde complicité du personnage avec la nature. Mais si jamais le terme *« mise en scène »* a signifié quelque chose, la course de l'homme des bois telle qu'elle est filmée est une fuite éperdue. Or, pas du tout : c'est une poursuite, où Day Lewis est le chasseur et non le gibier. D'entrée de jeu, on se doute que Michael Mann, bon réalisateur de séries B « de genre » (*la Forteresse noire, le Sixième Sens*) et inventeur du feuilleton télé *Deux flics à Miami*, ne cessera d'être dépassé par l'ampleur de son sujet, et de ses moyens.

Décevant, *le Dernier des Mohicans* est pourtant un film intrigant : le simplisme de la mise en scène contraste avec l'extrême complexité du récit. Loin de simplifier la trame du roman de Fenimore Cooper, les scénaristes en rajouteraient plutôt sur la diversité des intérêts en conflit. Il y avait la guerre entre occupants anglais et français (Patrice Chéreau en Montcalm, hélas !) pour le contrôle du futur Etat de New-York, en 1757, et les affrontements entre Indiens alliés aux deux puissances européennes mais qui poursuivaient aussi leurs propres combats tribaux ou privés.

On a ajouté les colons américains, déchirés entre fidélité à la couronne et défense de leurs intérêts, et surtout une rivalité entre l'officier anglais Duncan Heyward (devenu le « méchant » pour l'occasion) et le chasseur Œil-de-Faucon (Day Lewis) pour les beaux yeux d'une des filles du colonel Munro, Cora (l'impeccable Madeleine Stowe), convoyées à travers l'imposante sylve nord-américaine.



D. R.

Russell Means, vétéran de la cause indienne.

Loin de l'ordinaire manichéisme, cette complexité serait du meilleur aloi si elle n'entraînait une confusion certaine, inattendue quand on sait l'ordinaire habileté hollywoodienne à camper un récit dans les scènes d'exposition. Ainsi devra-t-on attendre pratiquement la fin du film pour apprendre le nom des protagonistes indiens, et les lieux qui les unissent. On ignorera toujours que le héros s'appelle Œil-de-Faucon, et il aura fallu plusieurs bobines pour découvrir qu'il ne s'agit pas d'un Indien interprété par un Blanc pour les seules raisons du star system. Autre étrangeté : avoir fait d'un Indien, l'affreux Huron Magua qui ne rêve que d'*« arracher le cœur et anéantir la descendance »* de son ennemi, l'unique incarnation de l'idée de génocide.

A ces obscurités et déviances du scénario s'ajoute l'absence de « regard » du réalisateur, qui se contente d'enfiler les scènes sur un rythme ternaire bientôt écrasant : une jolie carte postale de paysage sauvage (belle forêt, belle cascade, beaux rochers, beau lac...), une scène d'action (embuscade dans le sous-bois, siège pyrotechnique, poursuite échevelée, bagarres au couteau, à la hache, à la massue, à mains nues), une rondelle de romance (où les incontinents illustrateurs musicaux ne se sentent plus composer). Beaucoup de bruit, de sang, de sentiments, d'explosions, de figurants et de conifères pour un résultat qui s'apparente à un catalogue richement illustré des « scènes à faire ».

Il y a pourtant une séquence fascinante dans *le Dernier des Mohicans*, qui justifierait presque à elle seule l'embrouillamini du récit. Un peu avant la fin, la quasi-totalité des protagonistes sont réunis dans un campement huron. Se déroule alors, dans une réjouissante cacophonie de traductions simultanées, un sidérant trafic de signes, de dons et contre-dons, un potlatch de générosités, de sabirs, de vengeances, de gestes, de ruses, de codes.

Il reste qu'à force de chambouler l'histoire, le véritable « dernier des Mohicans » selon Fenimore Cooper, le guerrier Uncas, a été relégué à un rôle de quasi-figurant. Non seulement le film, malgré les garanties pro-indiennes qu'il fait mine de donner selon les conventions d'aujourd'hui, s'est recentré sur les personnages blancs, mais il s'achève sur la perpétuation du peuple mohican par... un couple de Blancs (Day Lewis et Stowe), sans que personne paraisse s'en soucier. Pas même le sourcilleux Russell Means *(lire encadré ci-dessous)*, *vétéran de la cause indienne* avant de devenir l'un des acteurs de cette adaptation en trompe-l'œil – fût-il de faucon.

JEAN-MICHEL FRODON

Russell Means, acteur et activiste

Interprète du père adoptif d'Œil-de-Faucon dans le film de Michael Mann, le Sioux Russell Means reste un activiste virulent. Cofondateur de l'American Indian Movement, *il s'est rendu célèbre en* 1973 lorsque, pendant soixante et onze jours, il a occupé Wounded Knee, sur la réserve de Pine Ridge, où, le 28 décembre 1890, le 7e de cavalerie avait massacré hommes, femmes et enfants.

Depuis, raconte-t-il, *« j'ai échappé à huit tentatives d'assassinat, et j'ai été en prison comme politique. J'ai fondé plusieurs organismes amérindiens à travers le monde, dont la première organisation non gouvernementale (ONG) indigène auprès des Nations unies. Je resterai toujours un patriote amérindien, mais le cinéma est probablement le moyen le plus rapide de combattre le racisme des Américains à l'égard des Indiens ».*

Racisme également en vigueur, selon lui, sur le tournage du *Dernier des Mohicans*, à l'encontre des neuf cents acteurs, figurants et cascadeurs indiens engagés dans le film. *« Je tenais en particulier* [le coproducteur] *Hunt Lowry et surtout les assistants-réalisateurs pour responsables des mauvais traitements quotidiens. »* Il en a consigné le détail dans une plainte adressée à la Guilde des réalisateurs.

Dans le film, son personnage, Chingachgook disait à Œil-de-Faucon : *« La frontière avance avec le soleil, et, ce faisant, elle chasse l'homme rouge hors des forêts sauvages. Jusqu'au jour où il ne restera plus rien. Plus de frontière. Alors, notre race n'existera plus, ou ne nous ressemblera plus. La frontière, elle est pour mon fils blanc et sa famille. Et un jour, il n'y aura plus de frontière, et les hommes comme toi partiront à leur tour, et d'autres hommes viendront vivre et combattre... »*

Dans le version distribuée aux Etats-Unis, ce « discours sur le toit du monde » a été coupé. Russell Means l'a appris juste avant la première projection. *« Ça a été une horrible déception, mais j'ai mieux compris le métier du cinéma, que j'ai bien l'intention de continuer. »* En devenant aussi producteur, pour maîtriser l'intégrité des films auxquels il participera. Son premier projet : *Wounded Knee, 1973*, avec lequel il compte prendre à contre-pied les habitudes des cinéastes américains comme celles des spectateurs.

Russell Means est ainsi sans indulgence pour Robert Redford et Michael Apted, auteurs de deux films récemment consacrés aux questions indiennes, *Thunderheart* et *Incident à Oglala* (*le Monde* du 18 juin), et selon lui terriblement édulcorés. Quant au public américain, il *« ne veut pas se sentir coupable. Il veut se sentir bien.* Danse avec les loups, *qui était une sorte de Lawrence des Plaines, satisfaisait ce besoin ».* Dans *Wounded Knee*, Russell Means s'est juré de mettre en évidence le « vrai » rôle des Blancs.

HENRI BÉHAR

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

ARTS

Un peintre sans concessions

Une exposition pour rendre hommage à Jacques Villon, injustement oublié

JACQUES VILLON
à Sijean (Aude)

Une exposition dédiée à Villon : bonne occasion pour méditer sur l'inconstance de la gloire. Dans les années 50, il était tenu pour l'un des phares de la peinture française, et *les Cahiers d'art* publiaient ses propos après ceux de Braque et de Léger. Il justifiait l'hermétisme de son style par l'emploi du nombre d'or, du cercle chromatique et des mathématiques et passait ainsi pour un héritier de Seurat frotté de géométrie dans l'espace et d'algèbre. Il avait côtoyé les cubistes et le futurisme sans adhérer à aucun de ces deux mouvements. Il avait fondé celui de la Section d'or en compagnie de Kupka et de Gleizes, et méritait donc de figurer dans toute histoire de l'art moderne. Des frères Duchamp, Gaston Duchamp, dit Jacques Villon, était alors le plus illustre, bien plus que Marcel, qui avait conservé son patronyme de naissance et fait carrière dans le nihilisme et les échecs.

De nos jours, il reste si peu de sa notoriété qu'une exposition de ses œuvres, même brève, même incomplète, fait figure d'extravagance. Il faut donc s'y rendre d'autant plus vite. Ce qu'elle révèle ? Des tableaux dont les plus anciens sont antérieurs à 1914 – Villon était né en 1875 – et dont les plus tardifs datent des années 50 et qui cependant diffèrent assez peu les uns des autres. Il semble que Villon ait déterminé sa manière de façon à peu près définitive à l'époque de la Section d'or et de ses colloques à Puteaux. Et il semble que cette manière s'obtienne par addition de deux impératifs, la construction géométrisée et le chromatisme transposé.

Les lois du cercle chromatique

Têtes et objets des natures mortes s'organisent en volumes anguleux limités par des lignes tracées au crayon ou à l'encre. Le prisme et le tétraèdre dominent, si bien qu'un portrait et un paysage se métamorphosent en foisonnements de formes cristallisées. Le motif n'a d'intérêt aux yeux du peintre qui le représente que dans la mesure où il se prête à l'analyse, par décompositions et recompositions successives. *« Lorsque je fais des études directes*, disait Villon, *mes dessins suivent le mouvement intérieur, cette ligne intérieure de l'objet qui, comme une corde raide, lui donne une unité. Je fais, en somme, une analyse d'après nature, pour avoir le temps de réfléchir. »*

Le hasard et l'à-peu-près ont peu de part dans ces réflexions calculées et corrigées. Les traits sont d'une inflexible rectitude, les courbes obéissent au compas, et les angles à l'équerre. Il y a tant de méthode dans ces exercices de proportions et de rythmes que la peinture en garde comme un air de laboratoire ou de leçon d'optique physique.

La couleur les sauve d'une perfection par trop épurée – couleur étrange dont on a peine à croire qu'elle se justifie par les lois du cercle chromatique. On croirait plutôt que, jusqu'à ses dernières années – il est mort en 1963, – Villon est demeuré attaché aux élégances acidulées et chatoyantes que les nabis avaient perfectionnées à partir de la leçon de Gauguin, leçon qu'il connut de ses débuts parisiens. Le vert, Villon le préfère d'une crudité agaçante, qu'il avive encore au moyen des violets, de jaunes vifs et de bleus tantôt azur, tantôt pervenche. Un visage de femme qu'il a savamment découpé en facettes triangulaires et trapèzes symétriques, il le tatoue de stries multicolores. Une campagne, des arbres et des toits se parent de nuances rose thyrien très décoratives.

Dans l'emploi de ces harmonies rares, Villon démontre sa science, mais c'est la science d'une fantaisie. Le ton local, l'illusion de la lumière et de l'atmosphère, il ne les recherche pas, et, de même qu'il reconstitue les formes selon sa géométrie propre, il les pare de couleurs factices qui lui plaisent – parce qu'elles lui plaisent. Le résultat est déconcertant, oscillant entre le factice et le brillant.

Dans les meilleurs tableaux, dont un admirable paysage portuaire, on dirait du Bonnard, mais un Bonnard qui abuserait du tire-ligne. Dans d'autres, abstraits ou presque abstraits, le système se déploie sans retenue : entrecroisements d'obliques, éparpillement des couleurs en aiguilles et flèches qui parcourent la surface en tous sens, dissonances et déséquilibres dynamiques d'une étonnante vigueur. Dans les moins séduisants, les plus artificieux, les plus évidemment « machinés » pour l'effet, il reste à admirer la froide audace de Villon qui applique ses dogmes sans faillir, sans compromis ni adoucissement.

Interrogé sur Marcel Duchamp et le dadaïsme, il répondait ainsi : *« Je sais bien que l'art est un jeu, je sais bien qu'il est périssable, mais j'aime tout de même aller jusqu'au bout de la création. »* C'est ce qu'il a fait, aller au bout de sa création, quitte à se perdre parfois dans des complications qui peuvent paraître aujourd'hui aberrantes. Ce jusqu'au-boutisme esthétique lui a cependant suggéré quelques toiles fort belles : c'est assez pour le justifier.

PHILIPPE DAGEN

▶ **Lieu d'art contemporain, hameau du Lac, 11130 Sijean ; tél. : 68-48-83-62. Jusqu'au 30 septembre.**

Une garantie d'Etat pour les grandes expositions

Un système d'assurance devrait faire face à l'augmentation considérable du montant des primes

« Le siècle du Titien », au Grand Palais, une vaste « Rétrospective Matisse » à Beaubourg, telles sont les grandes expositions que nous promettent pour 1993 les cimaises des institutions nationales. L'actualité des arts suit ainsi son cours d'un pas de sénateur, apparemment indifférente aux inquiétudes du marché. Pourtant, derrière l'apparente sérénité du programme du Centre Pompidou, et de la Réunion des musées nationaux (RMN), régnait jusqu'à aujourd'hui une inquiétude secrète.

Les coûts d'assurance de certaines œuvres majeures n'appartenant pas à l'Etat français et qui devaient venir des grandes collections internationales rendaient impossible leur transport. Depuis des années, en effet, les primes demandées pour le transport des chefs-d'œuvre n'ont cessé d'augmenter pour devenir prohibitives, atteignant jusqu'à 30 % ou plus du budget de certaines manifestations de prestige.

Durant l'été, les services du ministère de la culture se sont donc livrés à des tractations toutes vénitiennes pour parvenir au projet de loi que devait adopter mercredi 26 août le conseil des ministres. Désormais, c'est l'Etat qui donnera sa garantie lorsque le coût des œuvres à assurer dépassera 300 millions de francs, seuil en deçà duquel la présence des courtiers et compagnies privées sera donc préservée.

Cette garantie sera réservée aux seuls établissements nationaux. S'il n'y a que des risques infimes d'accident, c'est bien en effet l'Etat qui sera financièrement responsable. Les collectivités locales organisant de telles expositions devront donc soit continuer à faire appel aux assurances classiques, soit mettre en place un dispositif comparable pour leur propre compte.

Le système de la garantie d'Etat, qui existait déjà aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, semble devoir faire école en Italie et en Espagne. Les responsables du projet, rue de Valois, imaginent déjà une garantie européenne qui compléterait les dispositions prévues en matière de circulation des biens. Maastricht, toujours Maastricht...

FRÉDÉRIC EDELMANN

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



Alicia Alonso.

LYON BIENNALE DE LA DANSE

La cinquième Biennale de la danse de Lyon, qui se déroulera du 12 septembre au 4 octobre, est consacrée à l'Espagne. Ce n'est évidemment pas une coïncidence. Après les grands courants de la danse moderne, en 1984, la danse expressionniste en 1986, «Quatre siècles de danse en France» en 1988 et «An American Story» en 1990, voici donc «Pasion de Espana» : vingt-sept compagnies, cent spectacles, trois bals, une Feria, des films, des expositions pour l'un des grands rendez-vous chorégraphiques européens.



D.R.

RENCONTRE avec Alicia Alonso

LE VISAGE STUPÉFIANT DE CUBA

Alicia Alonso est une des rares femmes au monde à diriger, après l'avoir créé, un ballet d'envergure internationale, celui de son pays : le Ballet national de Cuba. Héroïne de la danse – elle a inspiré les plus grands chorégraphes, comme George Balanchine, – héroïne de la Révolution – elle est l'amie de Castro et fut celle de Che Guevara, – elle revient avec sa compagnie, après huit ans d'absence, danser en France, à la Biennale internationale de la danse de Lyon. Des danseurs magnifiques aux cheveux et aux yeux noirs, à la peau ambrée. Elle, Alicia Alonso, dame de Cuba, est toujours sur scène, à soixante-douze ans, malgré sa cécité. Stupéfiante et fatale de beauté!

ÉLÉGANCE époustouflante. On ne s'attend pas à une allure si fière. La bouche, mobile, est aussi célèbre que celle de Joan Crawford, plus souriante, peinte du même écarlate que celui d'un rideau de scène. Alicia Alonso affiche avec une tranquille assurance un physique de star. L'essentiel pour elle est ailleurs : sur la scène, où elle danse avec le Ballet national de Cuba. Elle l'a fondé, en 1948, avec celui qui fut son premier mari, Fernando Alonso, danseur lui-aussi. Le ballet, en tournée en Espagne, s'est arrêté à Alicante. Il s'est produit le lendemain à Benidorm *(lire l'encadré page 12)*.

Alicia Alonso a décidé d'un rendez-vous dans la suite de son hôtel qui ressemble à un bunker. La danseuse est assise à contre-jour : rien dans son comportement, sa manière de vous suivre des yeux, ne laisse supposer qu'elle est aveugle, ou presque. Bagarre contre la cécité qu'elle mène sans faiblir depuis l'âge de vingt et un an. Perdre la vue ou danser : Alicia Alonso n'a jamais hésité. *«Au Théâtre des Champs-Elysées, en 1975, à chaque sortie de scène, dans les coulisses, des techniciens l'attendaient pour la guider»,* se souvient, émue, la chorégraphe Susan Buirge. *«Sa Giselle était de l'éther. On ne comprenait pas où elle prenait ses appuis.»*

Elle a fait du Ballet national de Cuba, le seul ballet classique d'origine espagnole, un des meilleurs du monde. Elle donne ses propres versions du répertoire, qui, aujourd'hui encore, font autorité. Simultanément, elle ouvre le ballet à la culture, au folklore et aux rythmes afro-cubains. A la culture yotruma, celles des Indiens d'avant la colonisation.

En 1959, elle accompagne la révolution de Fidel Castro et de Che Guevara : Cubaine, et fière de l'être! A défaut de La Havane, il était important de rencontrer Alicia Alonso en territoire espagnol, tant la terre de Christophe Colomb est viscéralement liée au continent sud-américain. La voix de la danseuse vibre quand elle évoque la bravoure du navigateur. La découverte, l'envie d'aller toujours plus loin, guide cette *pasionaria*. Désir d'autant plus fort qu'elle est née sous le signe d'un double enfermement : l'insularité et la cécité.

Il était dit aussi que la Révolution serait un thème majeur de son destin : elle a appris à danser grâce aux étoiles russes émigrées aux Etats-Unis après la Révolution de 1917; elle a mis son art, sans jamais lui faire perdre son éclat, au service de la révolution castriste. Cette fille d'un lieutenant de l'armée, dont les ancêtres sont venus de Santander, applique à sa vie une discipline de fer. Ses réserves d'énergie semblent inépuisables.

«Comment devient-on danseuse quand on naît à Cuba en 1921?

– J'ai commencé à l'école de ballet de la Sociedad Pro Arte Musica, à La Havane. Mais, très jeune, je suis partie étudier à New-York, accompagnée de Fernando Alonso. J'ai eu la chance de recevoir l'enseignement de tous les professeurs qui avaient un nom : celui de la Russe Alexandra Fedorova et aussi de l'Italien Enrico Zanfretta. A la fin des années 30, à New-York, il y a Mikhaïl Fokine, George Balanchine, Leonid Massine, Bronislava Nijinska, Antony Tudor, puis Jerome Robbins, Agnes DeMille : que des grands!

– On dit aussi que vous avez rencontré Antonia Merce, dite «La Argentina»?

– J'étais toute petite fille. C'était à La Havane. Mon professeur m'avait préparé une courte chorégraphie à danser en son honneur. Après son spectacle, j'avais été l'admirer dans sa loge. Il y avait foule mais elle m'a repérée : *«Viens ici, toi, la petite avec la grande bouche. Je te reconnais!»* J'espère qu'elle avait aussi remarqué ma manière de danser : elle avait beaucoup d'humour. Je l'aimais.

– Et George Balanchine, qui a créé pour vous, quel homme était-il?

– Balanchine a chorégraphié *Thème et Variations* pour Igor Youskevitch et moi : un duo très technique, très difficile. Avec lui, il fallait toujours danser à toute vitesse. Impossible de le prendre de front. Je lui disais d'une voix faible pour l'amadouer : *«Je ne peux pas le faire, mister Balanchine!»*, alors il soulevait plusieurs fois sa narine gauche et lançait très vite : *«Bon, ça va, ça va comme ça!»* A part cela, il était l'homme le plus calme du monde, il n'élevait jamais la voix. Il vous donnait l'impression de ne jamais s'intéresser à vous, mais rien de ce que vous faisiez ne lui échappait. Sa grande marotte : que l'on se contente de répéter ses mouvements. Jamais il ne parlait de danse. Moi, je n'aimais pas cela, j'éprouvais le besoin de regarder mon partenaire, de danser aussi avec les yeux. J'ai interprété beaucoup de ses ballets. M. Balanchine possédait une impressionnante culture du ballet.

– En 1948, alors que vous êtes une ballerine célèbre, soliste dans les plus importantes compagnies du monde, vous rentrez à Cuba. Pourquoi?

– Pour créer le Ballet de Cuba, avec Fernando Alonso, mon mari. Alberto Alonso, mon beau-frère, était le chorégraphe. En 1959, j'ai demandé à Castro de faire de notre ballet et école privés le Ballet national de Cuba. Nous avons alors obtenu les moyens d'entreprendre un vaste programme d'ouverture d'écoles dans toutes les provinces. Il s'agissait de repérer des talents, de former des danseurs. Tout au long de l'année, des équipes, sillonnaient le pays pour expliquer l'histoire de l'art, de la danse. Nous allions dans les usines, dans les champs de canne à sucre. Partout. Aujourd'hui, ce travail continue avec d'importants moyens audiovisuels. Résultat : si vous affichez *Giselle*, ou n'importe quel programme de notre répertoire, la salle est pleine à craquer. Actuellement, dans nos écoles, il y a un boom, de garçons : on en compte quarante rien que dans l'école de la province de Pinar-del-Rio!

– Travaillez-vous encore avec les personnes handicapées?

– Vous voulez parler du *Psycho Ballet?* Je l'ai créé, développé. Maintenant d'autres ont pris son destin en mains. Mais il existe toujours!

– Quel est votre souvenir de Che Guevara?

– L'homme le plus doux, le plus humain, le plus gentil que vous puissiez rencontrer. Et si honnête avec ça! Sa disparition a été non seulement une perte cruelle pour Cuba, mais aussi pour le monde entier. J'ai chorégraphié un ballet qui rendait hommage à sa liberté, à sa logique.

– Vous avez été un soutien du régime castriste : qu'en est-il aujourd'hui?

– J'ai soutenu un gouvernement, j'ai soutenu des idées, plus qu'un homme.

Propos recueillis par
DOMINIQUE FRÉTARD

Lire la suite page 12

هكذا من الأصل

D A N S E

E S P A G N E

Vitalité chorégraphique

DEUX YEUX NOIRS DERRIÈRE UN ÉVENTAIL

La danse n'est pas la moindre des disciplines artistiques qui ont marqué le retour de l'Espagne dans la communauté culturelle internationale. Dès le début des années 60, à Barcelone surtout, on a commencé d'apprendre et de représenter la danse contemporaine, après des années de repli sur un chimérique « espagnolisme ». Depuis bientôt vingt ans, de nombreux ballets compagnies se sont formés dans la capitale catalane, à Madrid, à Valence ; ils ont fait l'objet d'une reconnaissance internationale, dont témoigne la présence à Lyon de la plupart d'entre eux.

ISOLÉE par sa situtíon géographique, longtemps coupée du monde pour des raisons politiques, la péninsule Ibérique a eu bien du mal à suivre l'évolution artistique et les profonds changements du reste de l'Europe. Au moins n'existait-il pas de plus grand mystère que d'imaginer avec délectation une Europe prête à se laisser séduire par les deux grands yeux noirs brillant derrière l'éventail pyrénéen.

Pendant la dictature, de 1939 à 1975, le pouvoir totalitaire et centralisé s'en prit à la diversité culturelle des différents peuples qui composent l'Espagne. Il encouragea le stéréotype, qu'il prétendait représentatif, d'une supposée «culture espagnole». Les manifestations régionales qui s'écartaient de ce modèle furent ignorées, quand elles ne furent pas réprimées. Pour ce qui est de la danse, on promut un «espagnolisme» qui vulgarisait l'art au point de le convertir en produit de consommation facile.

Les Catalans furent les plus réfractaires à l'uniformisation. Leur forte conscience nationaliste s'est heurtée de plein fouet à la volonté centralisatrice. Ce n'est pas un hasard si la danse contemporaine, insolente et non-conformiste, a rencontré en Catalogne un climat particulièrement réceptif. Jusqu'aux années 30, Barcelone fut un centre de rencontre culturel de niveau européen. Sur ses scènes se succédèrent les danseurs de renommée mondiale tandis qu'accouraient de toute la Péninsule ceux qui recherchaient là un tremplin international.

Déjà, en 1912, on enseignait l'eurythmie d'Emile Jaques-Dalcroze à l'Institut catalan de rythmique et de plastique. Plus tard, le modernisme chorégraphique sera personnifié par Tortola Valencia, danseuse extravagante des années 20, qui connaîtra la renommée internationale et deviendra la muse de l'avant-garde barcelonaise. En 1931, Tortola s'affirme publiquement catalane et républicaine. Les courants de la danse moderne se seraient installés en Espagne si n'avait éclaté en 1936 une guerre civile qui allait reléguer le pays, quarante années durant, dans la coulisse de l'Histoire.

Il faut attendre les années 60 pour que la première – et timide – ouverture du régime franquiste produise ses premiers effets sur la société espagnole. On commence alors à enseigner les techniques contemporaines à l'académie privée d'Ana Maleras à Barcelone. Dans la même ville, l'Institut du théâtre, établissement public conforte peu après cette initiative en créant en son sein une section consacrée à la danse contemporaine.

Les premières compagnies ne tardent pas à naître et font bientôt leurs premières apparitions dans les festivals de danse à l'étranger. Le Ballet contemporain de Barcelone et Heura obtiennent des prix à Bagnolet et à Cologne. Simultanément, de nombreux élèves commencent à prendre contact avec les maîtres d'écoles célèbres en Europe et en Amérique. New-York et la compagnie de Merce Cunningham, Bruxelles (Mudra), Londres (The Place) sont les centres qui ont le plus influencé les principaux groupes de danse. Au début des années 80 s'ouvre sur le modèle américain un nouveau centre, La Fabrica (L'Usine). Cesc Gelabert et Lidia Azzopardi créent là un nouveau noyau d'influence. La Fabrica, comme, plus tard, la salle municipale Mercat de les Flors, contribuent positivement au développement de la danse.


CARME MASIA

Angels Margarit : « solo pour une chambre d'hôtel. »

Depuis le début des années 80, le nouveau service de la danse du conseil de la culture de la Généralité, le gouvernement autonome de Catalogne, canalise l'aide publique, toujours insuffisante, et dont ont bénéficié Ramon Oller et sa compagnie Metros. Lié au monde du théâtre folklorique catalan depuis sa plus tendre enfance, c'est le chorégraphe le plus extraverti et le plus audacieux de la scène espagnole. La thématique de ses œuvres s'inspire généralement du quotidien. Un sens particulier de l'humour rend ses compositions facilement accessibles, bien qu'elles exigent parfois une double lecture. Sans doute est-ce la raison pour laquelle on l'a considéré comme le Pedro Almodovar de la scène chorégraphique, comparaison encore renforcée par son goût pour l'étude de la complexité de l'univers féminin.

Un autre danseur a fait ses classes en Catalogne, même si aujourd'hui c'est surtout à l'étranger que Vicente Saez poursuit sa carrière. Maître de la danse pure, il combine la qualité du mouvement et une dynamique de haut niveau intégrée à des conceptions chorégraphiques très structurées. Ce fils d'Elche (province de Alicante) ne serait pas méditerranéen s'il ne donnait sa place à l'émotion. La couleur, une austérité parfois exagérée dans le mouvement, mais aussi un degré de motivation qu'il sait faire partager à ses interprètes font de l'œuvre de Saez une symbiose parfaite entre la rationalité nordique et l'individualisme méridional.

Si les compagnies catalanes d'avant-garde sont les plus présentes dans les rendez-vous internationaux, d'autres commencent à être créées dans plusieurs régions espagnoles. Madrid, siège des deux institutions nationales, le Ballet national espagnol et le Lyrique national, abrite aussi l'excellente compagnie que dirige Victor Ullate, tandis que la danse contemporaine se regroupe autour du Centre des nouvelles tendances scéniques, qui organise, entre autres, chaque année le Concours chorégraphique de Madrid et la saison « Danse Madrid ». De son côté, Valence crée « Danse Valence », un intéressant festival-marché-rencontre unique en son genre en Espagne.

Carmen, Don Juan, Don Quichotte, Goya... sont les noms d'une légende – pas toujours stimulante – que les quarante années de dictature franquiste n'ont pas précisément aidé à dépasser. Depuis le retour à la démocratie, les jeunes générations d'artistes espagnols sont avides d'expliquer au monde comment elles vivent cette transformation passionnante. Apparemment, le langage chorégraphique, langage visuel par excellence, leur correspond parfaitement ici, comme dans le reste du monde, elles qui ont grandi les yeux fixés sur le média le plus visuel de tous, la télévision.

MARJOLIJN VAN DER MEER

(Traduction de Philippe Bernard.)

RENCONTRE AVEC ALICIA ALONSO

Suite de la page 11

– Dans les années 1970-1975, le régime change : les amis d'hier, en désaccord, sont en prison, les homosexuels sont persécutés...

– Je n'approuve pas cet état de fait. La vie privée est la vie privée. Mettre les homosexuels en prison, au regard de ce qui se passe dans le monde, n'a aucun sens. Je pense que tout cela est terminé dans notre pays. Faisons le vœu que ces choses n'existent plus nulle part!

– Que faisiez-vous pendant la crise de la baie des Cochons?

– Nous étions en tournée en Hongrie, enfermés dans un train. Dans l'impossibilité d'avoir des nouvelles : nous devenions fous!

– Que pensez-vous de la situation actuelle?

– Le blocus rend nos conditions de vie très rudes. Les bateaux viennent jusqu'à nous, mais ne peuvent pas accoster. C'est incroyable, mais on survit. Nous ne voulons nous battre avec personne. Quelle est la raison de ce blocus ? Mon pays est-il si contagieux qu'il fasse peur à une nation si puissante?

– Faites-vous toujours partie de la Fédération des femmes?

– Tous mes efforts portent aujourd'hui sur la consolidation du ballet et de son environnement : l'entraînement des amateurs, les bourses pour l'étranger, le Musée de la danse, le magazine *Cuba dans le ballet*. Je m'occupe aussi des répétitions, des nouvelles chorégraphies : environ une quinzaine par an. Nos principaux chorégraphes sont Alberto Mendez, Ivan Tenerio, Alberto et moi-même.

– Quel répertoire avez-vous créé pour le Ballet national de Cuba?

– J'ai donné mes propres versions des grands ballets du répertoire : *Giselle*, *la Belle au bois dormant* que Rolf Liebermann m'a demandé de chorégraphier, en 1974, pour l'Opéra de Paris, *le Pas de quatre*. En 1972, j'avais dansé *Giselle*, toujours à l'Opéra, avec Cyril Atanasoff comme partenaire. Patrick Dupond jouait un page : toute sa famille s'était déplacée pour le voir! J'ai été très émue qu'Yvette Chauviré fasse ses adieux à la danse avec ma version de *Giselle*.

» J'ai dansé pour la première fois à Paris au Théâtre de Chaillot, en 1953. Et ma compagnie est venue pour la dernière fois en France, en 1984, au Théâtre des Champs-Elysées.

– Jorge Esquivel a-t-il été votre meilleur partenaire dans *Giselle*?

– Hum! Je ne citerai pas de nom. Comme ils devaient comprendre ma conception du personnage féminin, chacun, à sa manière, adaptait sa personnalité au rôle d'Albrecht.

– Avez-vous jamais dansé avec Rudolf Noureev?

– Pour la première fois, l'an dernier, au Festival de Majorque : nous avons interprété *le Poème de l'amour et de la mer*, d'Amédée-Ernest Chausson, chanté par Victoria de Los Angeles.

– Votre ballet a-t-il une spécificité cubaine?

– Très tôt, j'ai voulu introduire des éléments du folklore, des danses populaires, mélangeant les influences hispaniques et africaines de notre culture. A l'exemple de *El Rio y El Bosquete*, *la Rumba*, *Rîtmicas*... J'ai écrit mon dernier ballet sur une musique du compositeur américain, Louis Moreau Gottschalk, originaire de La Nouvelle-Orléans : il a été le premier à introduire dans une symphonie des tambours cubains. Cette pièce musicale s'appelle : *la Vie des tropiques*.

» Le programme que nous donnerons à la Biennale de Lyon possède un parfum espagnol. Nous danserons *Noces de sang* de Gadès, *Don Quijote*, *Majisimo*, *la Maison de Bernarda*, *le Grand Pas* de *Paquita*. Je danserai quelques extraits de *Carmen*, le ballet qu'Alberto Alonso a créé pour Maïa Plissetskaïa.

– En France, aujourd'hui, il y a un grand débat sur l'avenir du ballet classique : quel est votre avis?

– Premièrement, je pense que la technique classique est une base pour toutes les danses. Deuxièmement, le classique ne peut s'envisager qu'à un très haut niveau d'interprétation. Quand les danseurs sont au sommet de leur art, ils remplissent les salles du monde entier avec *le Lac des cygnes* ou *Casse-Noisette*. Ces ballets ont gagné leur place dans le cœur et la culture des humains. L'important est aussi de savoir créer de nouveaux ballets, s'ouvrir à l'esprit de son époque. A la vie.

» Le classique « à la cubaine » ? La technique est la même dans toutes les écoles. Mais la façon d'enchaîner les mouvements pendant la classe quotidienne donne au corps des habitudes et des réactions différentes. Difficiles à exprimer avec des mots car le ballet est un art visuel. Disons qu'il y a une interprétation des rôles qui nous est personnelle. Nous essayons aussi de privilégier une interprétation musicale où la danse s'exécute sur la mélodie, et non pas sur les accents.

– Aimez-vous danser la rumba africaine ou le boléro espagnol?

– Evidemment! J'aime tout danser. Mais c'est rare de rencontrer quelqu'un qui sache mener une bonne rumba.

– Le Tropicana, célèbre night-club d'avant la révolution, existe-t-il toujours?

– Il a rouvert, il y a trois ans. C'est un endroit magnifique, en plein air, planté d'arbres centenaires. Il faut venir à La Havane au moment du Festival de danse!

– Danser alors que vos yeux sont très mauvais, que vous avez été opérée des dizaines de fois, n'est-ce pas une expérience, douloureuse mais unique, qui vous permet de trouver l'énergie pour être aujourd'hui sur scène?

– Chacun d'entre nous, ou presque, se bat quand il voit que quelque chose va détruire sa vie. Le combat vous rend, chaque jour, plus amoureux de la vie. Mes yeux m'ont donné plus de discipline, plus de concentration. Il fallait que je trouve comment continuer à danser, que je me tourne vers l'intérieur de moi-même. La danse est un travail mental avant d'être une technique. Je mesure tout avec mon corps et ma tête. Ainsi je prends possesion de l'espace et je danse librement. Car pour danser, il faut être libre.

– Et votre vue, comment va-t-elle?

– Disons qu'elle est loin d'être parfaite!»

Propos recueillis par **DOMINIQUE FRÉTARD**

Un cygne à Benidorm

DES tours de béton construites jusque dans la mer. Des restaurants, des discothèques, des magasins étalés sur le trottoir, et, au milieu de tant de laideur, le parc de l'Agüera, théâtre de plein air réalisé par Ricardo Bofill, incongru. Etonnement de voir tant de spectateurs sur les gradins de pelouse pour assister à un programme du Ballet national de Cuba taillé sur mesure pour des touristes : rien que des pas de deux, des extraits, bref, du spectaculaire!

Les stars de la compagnie sont au rendez-vous : Loipa Araujo, Marta Garcia, les frères Salgado, Francisco et Orlando. Des étoiles qui ont des rides – on ne part pas à la retraite à quarante ans dans cette institution – voisinent avec de très jeunes danseurs : la compagnie compte cent cinquante membres. soixante-dix seulement sont en Espagne. Ce n'est déjà pas mal!

Bodas de sangre, *Diane et Acteon*, *Majisimo*, *le Pas de deux de la Belle au bois dormant*, le *Grand Pas* de *Paquita* : le niveau est excellent et le travail d'interprétation très fouillé. Lienz Chang, Cubain de père chinois, a particulièrement attiré l'attention. Splendide sauteur, un dieu qui aurait séduit Diaghilev!

Quand soudain apparaît Alicia Alonso. Silence et émotion. Elle interprète, avec Orlando Salgado, l'adage de l'acte II du *Lac des cygnes*. On est frappé par la longueur inhabituelle des attaches des chevilles. Une forme rare qui amplifie les mouvements, glorifie des pointes qui jamais ne tremblent. Les bras sont délicats, sans aucun maniérisme. La ballerine est prise dans un halo bleu. La scène devient surréelle. Le public est fervent, conscient d'assister à un moment unique. Alicia Alonso glisse sur le plateau, plus légère que la plume de son diadème : cette femme sait quelque chose de l'éternité. Deux Français en vacances – l'un dirige une école de danse au Mans, l'autre est psychanalyste – vont, dès la fin du spectacle, rejoindre les fans qui guettent la sortie de l'étoile pour des autographes, ou juste pour l'apercevoir d'un peu plus près. Certains arriveront à se faire prendre en photo avec Elle. Alicia Alonso s'éloigne au bras de son mari, son deuxième mari, Pedro Simon, écrivain. Deux grands de Cuba et d'Espagne.

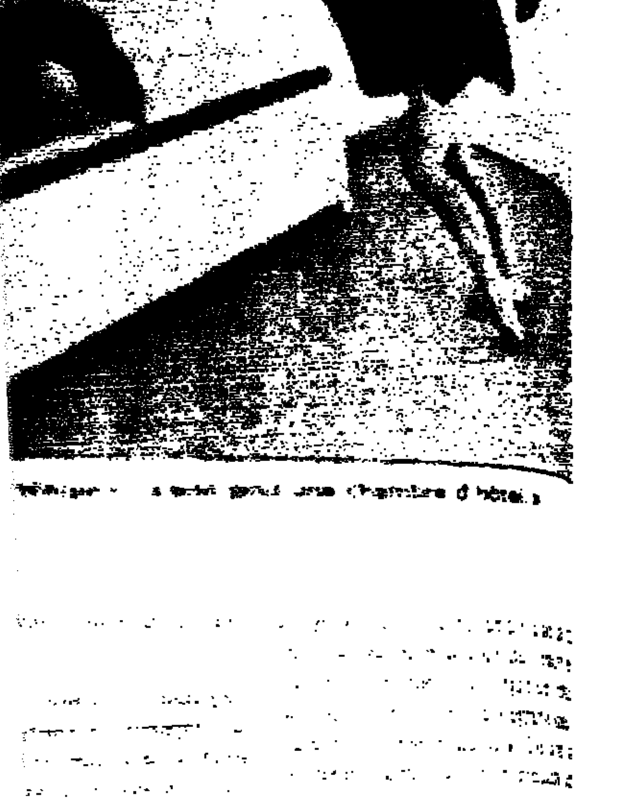
D. F.

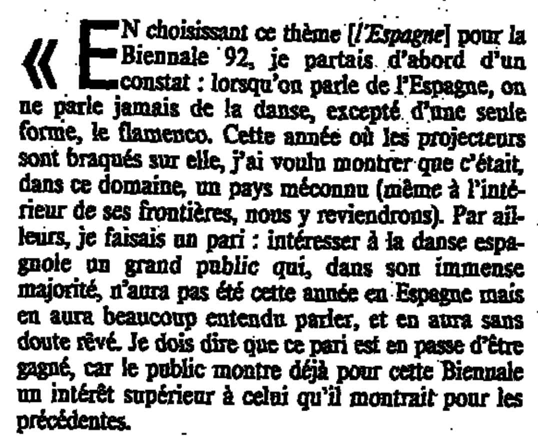
RENCONTRE avec Guy Darmet



LA FÊTE SOUS LE SIGNE DE LA PALOMA

La cinquième édition de la Biennale de Lyon est consacrée à l'Espagne. Quand tous les projecteurs ont été braqués sur un pays pendant de si longs mois, à l'occasion de l'Exposition universelle et des Jeux olympiques, il peut paraître difficile de passer le dernier. Mais Guy Darmet, fondateur et directeur de la Biennale, est sûr de ses découvertes et de la curiosité de son public pour une discipline qui ne se résume, bien sûr, pas au flamenco. Il espère même qu'un peu de l'esprit, du goût pour la fête que manifestent avec passion les Espagnols, enflammera la capitale rhônalpine.





« EN choisissant ce thème [*l'Espagne*] pour la Biennale 92, je partais d'abord d'un constat : lorsqu'on parle de l'Espagne, on ne parle jamais de la danse, excepté d'une seule forme, le flamenco. Cette année où les projecteurs sont braqués sur elle, j'ai voulu montrer que c'était, dans ce domaine, un pays méconnu (même à l'intérieur de ses frontières, nous y reviendrons). Par ailleurs, je faisais un pari : intéresser à la danse espagnole un grand public qui, dans son immense majorité, n'aura pas été cette année en Espagne mais en aura beaucoup entendu parler, et en aura sans doute rêvé. Je dois dire que ce pari est en passe d'être gagné, car le public montre déjà pour cette Biennale un intérêt supérieur à celui qu'il montrait pour les précédentes.

» En 1990, dès la première semaine de juillet, nous avions atteint 45 % de nos objectifs de vente de places, fixés à 4 millions de francs. Cette fois-ci, à la même date, nous arrivions à 60 % de ces objectifs, fixés à 5 millions de francs. Il faut préciser que cette demande ne concerne pas seulement les « grosses machines » comme le Ballet de l'Opéra de Paris et le Ballet national d'Espagne, mais aussi des compagnies inconnues qui passent à 18 h 30...

» J'ai commencé à travailler à la programmation dès le lendemain de la clôture de la Biennale précédente. En passant, pendant près de deux ans, une semaine par mois en Espagne. En profitant notamment des fêtes votives traditionnelles, afin de donner à nos manifestations un caractère festif auquel je tiens beaucoup – il y a chez nous davantage de bals que de colloques, c'est un choix...

» La fête est permanente en Espagne, et elle est faite avec esprit, sans excès. Comparez la Feria de Séville et celle de Nîmes : dans l'une on sait boire et s'amuser ; dans l'autre, le spectacle de la rue est consternant. J'ai été fasciné par les Fallas de Valence, la plus belle fête d'Espagne – peu connue des étrangers, peut-être parce que Valence veut se préserver. Pendant deux jours, cent mille personnes (soit 10 % de la population), hommes, femmes et enfants, défilent en costume, portant des milliers de bouquets de fleurs qui vont habiller le gigantesque manteau de la Vierge, devant la cathédrale, tandis que les *bandas* jouent *Valencia*. Les *fallas* sont des sculptures en carton de deux à sept étages, immenses, payées par les habitants des rues et des quartiers réunis en confréries : le 19 mars, elles sont toutes brûlées. Des pétards éclatent à chaque seconde, sans parler des feux d'artifice, dont certains de jour, les *mascletas*. Des bruits et des rythmes qui procurent une véritable émotion esthétique.

» Dans tous les villages, il y a des fêtes traditionnelles où la danse populaire est présente : jotas, fandangos, sardanes, danses de société ou de salon comme on peut en voir dans la fameuse « Paloma » de Barcelone.

» Le schéma des biennales de Lyon est toujours à peu près le même : il s'agit de raconter une histoire, donc de présenter les traditions, les grands thèmes, les grands mythes, et s'ouvrir à la danse contemporaine. Pour la partie « historique », nous essayons de remonter le plus haut possible. Francine Lancelot et Ana Yepes ont conçu un spectacle sur l'époque baroque. Elles ont trouvé peu de matériaux, et confient avoir travaillé beaucoup sur l'intuition ; la famille Yepes – (Narciso, guitare ; Ignacio, flûte ; Ana, chorégraphe et danseuse) – parcourt, dans sa soirée « Divertissement sur la musique et la danse anciennes », sept siècles, du Moyen Age à Manuel de Falla. Au dix-septième siècle se produisent des échanges entre les cours de France et d'Espagne : on retrouve le baroque français, mais avec des mouvements des bras et des frappements de pieds sur le sol qui sont typiquement espagnols.

» Le romantisme, c'est l'apogée de l'*escuela bolera*, la tradition la plus pure, à bien des yeux la plus belle de toute la danse espagnole. Elle ne survit aujourd'hui qu'entre les mains d'une seule famille, les Pericet – deux frères et deux sœurs, – d'un enseignant à Madrid et d'autres en Argentine. C'est dans l'école *bolera* que les chorégraphes étrangers, Bournonville et plus tard Petipa pour ne citer que les plus célèbres, ont pris les « divertissements espagnols » de leurs ballets ; toutes les stars de l'époque romantique, Fanny Essler, Marie Taglioni, Lucile Grahn, ont inscrit à leur répertoire des danses boleras et y remportaient des triomphes. Il est ahurissant d'apprendre que les Pericet n'ont cette année aucun contrat en Espagne – une preuve entre cent de cette méconnaissance dont je parlais tout à l'heure.

» Il n'existe pas, en Espagne, de compagnie de ballet classique (c'est-à-dire dansant *le Lac des cygnes* et autres héritages de la fin du dix-neuvième siècle). Le grand ballet classique du monde hispanique, c'est donc celui de Cuba ! La Biennale était l'occasion de montrer sa version de *Don Quichotte*, jamais vue en France et dont on dit qu'elle est « la plus russe » – elle est signée de trois chorégraphes cubains d'après Petipa et Alexandre Gorsky. C'était aussi le moment de rendre hommage à Alicia Alonso, sa directrice, ballerine qui est un phénomène de longévité : à soixante-douze ans (dit son passeport) ou soixante-seize (dit-on), elle dansera des extraits du pas de deux de *Carmen*, le 1er octobre, dans un second programme comprenant aussi *Noces de sang* d'Antonio Gadès ; *la Maison de Bernarda Alba*, d'Ivan Tenorio ; *Majisimo* de Jorge Garcia et le grand pas de *Paquita*, de Petipa.

» Le Ballet national d'Espagne ? C'est une compagnie « folklorique » de soixante danseurs dont le rôle est de présenter du flamenco, quelques bribes d'école *bolera* et du « classico espagnol », c'est-à-dire des ballets inspirés par des grands musiciens classiques comme Albeniz ou Falla, et dont les chorégraphies sont très influencées par la tradition espagnole tout en flirtant avec le ballet classique... Cette troupe attire un public considérable à travers le monde ; son triomphe absolu est le *Boléro* de Ravel, dans une version de José Granero – décor kitsch, garçons en cuir noir, filles en somptueuses robes rouges. Ce sera, je l'admets, ma concession au succès.

» Quant aux danses populaires traditionnelles, j'ai eu la confirmation à Avignon, avec les spectacles amérindiens, qu'elles ne sont pas faites pour un théâtre, devant un public assis. Il faut les partager, les vivre. A la Biennale, les sardanes seront dansées devant la cathédrale, les jotas et les sévillanes sur une place du Vieux Lyon, le jour de la Feria (20 septembre). Pour la première fois, j'essaie de mettre tout un quartier en fête : habitants, commerçants, restaurants seront à l'heure espagnole en décorant leurs fenêtres ou leurs vitrines, en servant des paellas, des *tapas*... Onze lieux seront animés en permanence. Ceux qui veulent vraiment participer pourront apprendre la sévillane et la sardane dans des stages, au cours des deux premiers week-ends.

» Le flamenco, qui est la forme de danse la plus célèbre mais aussi la plus difficile à appréhender, aura, bien sûr, une place importante. Sous ses deux aspects : le ballet-théâtre flamenco, popularisé par Antonio Gadès et aujourd'hui par son héritière Cristina Hoyos, et le *flamenco puro*. Pour celui-ci, faire un choix est une tâche ardue car il est impossible de recueillir des avis convergents : tel danseur porté aux nues par certains est déclaré nul par d'autres. Le seul qui fasse à peu près l'unanimité est « El Farruco », « le roi gitan », qui viendra avec sa famille, dont un garçon de huit ans absolument époustouflant, déjà désigné comme son successeur. Nous aurions sûrement réalisé de plus grosses recettes en les présentant dans un théâtre de mille places, mais ce serait trahir le flamenco, qui est fait pour le café-concert, c'est une tradition qui remonte au début de ce siècle. Il sera donc présenté dans le Café cantante, aménagé dans l'ancienne Maison de la Danse : trois cent places, autour de petites tables où seront servies pendant le spectacle tapas et boissons. La nouvelle génération du *flamenco puro* sera représentée par Javier Baron, Javier Latorre et Juana Amaya, vingt-cinq ans, baptisée « El tigre del Bengala » et « El Stromboli » par la presse de Séville...



FRÉDÉRIC JEAN

Guy Darmet.

» J'ai demandé à divers chorégraphes et compagnies d'apporter les œuvres de leur répertoire inspirées par l'Espagne. Nous verrons trois *Carmen* : celle de Roland Petit, par le Ballet de l'Opéra de Paris (avec *le Tricorne* ; de Massine), celle de Mats Ek par le Ballet Cullberg (avec *la Maison de Bernarda*, également de Mats Ek) et celle de Dominique Boivin, qui sera une création mondiale. Bouvier et Obadia donnent leur *Plein soleil*, Jean-Claude Gallotta sa *Légende de don Juan*. J'ai également passé commande à Christine Bastin et à la Lyonnaise Véronique Ros de La Grange, qui s'inspirent du thème de la tauromachie.

» On découvrira la danse contemporaine espagnole avec neuf jeunes compagnies, en majorité jamais venues en France. La situation de la jeune danse en Espagne est comparable à celle qui régnait en France jusqu'au début des années 80 ou à celle de New-York aujourd'hui : extrêmement précaire. Recevoir une subvention de 1 million de pesetas (environ 50 000 francs) est une aubaine exceptionnelle. Le salaire moyen des danseurs équivaut à 1 500 francs par mois... Seule la Catalogne consent une aide un peu plus substantielle ; aussi, sur les neuf chorégraphes invités, sept viendront de cette région, contre un seul de Valence et un seul de Madrid. Avec une reprise de *Belmonte*, son œuvre majeure, je donne un coup de chapeau à Sesc Gelabert, mal-aimé en France mais chez qui sont passés tous les jeunes chorégraphes d'Espagne, comme élèves ou comme danseurs.

» Le gala d'ouverture est une tradition désormais établie de la Biennale. J'ai souhaité que s'y rencontrent de grands danseurs de l'Opéra de Paris et du monde hispanique dans des pas de deux du répertoire classique aux couleurs de l'Espagne, sans oublier le domaine contemporain. Patrick Dupond et Monique Loudièes dansent *Don Quichotte* ; Agnès Letestu et José Martinez *Esmeralda* ; Julio Bocca et Eleanor Cassano un tango hommage à Astor Piazzolla ; Nacho Duato et Catherine Allard *A cor perdute* ; Marie-Claude Pietragalla, Kader Belarbi et Pierre Darde *Arrastre* (de Pierre Darde). Maguy Marin nous offre une création, un duo pour Belarbi et Wilfrid Romoli. Olivia Granville danse sa variation extraite de *Necesito* de Dominique Bagouet ; Jean Guizerix la *Chaconne* de José Limon ; Joachim Cortés le fameux *zapateado* de Vincente Escudero...

» Parmi les manifestations parallèles, je souligne le programme cinéma conçu par l'Institut Lumière, de Bunuel à Almodovar, et la première exposition spécifiquement consacrée aux dessins de Picasso pour *le Tricorne* ; les peintres contemporains espagnols étant représentés dans plusieurs galeries.

» Une partie de la Biennale m'est chère, ce sont les bals. Ils ont été instaurés en 1990, à la suite d'une réflexion d'un spectateur de 1988 : *« Cette Biennale était formidable, mais on n'a pas dansé... »* Trois bals costumés sont organisés cette année : la Paloma paso-tango ; la Paloma rumba et la Paloma salsa. Costumes suggérés : les années 50 « à l'espagnole » pour le premier ; toutes les « espagnolades » imaginables pour le second, les Caraïbes pour le troisième. Tous présenteront des attractions, notamment le stupéfiant groupe théâtral La Cubana, de Barcelone.

» Je souhaite que règne dans cette Biennale ce qui m'a le plus marqué au cours de mes voyages en Espagne : ce sens de la fête que nous avons perdu. Mais je crois ressentir dans Lyon une attente impatiente pour le retrouver. Et j'espère surtout qu'après Séville, qui montre la technologie, et Barcelone, bouleversée par les Jeux olympiques, cette Biennale de Lyon donnera une autre idée de l'Espagne. »

Propos recueillis par **SYLVIE DE NUSSAC**

Programme

Halle Tony-Garnier : le 12 septembre, à 20 heures, gala d'ouverture, sous la présidence de Paloma Picasso et de Miguel Bose. De très nombreuses étoiles du classique et du contemporain dans des pièces espagnoles. Du 16 au 19, à 20 h 30, Ballet national d'Espagne. Du 29 septembre au 1er octobre, à 20 h 30, Ballet national de Cuba.

Théâtre du Huitième : le 16, à 20 h 30, Ris et Danceries (baroque espagnol). Du 20 au 22, à 20 h 30, Jean-Claude Gallotta dans *Don Juan*. Les 27 et 28, à 20 h 30, compagnie Gelabert-Azzopardi. Du 2 au 4 octobre, à 20 h 30 (dimanche à 15 heures), Ballet de l'Opéra de Paris.

Maison de la danse (réservée au flamenco) : le 15, à 23 heures, El Farucco y su Grupo. Du 17 au 19, à 23 heures, Javier Baron. Du 24 au 26, 23 heures, Juana Amaya. Du 1er au 3 octobre, à 23 heures, Javier Lattore.

Théâtre des Célestins : le 13, à 17 heures, les 14 et 15, à 20 h 30 l'Escuela Bolera de la famille Pericet. Le 20, à 17 heures, le trio Yepès.

Théâtre de Lyon : les 16 et 17, 20 h 30, compagnie Ros de la Grange. Du 25 au 27, à 20 h 30, compagnie Tomeo Verges.

Théâtre des Ateliers : du 16 au 19, à 18 h 30, Ola et Tse. Du 23 au 26, à 18 h 30, compagnie Mudances-Angel Margarits. Du 30 septembre au 3 octobre, à 18 h 30, compagnie Bubulus.

Transbordeur : les 22 et 23, à 20 h 30, compagnie l'Esquisse de Bouvier-Obadia dans *Plein Soleil*.

Les bals : le 19, paso-tango avec l'orchestre de Didier Roussin. Le 26, rumba avec le groupe Armadillo. Le 3 octobre, salsa avec les Cubains NG La Banda. Tous les bals ont lieu de 22 heures à l'aube. Ils sont placés sous la responsabilité de Michèle Luquet.

TNP-Villeurbanne : du 24 au 26, à 20 h 30, Ballet Cullberg. Du 30 septembre au 2 octobre, à 20 h 30, Ballet Cristina Hoyos.

Salle Gérard-Philipe-Villeurbanne : du 23 au 25, à 20 h 30, 10 y 10 Danza.

Le Radiant-Caluire : les 14 et 15, à 20 h 30, compagnie Vincente Saez. Les 18 et 19, à 20 h 30, compagnie Mal Pelo. Le 23, à 20 h 30, compagnie Beau Geste, de Dominique Boivin.

Théâtre de la Renaissance-Oullins : les 2 et 3 octobre, à 20 h 30, compagnie Christine Bastin.

Théâtre Copeau-Saint-Etienne, les 25 et 26, à 20 h 30, compagnie Ramon Oller.

Auditorium Maurice-Ravel : le 23, à 15 heures, Ciudad de Sevilla.

Musée historique des tissus : du 12 septembre au 4 octobre, du mardi au dimanche inclus, de 10 heures à 17 h 30, exposition des costumes de La Argentina, 34, rue de la Charité, 69002 Lyon. Mais aussi expositions d'art contemporain espagnol dans différentes galeries lyonnaises.

Fnac-Bellecour : exposition de photos de Martine Voyeux, spécialiste sensible du flamenco et de l'Andalousie, 85, rue de la République, 69002 Lyon.

Biennale de la Danse : Maison de Lyon, place Bellecour, 69002. Tél : 72-41-00-00 ou 3615 code LYON.

D I S Q U E S

« GOOD NEWS »
le dernier album de Carmel

MISS McCOURT RADICALE ET SOURIANTE

Trio anglais par leurs mères, irlandais, jamaïcain ou guyanais par leurs pères, les musiciens de Carmel appliquent la recette de l'éclectisme pop, de l'afro-caribéen au gospel ou raggamuffin. Rencontre avec Carmel McCourt en attendant le retour sur la scène parisienne, en octobre prochain, de la chanteuse sans peur et sans reproche.

CARMEL McCOURT a de l'énergie. Blonde, les cheveux courts, elle balance entre anxiété et décontraction. Il émane d'elle une évidente envie de vivre sa vie en rythme. *Good News*, le sixième disque du groupe qui porte son nom (un trio, avec Jim Parris à la basse, Gerry Darby à la batterie, épaulé au gré des albums par une bande de joyeux lurons) témoigne d'une vitalité sans partage, d'un esprit d'aventure forgé aux alentours des usines sidérurgiques de Scunthorpe, en Angleterre, où la musique tient lieu de terrain de jeu pour gosses insoumis.

Carmel McCourt n'est pas une débutante. Son premier album, *Carmel*, date de 1981, et son premier succès, *Bad Days*, une chanson rêveuse qui tire vers le gospel, de 1983. L'histoire discographique de Carmel est semée de 45 tours à succès, de classements dans le «Top 50» et les hit-parades européens : *More, More, More*, musclé aux cuivres (1984), *Sally* (1985) et, dans la foulée, un duo en or avec Johnny Hallyday, *J'oublierai ton nom*. Aux rayons des longs formats, trois albums pour London Records [produits par Mike Thorn, dont le fulgurant *The Drum Is Everything* en 1984, puis par Brian Eno, le tout compilé sur un quatrième. *«Avant ça, nous avions enregistré un mini-album en trio chez Red Flame.* Good News *est donc notre sixième album, et le premier chez EastWest Records»*, label de dimensions moyennes, filiale à vocation européenne de WEA.

Carmel et ses deux compères travaillent à façon. *«Warner voulait sortir l'album tout de suite. Mais nous préférions travailler avec un plus petit label. Je crois qu'ils ont eu du mal à comprendre. Mais cet album est comme nous le voulions. Il marque une progression, il est plus large, plus ouvert. Il sonne plus naturel que les autres»*. Pochette colorée – trois figurines, une rousse et deux Noirs, sur fond de carte de l'Europe, – allure décontractée et langue bien pendue : si, par le passé, le groupe n'a pas toujours su éviter les excès de mièvrerie et un certain empâtement, *Good News* renoue avec ses premières amours, une vigueur sincère et sans ambages («le Monde Arts et Spectacles» du 2 juillet 1992). Les quinze titres de *Good News* ont été enregistrés (les bases en prise directe et en cinq jours – émotion oblige) et mixés à Munich sous l'œil vigilant du bassiste Jim Parris, transformé en producteur. De *Java* (le nom de la femme de Jim) sur fond de rythme afro-antillais à *Letter to Margaret*, lettre assassine à l'intention de Margaret Thatcher, en passant par *Good News*, ballade soul, ou *You're on My Mind*, séquence raggamuffin menée de main de maître avec le «toaster» Crazy Joe, l'album, truffé de références aux aînés (Sonny and Cher, les Doors, Piaf), est un bel exemple d'éclectisme contrôlé.

Des influences? *«Plein. Mais il faut du temps à la musique pour bien se mélanger. Java, le premier titre, comme d'ailleurs une grande partie de notre musique, est basée sur le high-life africain»*. *«J'adore le high-life»*, continue Carmel, qui se souvient de ses premiers pas musicaux à l'Art Scool de Manchester. Ses deux compères d'aujourd'hui, Jim (père guyanais, mère anglaise), Gerry (père jamaïcain, mère anglaise) y avaient fondé les Bee Vamp, un groupe de rock ouvert, qui invitait chaque semaine de nouvelles têtes. *«On adorait jouer des percussions et de la batterie à Manchester, apprendre les rythmes algériens, ghanéens. C'est une très bonne base. Les profs étaient formidables, beaucoup plus âgés que nous, mais pleins d'expérience. Aujourd'hui, je commence tout juste à comprendre la beauté des rythmes latins, bien que je ne les ai jamais étudiés. Auparavant, j'associais cette musique aux films de Hollywood* – «Hollywood people, horrible people!», – *tous ces gens horribles, les faux sourires, la vanité. Mais j'ai découvert une musique merveilleuse qui incite à la danse.»*

La danse. La transe collective. Sur scène, Carmel McCourt (père irlandais, mère anglaise) a la foi des *prédicateurs* d'église, la souplesse du rhythm'n'blues. Le groupe est un pur produit d'une Angleterre aux couleurs mélangées. *«Je suis mi-irlandaise, mi-anglaise, mais je me sens plus proche de l'Irlande. J'y trouve plus d'énergie, de bonne humeur. Une de mes sœurs (nous sommes six enfants, dont cinq filles), la plus irlandaise de toutes, est celle que je préfère retrouver. Elle adore la vie. Faire les choses plutôt qu'en parler. J'étais une fervente croyante quand j'étais enfant, et je chantais dans les chorales d'église. Chez les Irlandais, il fallait fournir une nonne et un prêtre à chaque génération pour soutenir l'Eglise. Heureusement, je suis née plus tard. De toute façon, je préfère la scène à l'église, c'est plus spirituel»*.

Good News donne des nouvelles du monde. De la politique. De la religion. De l'amour et du rapport entre les deux sexes. Le ton est celui du défi. L'ex-premier ministre anglais, qualifié de menteuse et de *«no woman»*, en prend pour son grade : *«Je n'aimais pas Thatcher, je n'aime pas les politiques en général. Thatcher rôde toujours là, tout près, même si elle ne fait plus partie des dix personnalités politiques les plus en vue en Angleterre. D'ailleurs, c'est aujourd'hui que les pires effets de sa politique se font sentir. Beaucoup de mes amis sont des gens très pauvres, et c'est vraiment dur pour eux. Il faut payer pour tout ce qui était gratuit autrefois. Les gens deviennent cupides, le mécontentement est général. Mais en tout cas je crois que les artistes n'ont pas leur place dans les affaires de gouvernement; le pouvoir amène la corruption.»*

Le partage, le sens de la communauté. Dans le titre-phare, *Good News*, Carmel, qui s'en prend au pape (Vatican, charlatan) en appelle au Christ, ultime et symbolique rempart aux travers d'un monde de plus en plus inégalitaire. Son image du Christ à elle, la chanteuse que le monde félicite d'avoir une voix noire (*«C'est peut-être vrai, mais bon...»*), est à double sens. *«Son visage exhale la compassion, l'attention, la tendresse, la chaleur. Mais je vois aussi quelque chose de beaucoup plus dérangeant : un homme maigre aux vêtements déchirés, sale, avec une expression terrible sur le visage, la résignation. Pour les Noirs américains, Marie est noire; pour les Irlandais, elle est irlandaise, etc. Chacun façonne ses idoles à son image»*. Carmel a la spiritualité robuste des femmes de terrain. Son bâton de pèlerin, la chanson, s'inspire plus des prêches d'espérances profanes et charnelles. *«Le jazz est pour moi*, précise Carmel, *un des sommets de la spiritualité. Quand on entend jouer Ornette Coleman, qu'il développe une mélodie, il est tellement dans sa musique... Les vieux disques de Charlie Mingus sont extraordinaires. Il est tellement ému, il dirige son orchestre, joue de la contrebasse, il chante; il y a cette voix de blues qui sort. Le jazz illustre vraiment l'esprit des musiciens qui jouent ensemble, le moment où il se passe quelque chose. On retrouve tout ça dans le gospel.» Idem* pour Ravi Shankar. *«Il est formidable. Si j'avais à choisir une catégorie – les gens du marketing en ont besoin pour savoir dans quel bac mettre les disques – je mettrais les nôtres dans le rayon folk. Mais me retrouver avec Philip Glass et Ravi Shankar serait le couronnement de ma carrière...»*



Carmel. D. R.

Pour le moment, Carmel a décidé de s'installer à Paris. *«Mon père a fait le voyage d'Irlande en Angleterre, je peux bien traverser la Manche.»* Motifs : l'envie du changement, le succès rencontré ici et la culture française, avec ses mots qui *«sonnent mieux»*, dont Carmel (le groupe) a parsemé les paroles de *Java*. *«Tomber», par exemple, c'est joli, non? Et puis Edith Piaf a été mon mentor. A douze ans, je l'ai vue pour la première fois à la télévision. Ça a été un choc. J'ai rêvé qu'elle venait près de mon lit, mais elle ne chantait pas vraiment. Elle faisait juste des exercices pour la voix, des gammes. Quand elle montait, on avait l'impression que la voix suivait une progression naturelle au lieu de grimper pour de vrai. Et moi, j'adore chanter fort. Dans le chœur, à l'église, on ne chantait que du classique, des trucs anglais, du Haendel, des messes en latin; rien à voir avec le gospel. Mais un jour, pendant une cession d'enregistrement, Jim est venu dans le studio. Il m'a montré la table de mixage avec les vu-mètres et il m'a dit : «Ecoute, tout ce que tu as à faire, c'est chanter de façon à ce que l'aiguille soit dans le rouge, et qu'elle y reste.» J'ai dit : «O.K.» C'est comme ça que j'ai appris à chanter fort, avant de chanter haut.»*

Propos recueillis par
VÉRONIQUE MORTAIGNE

★ 1 CD EastWest/Carrère 4509-90044.

Rock

The House of Love

Babe Rainbow

Il y a deux manières d'entendre ce disque, comme une reddition ou comme une maturation. Guy Chadwick, maître de La Maison d'amour, auteur des chansons, chanteur, guitariste avait conquis une place de choix au panthéon des rockers maniaco-dépressifs, entre Iggy Pop et Morrissey. Au fil des ans, The House of Love s'était construit un fonds de commerce reposant sur une manière très particulière alliant la délicatesse des mélodies à des sautes d'humeur instrumentales d'une violence, d'une sauvagerie presque terrifiantes.
Tel un statisticien, Guy Chadwick a lissé ses courbes et *Babe Rainbow* rassemble une dizaine de chansons classiques et pures, des mélodies gracieuses, des ornements de guitare presque mignons et des harmonies vocales suaves. La terrible mélancolie se réfugie dans les textes. On peut se sentir trahi par ce tour de force, par cette volonté imprévue d'aller vers l'auditeur. On peut aussi saluer la volonté d'un homme et d'un groupe de déclarer leur indépendance, de tourner le dos à l'amour abusif et névrotique qui peut naître entre les musiciens et leurs fans au cours des années de semi-obscurité.

Fontana/Phonogram 512 549-2.

T. S.

Blues

Roy Rogers

Chops Not Chaps

Victime d'une homonymie fâcheuse avec le cow-boy dont les chansons bercèrent notre enfance, Roy Rogers, bluesman blanc, bâton de vieillesse de John Lee Hooker, dont il a guidé le retour avec respect et astuce, retourne le compliment et termine ce disque par une reprise de *Happy Trails*, le générique de la série télévisée qui réunissait Roy Rogers (le cow-boy), Dale Evans et leurs chevaux. Voilà pour le gag. Pour le blues, Roy Rogers n'avait pas encore, au moments où il enregistrait ce premier album (1985), aussi nettement défini sa voie qu'il ne l'a fait depuis. On ne sent que par moment la formidable violence de son jeu de guitare. Le meilleur de ce disque, on le trouve dans les quatre reprises de Robert Johnson, plus particulièrement un très beau *Terraplane Blues*, suite d'images érotico-automobiles (le *starter* que l'on taquine, le klaxon qui ne couine plus...) portées par une partie de slide guitar euphorisante. Si l'on ajoute un Elmore James (*Shake You Moneymaker*, extraordinaire solo d'harmonica de Norton Buffalo) et un Skip James (*Devil Got My Woman* aussi infernal que les meilleurs Robert Johnson), on oubliera presque deux ou trois compositions originales pas tout à fait réussies.

Blind Pig BP24892, distribution Dixiefrog.

T. S.

LA RENTRÉE.
à Paris et en Ile-de-France

SCÈNES A PLEINS FEUX

Retour au théâtre. Après les grandes manœuvres de l'été, grandes institutions et jeunes compagnies se préparent à la plus dure des batailles : la rentrée. A Paris et dans sa région, ce sont plus de 150 salles qui vont rouvrir en même temps. Certains spectacles vont revenir de l'été festival auréolés de leur succès tandis que des équipes de création vont essayer ici et là de leur damer le pion avec des productions toutes neuves. En toute subjectivité, nous publions une sélection des affiches qui nous paraissent le mieux à même de satisfaire les attentes du public, des publics du théâtre.

LE Paris de la scène s'est mis en quatre pour convaincre le public de retrouver le chemin des salles de théâtre. Théâtre privé parisien (quarante-sept salles), théâtres nationaux (sept salles), théâtre municipaux d'arrondissement, théâtres publics de Paris et de sa région, ce sont au total plus de 150 spectacles qui vont, en moins d'un mois, essayer de conquérir leur public.

Les favoris sont de trois sortes. En première ligne, les grandes productions créées cet été dans différents festivals qui ont bénéficié d'une forte couverture médiatique. Dans ce lot, on retrouve *le Chevalier d'Olmedo*, de Lope de Vega, mis en scène par Lluis Pasqual avec Jean-Marc Barr et Jean-Michel Dupuis, créé dans la Cour d'honneur du Palais des papes d'Avignon en juillet dernier; *Zarzuela, Historia de un Patio*, adapté par Jean-Claude Carrière et mis en scène par un transfuge de la troupe de Peter Brook, Alain Maratrat; sur un tout autre registre, *Jalousie*, de Sacha Guitry, mis en scène par Jean-Claude Brialy.

En seconde ligne, mais bien placés pour l'emporter, les spectacles montés autour d'une ou plusieurs stars. Le théâtre privé s'en est fait une spécialité. Michel Serrault met ses pas dans les pas de Louis Jouvet et s'empare de *Knock*, de Jules Romains, sous les ordres de Pierre Mondy; Josiane Balasko traduit *Solo* de l'Américain Willy Russel, et se met elle-même – et seule – en scène; Zizi Jeanmaire, vingt-cinq ans après sa *Dame de chez Maxim's*, retrouve, aux côtés de Michel Duchaussoy, le théâtre de prose avec *la Belle Excentrique*, variation signée Jean-Pierre Grédy sur le couple infernal de Elise et Marcel Jouhandeau; Jacques Weber entreprend l'éducation d'Isabelle Carré pour *l'Ecole des femmes*, de Molière, sous la direction de Jean-Luc Boutté. Le théâtre public a lui aussi ses stars, et Denise Gence en est la plus affirmée. On la retrouve à la Colline pour une nouvelle production d'*Oh! les beaux jours*, de Samuel Beckett, dans une mise en scène de Pierre Chabert, tandis que, dans le même théâtre, Michel Aumont joue *Macbett*, de Ionesco, dirigé par Jorge Lavelli (1).

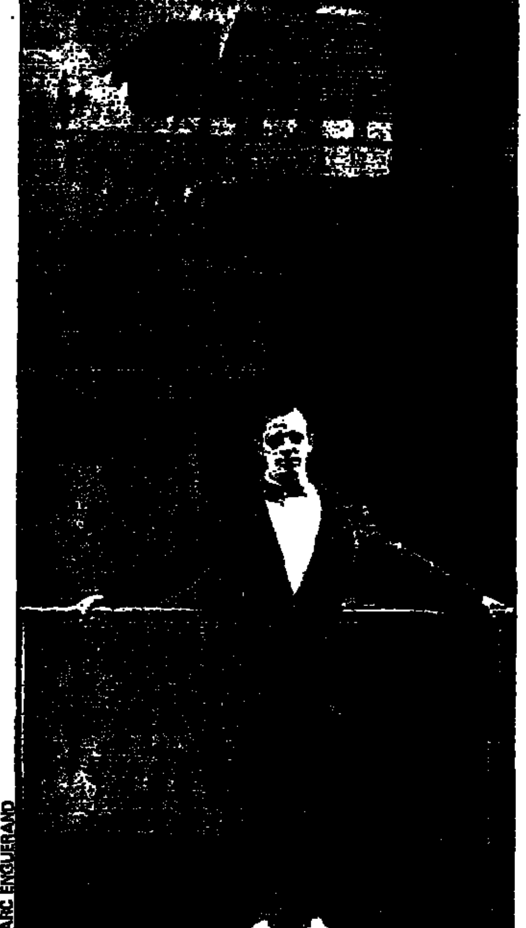
En troisième ligne, de nombreuses productions nouvelles paraissent armées pour créer la surprise et s'imposer. Elles sont pour la plupart placées sous la bannière du Festival d'automne dont le programme, qu'il soit de théâtre mais aussi de danse, musique, opéra et cinéma, vaut qu'on s'y abonne très rapidement (2). Hors de ce label prestigieux, le Théâtre de la Ville présente le nouveau spectacle d'Alain Françon, *la Compagnie des hommes*, du dramaturge anglais contemporain Edward Bond, avec une distribution irréprochable.

Enfin, l'amateur de théâtre devra s'abonner aux lignes banlieue de la RATP pour un périple en «petite couronne» réellement passionnant. Aurélien Recoing met en scène et interprète *Faust*, de Fernando Pessoa au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers; André Engel investit les *Légendes de la forêt viennoise*, d'Horvath à la Maison de la culture de Bobigny; Jean-Louis Martinelli, à Nanterre, met en scène *l'Eglise*, de Louis-Ferdinand Céline, qu'il a créée le printemps dernier au Théâtre de Lyon, avant son triomphe à Avignon avec *Calderon*, de Pasolini (dont il serait impensable qu'on ne le voie pas à Paris bientôt). Stéphane Braunschweig continue ses classes de jeune grand metteur en scène avec *la Cerisaie*, de Tchekhov à Gennevilliers. Pour terminer cette exploration d'un théâtre en pleine ébullition, il ne faudrait pas oublier qu'Hélène Vincent s'installe à Nanterre avec le prodigieux monologue de *Molly Bloom*, de Joyce, créé l'hiver dernier à Angers dans une mise en scène sur mesure de Jean-Michel Dupuis.

OLIVIER SCHMITT

(1) Le supplément «Arts et Spectacles» daté du 10 septembre consacrera trois pages à la saison 1992-1993 du Théâtre national de la Colline.

(2) Le supplément «Arts et Spectacles» daté du 17 septembre sera entièrement consacré au Festival d'automne.


MARC ENGUERAND

Charles Berling dans «l'Eglise».

THÉATRES PUBLICS

Mystification

de Denis Diderot
mise en scène de Jacques Weber,
avec Jean-François Balmer et Christine Murillo.

★ Théâtre national de Chaillot. Salle Gémier. Du 5 novembre au 31 décembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 70 F à 140 F.

Les Rustres

de Carlo Goldoni
mise en scène de Jérôme Savary,
avec Dominique Lavanant, Catherine Arditi, Daniel Lalou, Claude Piéplu et Michel Berto.

★ Théâtre national de Chaillot. Salle Jean-Vilar. Du 20 novembre au 9 janvier à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 70 F à 140 F.

Iphigénie

de Racine
mise en scène de Yannis Kokkos,
avec Martine Chevallier, Michel Favory, Sylvia Bergé et Valérie Dréville.

★ Comédie-Française. Du 15 septembre au 11 octobre. En alternance. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 160 F.

Caligula

d'Albert Camus
mise en scène de Youssef Chahine,
avec Jean-Yves Dubois, Thierry Hancisse, Martine Chevallier, Nicolas Silberg et Jean-François Rémy.

★ Comédie-Française. Du 16 septembre au 29 novembre. En alternance. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 160 F.

Bal masqué

de Mikhail Lermontov
mise en scène d'Anatoli Vassiliev,
avec Jean-Luc Boutté, Catherine Salviat, Valérie Dréville, Jean-Baptiste Malartre, Céline Samie et Jean Dautremay.

★ Comédie-Française. Du 19 septembre au 11 novembre. En alternance. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 160 F.

Oh ! les beaux jours

de Samuel Beckett
mise en scène de Pierre Chabert,
avec Denise Gence et Guy Cambreleng.

★ Théâtre national de la Colline. Petite salle. Du 9 septembre au 22 novembre à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. 110 F et 140 F.

Macbett

d'Eugène Ionesco
mise en scène de Jorge Lavelli,
avec Michel Aumont, Jean-Claude Jay, Isabel Karajan, Gérard Lartigau et Maria Verdi.

★ Théâtre national de la Colline. Grande salle. Du 20 octobre au 31 décembre à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. 110 F et 140 F.

Mediterrania

de et par Els Comediants.

★ Théâtre national de l'Odéon-Théâtre de l'Europe . Du 16 au 20 septembre à 20 h 30. Tél. : 44-41-36-36. De 30 F à 150 F.

L'Enfant bâtard

de Bruno Bayen
mise en scène de l'auteur,
avec Jean-marie Patte, Axel Bogousslavsky et Stéphane Olry.

★ Petit-Odéon. Du 25 septembre au 28 novembre à 18 h 30. Dimanche à 18 heures et 21 heures. Tél. : 44-41-36-36. 50 F et 70 F. (Festival d'automne).

Le Chevalier d'Olmedo

de Lope de Vega
mise en scène de Lluis Pasqual,
avec Jean-Marc Barr, Jean-Michel Dupuis, Francis Frappat et Evelyne Istria.

★ Théâtre national de l'Odéon-Théâtre de l'Europe. Du 5 novembre au 30 décembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. De 30 F à 150 F.

La Compagnie des hommes

d'Edward Bond
mise en scène d'Alain Françon,
avec Bernard Ballet, Jean-Marc Bory, Carlo Brandt, Benoît Régent, Robert Rimbaud et Wladimir Yordanoff.

★ Théâtre de la Ville. Du 29 septembre au 24 octobre à 20 h 30. Dimanches 8 et 11 octobre à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. 85F et 130F.

La Valse des toréadors

de Jean Anouilh
mise en scène de Régis Santon,
avec Marc de Jonge, Anne-Marie Philipe, Jean Lescot et Eric Boucher.

★ Théâtre Silvia-Monfort. Du 4 septembre au 1er novembre à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 45-31-10-96. 90F et 120F.

Vu du pont

d'Arthur Miller
mise en scène de Jacques Mornas,
avec Michel Creton et Catherine Rouvel.

★ Théâtre 13. Du 17 novembre au 20 décembre à 20 h 30 . Dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-16-30. De 55 F à 110 F.

Le Marin perdu en mer

de Joël Jouanneau
mise en scène de l'auteur,
avec Marc Berman, Marief Guittier, Michel Raskine et David Warrilow.

★ Théâtre de l'Athénée-Louis-Jouvet. Du 16 octobre au 21 novembre à 21 heures (sauf dimanche et lundi). Tél. : 47-42-67-81. 90 F et 140 F. (Festival d'automne).

Au cœur des ténèbres

de Joseph Conrad
mise en scène de Joël Jouanneau,
avec David Warrilow, Alain Aithnard, Marief Guittier, Mireille Mossé et Michel Raskine.

★ Théâtre de l'Athénée Louis-Jouvet. Du 18 octobre au 22 novembre à 19 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-81. 90 F et 140 F. (Festival d'Automne).

Weimarland

de Bruno Bayen
mise en scène de l'auteur,
avec Laurence Mayor, Gigi Dall'Aglio, Eric Doye, Dominique Reymond et Charles Nelson.

★ Théâtre de la Bastille. Du 22 septembre au 25 octobre à 21 heures. Dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 100 F. (Festival d'automne).

Zarzuela ! Historia de un Patio

adapté par Jean-Claude Carrière
et conçu par Alita Baldi
mise en scène d'Alain Maratrat,
avec 9 chanteurs, 4 comédiens et 11 musiciens.

★ Théâtre des Bouffes-du-Nord. Du 15 septembre au 17 octobre à 20 h 30. Tél. : 46-07-34-50. 120 F.

Sganarelle ou le cocu imaginaire et le Mariage forcé

de Molière
mise en scène de Jacques Lassalle,
avec Olivier Perrier, Valérie Delbore, Isabelle Habiague, Mark Saporta et Daniel Znyk.

★ Théâtre de l'Est parisien. Du 22 septembre au 30 octobre (horaires variables). Tél. : 43-64-80-80. De 80 F à 130 F.

Djurdjura

féerie de François Bourgeat,
mise en scène de Jean-Louis Jacopin.

★ Théâtre Ouvert. Du 6 au 28 novembre à 20 h 45. Tél. : 42-55-74-40.

Le Polygraphe

de Marie Brassard et Robert Lepage
mise en scène de Robert Lepage,
avec Robert Lepage.

★ Théâtre du Rond-Point. Du 19 au 29 novembre à 20 h 45 . Dimanche à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. De 60 F à 120 F. (Festival d'Automne).

Faust

de Fernando Pessoa
mise en scène d'Aurélien Recoing,
avec Aurélien Recoing, Dominique Valadié, Jean-Yves Châtelais, Benoît Lepecq et Julie Brochen.

★ Théâtre de la Commune d'Aubervilliers. Du 6 au 30 octobre à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Légendes de la forêt viennoise

d'Odön von Horvath
mise en scène d'André Engel,
avec Jean-Luc Bideau, Jacques Bonnaffé, Christiane Cohendy, Yann Collette, Jacques Nolot, Michèle Oppenot, et Nathalie Richard.

★ Maison de la culture de Bobigny. Du 29 septembre au 22 novembre à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. De 70 F à 130 F. (Festival d'automne).

Le Décapité récalcitrant

de Jean-Pierre Larroche et Serge Dutrieux
spectacle forain et musical
pour 35 machines et 5 acteurs mécaniciens.

★ Théâtre des arts de Cergy-Pontoise. Les 23 et 25 septembre à 20 h 30 et le 26 septembre à 18 heures et 20 h 30. Tél. : 30-30-33-33. 60 F et 100 F.

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov
mise en scène de Stéphane Braunschweig,
avec Olivier Cruveiller, Claude Duparfait, Flore Lefebvre des Noëttes et Agnès Sourdillon.

★ Théâtre de Gennevilliers. Du 18 septembre au 18 octobre à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. De 90 F à 140 F. (Festival d'Automne).

L'Eglise

de Louis-Ferdinand Céline
mise en scène de Jean-Louis Martinelli,
avec Charles Berling, Christine Gagnieux, Jean-Pierre Sentier, Gérard Barreaux, Romaine Friess et Géraldine Viossat.

★ Théâtre des Amandiers de Nanterre. Du 29 septembre au 25 octobre à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 90 F à 130 F.

Molly Bloom

d'après James Joyce
mise en scène de Jean-Michel Dupuis,
avec Hélène Vincent.

★ Théâtre des Amandiers de Nanterre. Du 3 au 29 novembre à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 90 F à 130 F.

Amphitryon

de Molière
mise en scène de François Rancillac,
avec Pierre Baillot, Danielle Chinsky, Samuel Labarthe, Marianne Merlo et Serpentine Teyssier.

★ Théâtre de Rungis. Du 13 au 31 octobre à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 45-60-79-00. 90 F et 110 F.

La Ralentie et Chaînes

d'Henri Michaux
mise en scène de Catherine Anne.

★ Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Du 25 septembre au 24 octobre à 21 heures. Tél. : 42-43-17-17.

THÉATRES PRIVÉS

Le Fou et la Nonne

de Stanislas Witkiewicz
mise en scène d'Abbès Zahmani,
avec Jean-Pierre Lorit, Cécilia Hornus, Xavier Maly et Azize Kabouche.

★ Théâtre de la Main d'Or-Belle de Mai. Du 2 au 27 septembre. Tél. : 48-05-67-89. 80 F et 120 F.

Long voyage vers la nuit

d'Eugene O'Neill
mise en scène de Patrice Kerbrat,
avec Simone Valère et Jean Desailly.

★ Théâtre de la Madeleine. A partir du 3 septembre. Tél. : 42-65-06-28. De 80 F à 240 F.

Jalousie

de Sacha Guitry
mise en scène de Jean-Claude Brialy,
avec Bernard Alane et Caroline Sihol.

★ Théâtre des Bouffes-Parisiens. A partir du 8 septembre. Tél. : 42-96-60-24. De 35 F à 200 F.

Jouhandeau et la belle excentrique

de Jean-Pierre Grédy
mise en scène de Roland Petit,
avec Zizi Jeanmaire et Michel Duchaussoy.

★ Théâtre Montparnasse. A partir du 10 septembre. Tél. : 43-22-77-74.

Confidences pour clarinette

de Michael Christofer
mise en scène de Jean-Luc Moreau,
avec François Perrot et Jean-Luc Moreau.

★ Théâtre de la Gaîté-Montparnasse. A partir du 12 septembre. Tél. : 43-22-16-18. De 120 F à 220 F.

Brûlez tout

de Lanford Wilson
mise en scène de Stephan Meldegg,
avec Patrick Chesnais, Claire Nebout, Roger Mirmont et François Berléand.

★ Théâtre La Bruyère. A partir du 22 septembre. Tél. : 48-74-76-99. De 90 F à 110 F.

Buffo

de et par Howard Buten,
précédé des attractions d'Achille Tonic.

★ Olympia. Du 22 au 27 septembre à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 47-42-25-49. 170 F et 190 F (+ 15 F par téléphone).

Solo

de Willy Russel
mise en scène de Josiane Balasko,
avec Josiane Balasko.

★ Théâtre du Gymnase-Marie Bell. A partir du 22 septembre. Tél. : 42-46-79-79. De 80 F à 220 F.

Les Dimanches de Monsieur Riley

de Tom Stoppard
mise en scène de Georges Wilson,
avec Annick Alane et Jean-Pierre Dravel.

★ Théâtre de l'Œuvre. A partir du 25 septembre. Tél. : 48-74-42-52. De 50 F à 250 F.

Knock

de Jules Romains
mise en scène de Pierre Mondy,
avec Michel Serrault et Jacques Morel.

★ Théâtre de la Porte Saint-Martin. A partir du 25 septembre. Tél. : 42-08-00-32. De 110 F 290 F.

L'Ecole des femmes

de Molière,
mise en scène de Jean-Luc Boutté,
avec Isabelle Carré et Jacques Weber.

★ Théâtre des Arts-Hébertot. A partir du 28 septembre. Tél. : 43-87-23-23. De 100 F à 220 F.

Suite royale

inspiré de Crébillon fils
et de Denis Diderot
mise en scène de Francis Huster,
avec Francis Huster, Cristiana Reali et Jacques Spiesser.

★ Théâtre Marigny. A partir du 29 septembre. Tél. : 42-56-04-41. De 100 F à 250 F.

Les Bas-fonds

de Maxime Gorki
mise en scène de Robert Hossein,
avec Michel Robin, Jacques Frantz, Jean-Pierre Malo, Jacqueline Danno et Corinne Dacla.

★ Théâtre Mogador. A partir du 1er octobre. Tél. : 48-78-04-04. De 80 F à 250 F.

L'Une et l'Autre

de Loleh Bellon
mise en scène de Patrice Kerbrat,
avec Nelly Borgeaud, Josiane Stoléru, Yvonne Clech et Jean-Paul Muel.

★ Studio des Champs-Elysées. A partir du 7 octobre. Tél. : 47-20-08-24. 100 F et 150 F. Etudiants : 75 F.

Les Palmes de M. Schutz

de Jean-Noël Fenwick
mise en scène de Gérard Caillaud,
avec Sonia Vollereaux, Stéphane Hillel et Gérard Caillaud.

★ Théâtre des Mathurins. Tél. : 42-65-90-00 et 42-65-90-01. De 50 F à 230 F.

La Puce à l'oreille

de Georges Feydeau
mise en scène de Jean-Claude Brialy,
avec Gérard Rinaldi et Patrick Préjean.

★ Théâtre de la Michodière. Tél. : 47-42-95-77. De 50 F à 240 F.

Charité bien ordonnée...

de et avec Didier Caron, Pascal Elbe, Eric Laborie, Roland Marchisio, Marie-Isabelle Massoi et Thierry Nicolas,
mise en scène de Jacques Decombe.

★ Théâtre du Splendid-Saint-Martin. Tél. : 42-08-21-93 . De 100 F à 150 F. Etudiants : 80 F.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

Cinéma

Films nouveaux

Agantuk le visiteur, de Satyajit Ray, avec Uptal Dutt, Mamata Shankar, Deepankar De, Bikram Bhattacharya, Dhritiman Chatterjee, *Rabi Ghosh*. Indien (2 h).
VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; *Les Trois Balzac*, 8e (45-61-10-60) ; *La Bastille*, handicapés, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Alien 3, de David Fincher, avec Sigourney Weaver, Charles Dance, Charles S. Dutton, Lance Henriksen. Américain (1 h 55).
VO : *Gaumont* Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79). VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; George V, THX, dolby, 8e (45-62-41-46) ; *Paramount Opéra*, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette bis), dolby, 13e (43-31-60-74) ; *Mistral*, dolby, 14e (45-39-52-43) ; *Miramar*, dolby, 14e (43-20-89-52) ; U.G.C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Ballad of the Sad Cafe, de Simon Callow, avec Vanessa Redgrave, Keith Carradine, *Cork Hubbert, Rod Steiger*. Américano-britannique (1 h 40).
VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (45-44-25-02).

Le Dernier des Mohicans, de Michael Mann, avec Daniel Day-Lewis, Madeleine Stowe, Jodhi May, Steven Waddington, Eric Schweig, Russell Means. Américain (2 h 02).
VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; U.G.C. Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Grand Ecran, handicapés, dolby, 13e (45-80-77-00) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, dolby, 15e (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillot, 17e (40-68-00-16). VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; *Gaumont Alésia*, dolby, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, *THX, dolby*, 20e (46-36-10-96).

La **Peste**, de Luis Puenzo, avec William Hurt, Sandrine Bonnaire, Jean-Marc Barr, Robert Duvall, Raul Julia, Lautaro Murua. Franco-anglo-argentin (2 h 20).
VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; *14 Juillet Odéon*, dolby, 6e (43-25-59-83) ; *Publicis Saint-Germain*, dolby, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). VF : Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; U.G.C. *Lyon* Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette bis), 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, *18e* (45-22-47-94) ; *Le* Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Tableau d'honneur, de Charles Nemes, avec Guillaume de Tonquédec, Evelyne Buyle, Philippe Khorsand, Cécile Pallas, Claude Jade, Jean-Paul Roussillon. Français (1 h 37).
Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, *9e* (47-70-33-88) ; *U.G.C. Lyon Bastille*, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Un été sans histoires, de Philippe Harel, avec Dodine Herry, Philippe Harel, Brigitte Bémol, Patrick Piquard, Mathieu Kassovitz, *Philippe Rostand*. Français (1 h 05).
Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5e (43-54-15-04) ; Reflet République, 11e (48-05-51-33).

Reprises

Adieu, ma jolie, de Dick Richards, avec Robert Mitchum, Charlotte Rampling, John Ireland, Sylvia Miles. Américain, 1975 (1 h 35).
VO : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

Les Criminels, de Joseph Losey, avec Stanley Baker, Margit Saad, Sam Wanamaker, Gregoire Aslan, Patrick Magee. Britannique, 1960, noir et blanc (1 h 37).
VO : Reflet Logos II, handicapés, 5e (43-54-42-34).

Gilda, de Charles Vidor, avec Rita Hayworth, Glenn Ford, George MacReady. Américain, 1946, noir et blanc (1 h 50).
VO : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

Festivals

Cinémathèque française, Le cinéma américain regarde ses Indiens (jusqu'au 15 septembre). Des dizaines de westerns (tour à tour « fondateurs », « épiques », *« existentialistes ») pour une mythologie* complexe et douloureuse. Les productions récentes sont là aussi (*Little Big Man, Danse avec les loups*). Tous les grands classiques, et une trentaine de courts-métrages. *De la Lance brisée à Willie Boy*, la Cinémathèque *rouvre* le livre (et les plaies) de la légende américaine. Tél. : (1) 47-04-24-24 (répondeur).

Les cinémas de Picasso (jusqu'au 14 septembre). Six films consacrés à Pablo Picasso, *dont le Mystère Picasso* de Henri-Georges Clouzot, *prix spécial du jury* à Cannes en 1956. Tél. : (1) 42-71-63-15.

Utopia Latin, festival ciné Japon (du 26 août au 29 septembre). Le cinéma japonais avait fait l'année dernière une apparition remarquée au *Max Linder (qui célébrait récemment* Ozu). Seize films nippons, moins connus, reviennent aujourd'hui, mais à l'Utopia Latin. L'ultra-violence (*Baby Cart, l'enfant massacré*, de Kenji Mitsumi), les arts martiaux mâtinés de bouddhisme (*Grand Bouddha*, de Kenji Mitsumi), le baroque érotique (*l'Ange rouge*, de Yasuzo Masumara). Un pan entier de cinéma à découvrir. Tél. : (1) 43-26-84-65.

Vidéothèque de Paris, Portraits de Paris (jusqu'au 29 septembre) : *La Vidéothèque* offre tout l'été une grande lecture de Paris par pellicule et vidéos interposées, articulée autour de six thèmes proposés en rotation (un thème par jour en six à huit films, *à partir de 14 h 30*). Films, *courts-métrage, et documentaires* ont tous été réunis pour célébrer la capitale. Le 26, « Histoire » (*Madame Sans-Gêne, La vie est à nous, Mourir à trente ans...*) ; le 27, « Courrier du cœur » (*Antoine et Colette, Boys meet girls...*) ; le 28 « les Etrangers filment Paris » (*le Bal, Belle de jour...*), puis, le 29, « Cartes postales » (*Paris qui dort, la Jetée, Alphaville...*) ; le 30, « Culture » (du *Sang d'un poète*, de Jean Cocteau, à *Histoire, Géographie*, d'Alain Fleischer) ; le 1er septembre, « Vie économique et sociale » (*Une simple histoire, l'Argent...*) ; pour terminer ; le 2, « Culture » (*Le silence est d'or*, et des documentaires consacrés à Robert Doisneau, Pierre Boulez...). Tél. : (1) 44-76-62-00.

Arcachon, Festival du film ibérique latino-américain et européen (du 28 août au 4 septembre). Ouvert à partir de cette année à la France, le Festival du film ibérique latino-américain et européen réunira une quinzaine de longs-métrages (Espagne, Portugal, Italie, Mexique, Argentine, France, Belgique wallone et Suisse romande). *La sélection française inclut le premier long-métrage de Simon* Reggiani, avec Serge Reggiani, Daniel Gélin, et Ferrucio Soleri, de la Commedia dell'Arte. *El Viaje*, de l'Argentin Fernando Solanas, primé à Cannes, sera projeté en ouverture. *Tél. : 59-22-11-21.*

Arles, Festival du film peplum *1992* (jusqu'au 29 août). *Le 26, une curiosité, Centurions contre gladiateurs*, de Sergio Greco, le 27, *Jules César* ; le 28, *la Révolte des gladiateurs*, et, le 30, *les Légions de Cléopâtre*, de Vittorio Cottafavi. Tél. : 90-96-29-35.

Gindou (Lot), les rencontres cinéma de Gindou (du *31 août au 5 septembre*). *Quatre sections distinctes au programme* : « cinéma itinérant », consacré aux cinéastes portugais d'aujourd'hui, les 31 août, 1er, et 2 septembre. Des films de Teresa Villaverde (*Transparences argentées*), Jao Brehm (*le Sang*) et *de cinq autre cinéastes, plus proches de* l'intimisme que du spectacle Hollywoodien. Le 3, « Cinéma différent », avec une rétrospective Patrick Bokanowski (*l'Ange, le Déjeuner du matin, La femme qui se poudre*, et son dernier film inédit, *la Plage*). Le 4, une soirée Cinémathèque de Toulouse intitulée « Lisbonne, capitale de cinéma européen » propose trois regards d'auteurs européens sur la Lusitanie (Wim Wenders et *l'Etat des choses*, Werner Schroeter *et le Roi des Roses*, F. J. Ossang et *le Trésor des îles chiennes*). Enfin, quatre longs-métrages inédits (France, Sénégal, CEI) et deux courts-métrages, inédits eux aussi, seront projetés à l'occasion d'une nuit *du cinéma, le 5 septembre. Tél.* : 65-22-80-04.

Théâtre

Paris

Les Aviateurs (jusqu'au 29 août) : de et avec *Farid Chopel et Ged Marlon*. Théâtre Michel, soirée 21 heures. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 42-65-35-02.

Exercices de style (jusqu'au 15 octobre) : de Raymond Queneau. De et avec Hélène Deregnier, Christine Jarniat, Valérie Malnar, Albert de Freitas, *Franck Lamarre*, Franck Post. Théâtre du Ranelagh, soirée 20 h 30 du mardi au samedi, matinée le dimanche à 17 heures. Relâche lundi. Tél. : 42-88-64-44.

Voltaire's folies (jusqu'au 29 août) : de Jean-François Prévand. Mise en scène de l'auteur, avec Yves Pignot ou François Gamard, Rémy Kirch ou Gilbert Bahon, Christian Bujeau ou Jean Barney, Gérard Maro ou Pierre Charras. Comédie de Paris, soirée à 21 heures, matinée le samedi à *19* heures. *Relâche dimanche et lundi. Tél. : 42-81-00-11.*

Régions

Aurillac, 7e Festival européen de théâtre de rue (du 26 au 29 août) : les créations 92 de neuf compagnies françaises, dont Generik Vapeur (*la Petite Reine, les Champêtres*), Ilotopie (*l'Autobus*), Transe Express (*l'Homme catapulté*), Agence tartare (*Visite de prison*), la Compagnie Foraine (*le Commis Lear*, déjà présenté à Erquy), le Puhu (*la Vengeance des semis*), Archaos (*le Droit de voler, le Camion trapèze*), Ateliers du spectacle (*le DKpité récalcitrant*), et un hommage aux Amériques avec le *Survival Research Laboratories (ou S. R. L.*, de San-Francisco), et le Teatro del Silencio de Santiago du Chili (*Malasangre, o las mil y una noches del poeta*). Six ou sept spectacles par jour, de mercredi à samedi. *Tél. : 71-64-34-32 et* 71-64-64-24.

Bussang (jusqu'au 30 août) : *l'Amphitryon* de Molière, avec Olivier Py, Elizabeth Mazev, et Danièle Schinsky. Théâtre de Bussang, 88450 Bussang. Tél. : 29-61-50-48.

Pierrefonds, 3e Festival de Pierrefonds (jusqu'au 5 septembre) : *Dieu est absent des champs de bataille*, le 29 août, par la compagnie Ches Panses Vertes, d'après *la Main coupée* de Blaise Cendrars et des poèmes de *Guillaume Apollinaire*. Salle des gardes du château de Pierrefonds. Tél. : 44-42-80-00.

Danse

Biarritz, le temps d'aimer (du 2 au 20 septembre) : parallèlement à l'exposition Figuration critique, quatre compagnies *européennes de danse* : celle, madrilène, de Victor Ullate – naguère brillant soliste chez Béjart – avec des chorégraphies de Balanchine, Nils Christe, Jan Linkens et Ullate (les 2, 3, 4 et 6) ; les ballets de Monte-Carlo (du *11* au *13*) ; la *Compagnie Ris et Danceries* avec *Zarandanzas*, sa dernière création mêlant des danses baroques espagnoles et françaises (le 15), et enfin le Ballet national de Nancy (du 18 au 20). Palais des festivals. Tél. : 59-22-20-21.

Musique

Classique

Paris

Festival estival : le 26, récital Falla, Debussy, Milhaud, Ginastera, Barber, par Marie-Catherine Girod (piano) ; Le 31, Piazzola, Zygel, musiques yiddish et sud-américaines, par *S. Belling (soprano) et Jean-François Zygel* (piano) ; le 1er septembre, *Passion selon saint Jean*, par James Bowman (contre-ténor), Maria Zadori (soprano) et la Capella Savaria ; le 2, récital Bach, par Andreï Vieru (piano) ; le 4, récital d'orgue, *par Marie-Claire Alain* ; le 7, tango contemporain, par *J.-J. Mosalini* (bandonéon), G. Beytelmann (piano) et Patrice Caratini (piano). Renseignements et location, tél. : 48-04-98-01.

Festival de l'Orangerie de Sceaux : le 29, récital Brahms, Martinu, Bartok, Janacek, *par Marc Coppey (violoncelle) et* Philippe Cassard (piano) ; le 30, Schumann, Prokofiev, par Gérard Poulet (violon) et Jean-François Heisser (piano) ; le 5 septembre, *la Petite Messe* de Rossini ; le 6, Schubert, Schumann, *Britten, par Xavier Phillips* (violoncelle) et A. Gasparov (piano), et sonates de Beethoven, par Abdel Rahman el Bacha (piano). Renseignements et location, tél. : 46-60-07-79.

Régions

Festival de La Chaise-Dieu : le 26, *Concertos pour clavecins*, de Bach, par The Academy of Ancient Music, Christopher Hogwood *(direction)* ; le 27, *Messe en si*, de Bach, par les Gabrieli Consort ; le 28, les *Leçons de ténèbres*, de Couperin, par le Gabrieli Consort ; le 29, *Grande messe de Noël*, de Praetorius, par le Gabrieli Consort ; le 31, Beethoven, par Katia et Marielle Labèque ; le 1er septembre, Lesueur, Hummel, par Maurice André (trompette) et l'Orchestre de Katowice, J.-L. Lam (direction). Renseignements et location, *tél. : 71-00-01-16.*

Eté musical de Pontivy : le 28, *récital* Beethoven, Czerny, Chopin, Dukas, par François-René Duchâble et Jean-Jacques Justaffré (cor). Renseignements et location, tél. : *97-25-00-33.*

Festival de quatuors à cordes en Luberon : les 27, 29 et 30 août, Mozart, Schubert, par le Quatuor Petersen ; les 5, 6 et 8 septembre, Tchaïkovski, Honegger, par le Quatuor Keller. Renseignements et location, *tél. : 90-75-89-60.*

Etranger

Festival de Montreux-Vevey (Suisse) : le 26, *Suites pour violoncelle*, par Yo Yo Ma ; les 27 et 28, Vivaldi, Haydn, Mendelssohn, Chostakovitch, Rossini, Prokofiev, par l'Orchestre de chambre d'Israël, Schlomo Mintz (violon et direction) ; le 1er septembre, Haydn, Beethoven, par Alfred Brendel (piano) ; le 3, Rossini, *Sibelius*, Tchaïkovski, par Julian Rachlin (violon) et l'Orchestre de Saint-Pétersbourg, Mariss Jansons (direction) ; le 5, Bach, Haydn, Schubert, Bartok, par la Camerata de Salzbourg, Sandor Vegh (direction) ; le 9, Mendelssohn, Elgar, Brahms, par l'Orchestre *symphonique* de la Radio de Berlin, Vladimir Ashkenazy (direction). Renseignements et location, tél. : la Fugue, à Paris, 43-59-10-14.

Jazz

Paris

New Morning : le 1er septembre, John Blake, Fareed Haque, Dave Holland et *les percussions surdouées de Mino* Cinelu. Tél. : 45-82-44-40.

Régions

Mulhouse, Jazz à Mulhouse (du 28 août au 5 septembre) : Cultivated Swab Jazz-band, Greetje Bijma, Portal, Humair, Kuhn et Jenny-Clark le 28. Sclavis, création indigène, le 29, Uranus Bruyant, Zagayak, Milan Svoboda et Contraband le 30. Le 31, Howard Riley solo, Barney Willen, « le Grand cirque ». Le 1er septembre, Marc Perrone, London Jazz Composers Orchestra. *Le 2*, Texier, Aldo Romano, Sunny Murray et David Murray Quartet, et Glenn Ferris. Le 3, Gérard Marais, Pino Minafra. Le 4, T'Nonet (Fred Van Hoove), AMIS quartett, la compagnie d'Eustache Jean-François Bovard, l'Italian instabile orchestra et David Murray Quartet. *Enfin*, le 5, Marc Perrone et Patchwork music (Remi Boss et Schoolboy). Tél. : 89-45-63-95.

Rock

Paris

Paris, l'Olympia (le 28 août) : Johnny Winter. Tél. : 47-42-82-45.

Brétigny-sur-Orge (le 29 août) : les Rosemary's *Babies*, les *Roadrunners*, et les Cry *Babies*. Espace Jules-Verne. Tél. : 60-84-36-25.

Evry, concert gratuit en plein air (le 28 août) : musique instrumentale de haut niveau en ouverture (Jean-Jacques Milteau à l'harmonica, Chris Lancry à la six-cordes), et le blues de Luther Allison comme plat de résistance. Parc des Loges, *tél. : 69-43-03-03 ou 69-91-61-18.*

Régions

Lilliers, festival Frog and Roll (les 28 et 29 août) : le 28, Hanky Panky, Mick Clarke Band, Jim Mac Carthy Blues Band, The Pretty Things, The Troggs. Le 29, Marcel et son orchestre, les *David Vincent, The Creepy Crawly* Boys, Molodoi, The Damned et Stiff Little Fingers. Tél. : 21-64-07-65.

Mulhouse. Bêtes de scène (jusqu'au 27 août) ; le 26, B. Boys Supreme. Le 27, Dirty district, avec Gotcha et Napo'n'co. Tél. : 89-59-84-51.

Etranger

Festival de Reading (*du 28 au 30 août*) : *vingtième édition, et programmation* alléchante. Le 28, Wonderstuff, Charlatans, PIL, P. J. Harvey, Mega City Four, Miltown Brothers et School of fish. Le 29, Public Enemy, Ride, EMF, Manic Street Preachers, Jellyfish, Smashing Pumpkins, Rollins Band, Buffalo Tom, Therapy et Pavement. *Le 30*, Nirvana, Nick Cave and The Bad Seeds, Mudhoney, Teenage Fanclub, L.7, Beastie Boys, Bjorn Again et Tad. Renseignements, tél. : (19) 33-64-04-989. Réservation par téléphone pour cartes de crédit tél. : (19) 44-71-58-03-141 ou (19) 27-22-99-008.

Chansons

Musiques du monde

Paris

New Morning : samba, funk, rythmes carioca. Apparition rare, Luis Melodia, chanteur, auteur-compositeur, objet de culte d'une génération de Brésiliens, années 70, sera au New Morning le 26. *Le 27*, carnaval brésilien, *et les 28 et 29, « Son de Cuba et de ses étoiles »*, avec Maggie Carles, Farah Maria, Paz Loases, sous la direction de Rembert Egües et Guillermo Cortina. Tél. : 45-82-44-40.

Théâtre du Tambour royal. Le Paris des années 20 (jusqu'au 30 août) : Marie-Hélène Féry, accompagnée par un piano, chante Yvette *Guilbert*, Fréhel, *Damia* et *Marie Dubas. Tél. : (1)* 48-06-72-34.

Régions

Bonifacio. Rencontres méditerranéennes (*les 3, 4, et 5 septembre*) : un *festival de* charme désormais bien installé *dans* la vieille ville. Au menu : la Sardaigne (il Coro di Nuoro), le Maroc (Abdessadek Ch'Kara et l'orchestre arabo-andalou de Tetouan), les Baléares (Xeremiers de sa *Calatrava*), l'*Egypte*, l'*Italie*, et la *Corse* évidemment, avec Pierre *Guelfucci*. *En* prime, Miqueu Montanaro et Vent d'Est pour une célébration de la culture méditerranéenne dans l'île de Beauté. Tél. : 95-73-08-40.

Festival en Othe et en Armance (Aube et Yonne) (jusqu'au 20 septembre) : Léo Ferré le 27, Anna Prucnal chante Brecht le 30 août, et Karim Kacel le 15 septembre. Tél. : 25-42-12-64.

Saint-Sever (Landes). Festival des musiques croisées (du 3 au 6 septembre) : beau festival et beau programme. Ici *aussi, nous sommes bien loin des grosses* machineries festivalières. Réflexion pendant la journée, concerts à savourer le soir en (relativement) petit comité. Le couvent des Jacobins accueille cette année Sapho (qui chante Oum Kalsoum), Dora Lou, Louis Sclavis Quartet (Ellington on the air), le Trio Erik Marchand, Paris Musette. Colloques et concerts tournent cette année autour du *problème de l'interprétation et au « couple » interprète/créateur*. Tél. : 58-06-86-86.

Arts

Paris

Centre Georges-Pompidou. Manifeste (jusqu'au 28 septembre) : à tous les étages du centre, un *grand déploiement des collections d'art contemporain*, d'architecture, de design. Tél. : 44-78-12-33.

Couvent des Cordeliers. Zadkine (jusqu'au 27 septembre) : bois et pierres bien choisis, et gouaches des années 20, d'un cubiste soucieux de classicisme. Tél. : 43-29-45-73.

Fondation Cartier. A visage découvert (jusqu'au 4 octobre) : *de la grimace, du cri, du masque, et du silence*, en une très belle exposition qui rapproche les arts premiers et la peinture d'aujourd'hui. Tél. : 39-56-46-46.

Musée d'art moderne. Brice Marden, Opalka, Michel Verjux, hommage à André Cadère (jusqu'au 4 octobre) : *Pour l'été, une tétralogie d'artistes d'âge*, de souche et de sources diverses. Tél. : 47-23-61-27.

Parc de Bagatelle. Henry Moore (jusqu'au 3 octobre) : sur le gazon, entre les arbres et les massifs de roses, les œuvres monumentales du sculpteur anglais sont comme chez elles. Tél. : 40-67-97-00.

Régions

Arles. Jasper Johns (jusqu'au 30 septembre) : gravures depuis 1960. Une bonne façon d'approcher les recherches polymorphes du peintre américain. Fondation Vincent-Van-Gogh. Tél. : 90-49-94-04.

Cajarc. Pierre Soulages (jusqu'au 15 novembre) : du noir à la lumière, onze polyptyques, dont *quelques-uns très récents*. Maison des arts Georges-Pompidou. Tél. : 65-40-71-50.

Lyon. La collection du Musée de Lodz (jusqu'au 27 septembre) : il ne faut pas manquer les premières salles consacrées à l'avant-garde polonaise des années 20. Musée d'art contemporain. Tél. : 78-30-50-66.

Marseille. Byeri Fang, sculptures d'ancêtres en Afrique (*jusqu'au 6 septembre*) : une série de *byeri*, statuettes reliquaires, comptant parmi les manifestations les plus impressionnantes de l'art africain. Vieille Charité. *Tél.* : 91-56-28-38.

Montpellier, Frédéric Bazille (jusqu'au 4 octobre) : tout ce qu'il faut pour redécouvrir *Bazille, l'ami de Monet, Sisley et Renoir, qui est né à Montpellier* il y a cent cinquante ans. Musée Fabre. Tél. : 67-66-06-34.

Mouans-Sartoux. Le cri et la raison (jusqu'au 22 novembre) : Honegger, LeWitt, Morellet d'une part, Bacon, Tapiès, Penck, Appel de l'autre : une confrontation fondée *sur l'opposition de l'art « construit »* et de l'expressionnisme. Espace de l'art concret, château de Mouans. Tél. : 93-75-71-50.

Nancy. L'art en Lorraine du temps de Jacques Callot (jusqu'au 15 septembre) : école ou pas ? C'est en tout cas l'occasion de faire la connaissance de quelques peintres du temps de *Callot*, et de revoir des Georges de La Tour. Musée des beaux-arts. Tél. : 83-85-30-00. Egalement au Musée historique lorrain. Tél. : 83-32-18-74.

Nice, Ingres, dessins pour l'âge d'or (jusqu'au 18 octobre) : en quatre-vingts feuilles, la préparation d'une grande peinture murale commandée par le duc de Luynes en *1839*, pour le château de Dampierre. Musée des beaux-arts Jules-Chéret. Tél. : 93-44-50-72.

Ornans. Balthus dans la maison de Courbet (jusqu'au 6 septembre) : c'est tout simplement la première exposition de Balthus en France depuis la rétrospective du Centre *Pompidou il y a dix ans. L'accent est mis* sur les œuvres des années 50. Musée départemental du Doubs. Tél. : 81-62-23-30.

Saint-Maurice-d'Etelan (Seine-Maritime). Joan Mitchell (jusqu'au 31 août) : peintre dure et sans concessions, Joan Mitchell avoue une prédilection pour les diptyques *et polyptyques. Ils sont au château d'Etelan* jusqu'à la fin du mois. Tél. : 35-88-68-22.

Saint-Paul-de-Vence, Fondation Maeght. L'Art en mouvement (jusqu'au 15 octobre) : espace, temps, lumière, mouvement... Une exposition historique, de Degas à Tinguely, *en passant par les futuristes et tous ceux qui* ont voulu que ça bouge. Tél. : 93-32-81-63.

Saint-Tropez. Signac à Saint-Tropez (jusqu'au 6 octobre) : en mai 1892, Paul Signac, fatigué de Paris, débarque à Saint-Tropez, il y restera jusqu'en 1913. Musée de l'Annonciade. Tél. : 94-97-04-01.

Sète. Robert Combas (jusqu'au 30 septembre) : *le plus illustre des représentants de la* figuration libre expose au Musée Paul-Valéry des peintures depuis 1977 *et*, dans un entrepôt (quai Aspirant-Herber), son interprétation de Brassens. Musée Paul-Valéry. Tél. : 67-46-20-98.

Strasbourg. *Les modernes (1870-1950)* (jusqu'au 31 décembre) : les sculptures et les peintures mises en dépôt par le Musée national d'art moderne. Pour nourrir les collections du futur Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg. Ancienne Douane. *Tél.* : 88-32-48-95.

Thiers. Gary Hill (jusqu'au 13 septembre) : *ce vidéaste américain, qui traite du rapport* entre l'image et le langage, propose cinq installations au centre d'art contemporain du Creux de l'Enfer. Tél. : 73-80-26-56.

Valence. Etienne Martin, un sculpteur, une ville (jusqu'au 6 septembre) : la ville de Valence offre ses rues, ses places, ses parcs et ses espaces culturels à l'œuvre d'*Etienne Martin, qui est né tout près, à Loriol, et* dont la maison de l'enfance compte tant dans la mythologie personnelle du sculpteur des *Demeures*. Musée des beaux-arts. Tél. : *75-79-20-80*. Centre de recherche et d'action culturelle (CRAC). Tél. : 75-43-42-33. *Médiathèque. Tél. : 75-79-23-70.* Salle des Clercs. Tél. : 75-79-20-80.

Les sondages sur le référendum et leurs répercussions sur les marchés financiers

BILLET

La tentation selon Viannet

Haro sur la construction européenne et mise en sommeil des velléités d'autocritique apparues ces derniers mois. Mardi 25 août, pour sa première conférence de presse de rentrée en tant que secrétaire général de la CGT, M. Louis Viannet a renoué avec un discours d'une parfaite orthodoxie.

A l'approche du référendum du 20 septembre et des échéances prud'homales de décembre, la centrale syndicale est bien décidée à capitaliser l'inquiétude que suscitent chez certains salariés les accords de Maastricht. Et tant pis si cette tentation égratigne les bonnes résolutions affichées en janvier lors de son dernier congrès.

L'an passé à pareille époque, M. Viannet, alors prétendant au poste de leader de la CGT, s'interrogeait gravement sur *« l'écart existant entre le mécontentement et l'action revendicative »* et souhaitait *« élargir l'éventail des sensibilités politiques »* à l'intérieur de son organisation, dont il préconisait la *« transformation profonde »*. Mardi, le secrétaire général a repris sans état d'âme les antiennes cégétistes les plus classiques.

Le passage le plus remarqué de son intervention aura été sans conteste l'appel insistant en faveur du « non » au référendum. Ceux qui avaient entendu, lors de son dernier congrès, que la CGT s'abstiendrait désormais de donner des consignes de vote lors des consultations électorales ont dû mal à comprendre. Peu importe. L'argumentaire pour le moins sommaire de M. Viannet – faire échec à une Europe sociale qui consacre *« la domination des grandes forces économiques et financières »*, version revue mais non corrigée des *« grands monopoles »* d'antan – rassure les partisans de la direction du Parti communiste, toujours prêts à débusquer *« les dérives réformistes »*. Quant aux *« modernistes »*, ils assurent que le fait d'expliquer *« les raisons de voter non »* plutôt que d'appeler formellement à voter « non » constitue un audacieux signe d'indépendance à l'égard de la place du Colonel-Fabien.

La CGT mise donc sur un retour aux sources pour se refaire une santé dans le sillage du « non » hétérogène à Maastricht. Mais il n'est pas sûr qu'en choisissant cette ligne de plus grande pente M. Viannet sorte gagnant et efface la déconvenue des dernières élections aux comités d'entreprise (*le Monde* du 19 août). Hardie mais prudente, la CGT – seul syndicat hostile à la construction européenne – refuse d'ailleurs de viser un objectif précis quant à son audience lors du scrutin prud'homal...

JEAN-MICHEL NORMAND

La monnaie allemande profite de la montée du « non » en France

FRANCFORT

de notre correspondant

« Qu'est-ce que BVA ? » Dans les salles de marchés de Francfort, l'institut de sondage français était placé mardi 25 août tout à coup au centre des interrogations. La nouvelle d'un éventuel « non » au référendum était parvenue en quelques secondes sur les écrans des opérateurs. Et les spéculations sur les monnaies du système monétaire européen (SME), dont l'équilibre avait déjà été mis à mal par la baisse du dollar toute la journée, repartait de plus belle en fin d'après-midi lorsque les résultats du sondage BVA furent connus. Réflexe général des cambistes : *« Il faut acheter du mark. »* Le dollar, du coup, reprenait sa glissade. Il s'était établi au fixing de la mi-journée à 1,4038 deutschemark, mais il tombait en fin d'après-midi sous les 1,40 DM dans les échanges entre banques.

C'est lors des tempêtes qu'on observe combien la monnaie allemande assure un rôle d'ancre en Europe. Les incertitudes sur le traité de Maastricht viennent aujourd'hui s'ajouter aux turbulences sur la monnaie américaine.

« Tous les regard sont maintenant braqués vers Paris », explique M. Klaus Elsner, directeur du marché des devises à la Deutsche Bank. *« Le résultat du référendum français va constituer la question centrale du mois à venir sur les marchés des changes. »* Avec quelles conséquences ? *« Un risque accru pour les monnaies faibles du système monétaire européen. »* La lire, la peseta et la livre sterling vont être les premières à souffrir. Plus que le franc, paradoxalement. *« Vis-à-vis des opérateurs, la France a accumulé un stock de crédibilité de lutte contre l'inflation suffisant pour mieux tenir le coup »*, affirme M. Hans-Helmut Kotz, économiste en chef de la banque Deutsche Girozentrale.

Un « scénario catastrophe » (*lire par ailleurs l'article d'Erik Izraelewicz*) vient immédiatement à l'esprit des économistes, même s'ils veulent ne pas y croire. Il démarre avec des sondages négatifs en France qui rendent peu à peu les pressions insupportables pour les monnaies faibles. A tel point que ces pays seront contraints de rehausser leurs taux d'intérêt, voire de dévaluer, ou les deux. Argent plus cher, monnaie plus faible : les opinions publiques et certains gouvernements vont se mettre à sérieusement douter du bon fonctionnement du mécanisme monétaire européen. Il se créerait une *« dynamique mauvaise »*, comme le redoute M. Kotz, qui *« va détruire la crédibilité du SME »*, au moment même où on propose d' *« aller plus loin »* dans l'union monétaire.

Scénario impossible ? Sur les marchés des changes, un doute suffit à provoquer des réactions violentes. Or, le SME est un mécanisme injuste, puisque l'appréciation du mark par les cambistes est exagérée, donc fragile. Le drame serait qu'il s'écroule... quelques semaines avant qu'il soit consolidé dans l'Union monétaire européenne. L'absurdité de cette perspective pourrait suffire toutefois à freiner l'ardeur des cambistes. Mais, en attendant le 20 septembre, les incertitudes vont peser lourd et le mark servira plus que jamais de refuge.

ÉRIC LE BOUCHER

La rumeur de Londres

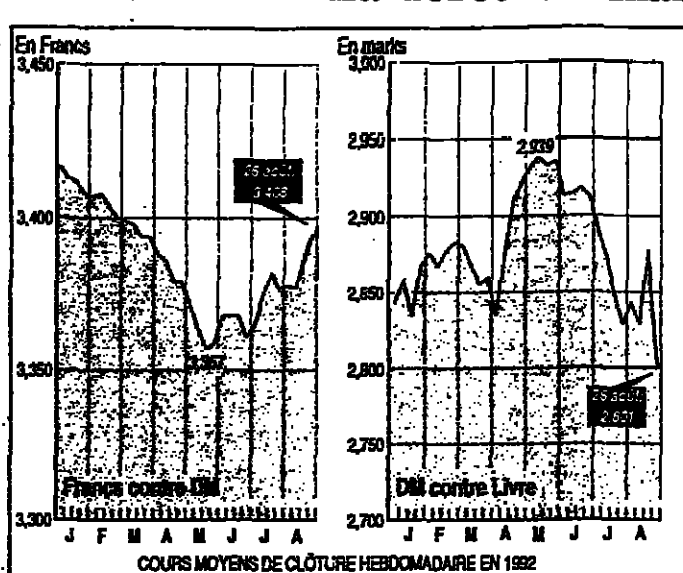
« Aujourd'hui, un courtier qui n'a pas d'information est un homme mort. » Par cette formule on ne peut plus abrupte, un *trader* résumait l'état d'esprit qui règne en Bourse depuis quelques semaines. Savoir avant tout le monde les intentions de vote des Français au référendum sur Maastricht semble devenu la seule préoccupation des intervenants, dans un marché saisi par le doute quant à la situation économique. Aussi le moindre bruit les fait-il frémir, surtout quand il vient de la City. *« Pour donner une véritable crédibilité à la rumeur, faites-la partir de Londres, car là-bas ce sont des professionnels et ils savent s'y prendre pour l'amplifier, même si elle doit être démentie ensuite »*, constatait, légèrement envieux de ce pouvoir, un gestionnaire français.

Et, mardi 25 août, quand les *brokers* londoniens ont évoqué un sondage où le « non » à Maastricht l'emportait, ce bruit a été pris au sérieux. Suffisamment pour faire plonger un marché qui tentait de se redresser après sa vive baisse de la veille. La séance ne fit alors qu'évoluer au fil des hypothétiques scores et des coups de téléphone dans les salles de marchés. Les bruits les plus divers se mirent à circuler, entraînant une chute des valeurs lorsqu'au dire de certains le « non » l'emportait et une atténuation de la baisse quand d'autres évoquaient l'avance persistante du « oui ». Rarement autant de données contradictoires circulèrent en si peu de temps. Et pour cause : ce n'était pas un sondage qui allait être publié, mais trois, avec chacun des résultats différents. Et ça, la rumeur londonienne ne l'avait pas mentionné...

Maintenant que les partisans de Maastricht sont au coude à coude avec leurs adversaires, certains évoquent un raz de marée du « oui ». Car finalement, constatant les conséquences désastreuses d'un « non » sur la Bourse, les adversaires de l'Union européenne vont peut-être mettre de l'eau dans leur vin. *« L'électeur est aussi souvent un actionnaire, il regarde ses relevés de cours. Je ne pense pas qu'il soit prêt à sacrifier son portefeuille pour la victoire du non »*, affirmait tranquillement un gérant. De quoi réjouir les partisans de la ratification du traité. Encore faut-il, pour être crédible, que ce pronostic revienne au bon moment sous forme de rumeurs par la City. Et en un mois, que de bruits peuvent encore circuler !

DOMINIQUE GALLOIS

La force du mark



Les perturbations dans le système monétaire européen (SME) se sont exacerbées au cours des dernières séances en raison de la chute du dollar et des inquiétudes relatives au vote français sur le référendum de Maastricht. La monnaie allemande s'est appréciée face au franc, atteignant jusqu'à 3,42 francs mardi 25 août. Le cours plafond du mark par rapport au franc (3,4305 francs) est cependant encore loin.

En revanche, la monnaie britannique s'échange tout près de son cours le plus bas autorisé dans le SME vis-à-vis du mark (2,7780 DM). Mercredi 26 août, le chancelier de l'Echiquier a réaffirmé qu'il n'était pas question de dévaluer la livre, tandis que la Banque d'Angleterre est intervenue pour soutenir la monnaie britannique contre le mark.

Scénario catastrophe

Suite de la première page

Ce sombre climat qui ne devrait pas manquer de peser sur l'économie réelle. Compte tenu de l'ampleur du choc politique, les experts sont cependant bien incapables de prévoir l'impact profond d'un « non » français sur la croissance et sur l'emploi.

Dimanche 20 septembre : le « non » a gagné. Dès lundi 21, les ministres de l'économie et des finances des Douze de la CEE, convoqués d'urgence à Londres, publient un communiqué solennel dans lequel – on peut l'imaginer – *« les pays membres du SME s'engagent à poursuivre leur coopération économique et monétaire dans le cadre des institutions existantes »*. Par des propos rassurants et à l'aide d'interventions concertées des banques centrales, les autorités financières européennes tentent de calmer la tempête provoquée par la victoire du « non » sur les marchés financiers. Tous les experts estiment effectivement qu'un rejet par les Français du traité de Maastricht entraînerait, comme le déclarait dans nos colonnes (*le Monde* du 20 août) M. Jack Lang, coordinateur de la campagne gouvernementale en faveur du « oui », *« une crise boursière, une crise de confiance, un coup de déprime »*...

Le rejet de Maastricht ouvrirait en effet une période de grande incertitude, bête noire de tous les décideurs économiques et des plus réactifs d'entre eux, les opérateurs financiers, en particulier. Comme en mai 1981, les marchés réagiraient très négativement à cette entrée dans l'inconnu. La crise serait, cette fois, européenne. A très court terme, les tensions déjà observées depuis quelques semaines sur les marchés financiers se trouveraient brusquement exacerbées, notamment au sein du SME. *« Un « non » français conduirait à un renforcement significatif du deutschemark, du florin et du franc belge »* [et] *« à un fort relèvement des taux d'intérêt à court terme dans les autres pays, en particulier en Italie, en Espagne, au Portugal et au Royaume-Uni »*, estiment les économistes londoniens de la Deutsche Bank, la première banque commerciale allemande.

Le deutschemark monnaie refuge

La victoire du « non » conduirait, dans un premier temps, à une défiance des investisseurs étrangers à l'égard du franc. Ceux-ci seraient amenés à réévaluer leur jugement sur la « maturité » économique des Français. Sur les marchés financiers, cette réappréciation s'est d'ailleurs déjà traduite depuis quelques semaines par une augmentation de l'écart de taux entre la France et l'Allemagne, par un affaiblissement du franc par rapport au deutschemark. Alors qu'il tournait autour de 3,37 francs il y a quelques semaines, le mark frôle actuellement les 3,42 francs français, la chute du dollar aggravant, il est vrai, la tension entre les deux monnaies.

Le deutschemark conforterait donc son rôle de *« monnaie refuge »*, estime la Deutsche Bank. Le maintien des parités au sein du SME obligerait à un relèvement des taux d'intérêt dans les pays à monnaie faible, mais aussi en France. *« En cas de victoire du « non », la Banque de France augmentera immédiatement ses taux d'intérêt »*, écrivaient ainsi il y a quelques jours les analystes londoniens de Crédit Lyonnais Capital Markets. C'est cette perspective d'une crise des changes et d'un nouveau renchérissement du loyer de l'argent qui est à l'origine des affres de la Bourse de Paris. Les milieux boursiers anticipent une hausse des taux d'intérêt, donc un nouveau coup de frein à la croissance.

Si la victoire du « non » signe l'abandon du projet de monnaie unique avant la fin du siècle, elle conduira aussi, pour la plupart des experts, à la condamnation à mort du SME, cette zone de stabilité monétaire mise en place depuis 1979. Techniquement, certes, les institutions européennes créées dans le cadre du traité de Rome et de l'Acte unique, ainsi que le SME, survivront au vote négatif des Français. Politiquement, le processus de désintégration provoqué par le « non » français les affectera toutes.

L'abandon des politiques de convergence

Le rejet de Maastricht ouvrirait une crise politique non seulement à Paris, mais pratiquement dans toutes les autres capitales européennes, où les dirigeants actuels se sont fortement engagés en faveur du traité. Dans chacun des pays, la politique économique risque d'être ainsi remise en cause avec un retour en force des égoïsmes nationaux et un abandon probable des disciplines communes.

A Londres, M. John Major, premier ministre, a placé *« le SME au cœur de sa stratégie économique »*, selon l'expression de l'hebdomadaire *The Economist* du 22 août. Il veut imposer à son pays, engagé dans la plus profonde récession qu'il ait connue depuis les années 30, une cure de *« désinflation compétitive »*. Pour lutter contre l'inflation et favoriser un retour à une croissance saine, il veut amarrer la livre sterling à la devise phare du SME, le deutschemark. Le coût économique et social en est pour l'instant élevé. Outre-Manche, le débat très vif qui se développe autour de ce projet n'est pas sans rappeler celui qu'avait connu la France en 1983. Refusant la discipline européenne, une partie du patronat et des conservateurs y militent activement pour une sortie de la livre du SME. Le « non » français affaiblirait politiquement M. Major, partisan affiché du traité de Maastricht. Il ne pourrait sans doute plus résister à la pression de ses « amis » et se verrait dans l'obligation soit de quitter le SME, soit de proposer une réévaluation du deutschemark, pour obtenir en fait une dévaluation de la livre sterling.

A Rome, à Madrid et à Lisbonne, les gouvernements pro-Maastricht seraient eux aussi brusquement affaiblis. Encouragés par la recherche de la convergence au sein de la CEE, ils ont tous engagé au cours des derniers mois des politiques visant à rétablir les grands équilibres macroéconomiques internes et externes. Le « non » français risquerait d'y entraîner un rejet des politiques d'austérité.

A Bonn enfin, le rejet français aurait aussi de lourdes conséquences. Pro-européen, le chancelier Helmut Kohl rencontre d'énormes difficultés pour convaincre ses compatriotes de la nécessité de remplacer la Bundesbank par la Banque centrale européenne, le deutschemark par l'écu – cette monnaie *« espéranto »*, comme l'appelle la presse allemande. Ayant ainsi obtenu la mise à l'écart du projet de monnaie unique, l'Allemagne pourrait alors travailler à imposer le deutschemark comme la véritable monnaie unique du Vieux Continent, face au dollar et au yen, et retrouver toute son autonomie dans ses décisions économiques et monétaires.

Dans chacun des grands pays de la CEE, la crise politique ouverte par le refus français conduirait ainsi à un abandon des disciplines communes. Très rapidement, un réalignement des parités monétaires au sein du SME – pratiquement inchangées depuis 1987 – se révélerait indispensable. Il ne serait que le début d'une phase de grande instabilité financière. *« Si la perspective de l'UEM devait être reportée à un futur indéterminé*, estime l'Institut national de recherche économique et sociale, un centre d'études britannique indépendant, *des réalignements monétaires deviendraient plus importants et plus fréquents. »* Le SME en serait affaibli. Beaucoup d'experts prévoient alors un retour vers un système beaucoup moins contraignant, proche du « serpent monétaire » des années 70, avec la constitution en son sein d'une véritable « zone mark ». *« Continuer avec le SME tel qu'il fonctionne actuellement n'est pas une alternative à l'UEM »*, note l'institut londonien, qui ajoute : *« La seule alternative à long terme serait un retour à un système de taux de change flottants. »*

La politique du franc fort remise en cause

Dans la tourmente ainsi provoquée par la victoire du « non », la France se trouverait confrontée à nouveau à un choix grave de politique économique. Si le gouvernement – quel qu'il soit – souhaite maintenir la stratégie de désinflation compétitive et de franc fort engagée depuis 1983, il serait conduit à accepter dans un premier temps une hausse des taux d'intérêt avec les conséquences que cela aurait sur la croissance et l'emploi. Lors du réalignement monétaire qui s'imposerait, il demanderait un maintien de la parité du franc par rapport au deutschemark, une réévaluation donc de la devise française par rapport aux autres monnaies du SME. Les experts de la Deutsche Bank s'interrogent cependant à juste titre sur *« la logique économique d'une politique du franc fort »* en cas de disparition de *« l'objectif à long terme d'une politique monétaire paneuropéenne »*.

Partisans dans leur grande majorité de Maastricht, les milieux économiques dressent ainsi un sombre tableau des conséquences d'un rejet français.

Quel crédit accorder à ces supputations ? En 1981, les milieux économiques avaient averti, à coup de scénarios catastrophes déjà, l'opinion publique des risques d'une élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République. Il y a eu, certes, au lendemain de la victoire socialiste, une grave crise financière. Mais la Bourse a connu ensuite une véritable envolée, et l'économie une mutation historique inattendue. Si la victoire du « non » devait assombrir à court terme les perspectives de croissance en Europe, il n'est pas sûr enfin que celle du « oui » ouvre, dans l'immédiat, un avenir plus radieux. Une fois l'« hypothèque » du référendum français levé, la Bundesbank, la puissante banque centrale allemande, ne décidera-t-elle pas, enfin, *de relever le « Lombard », son principal* taux d'intervention sur les marchés de l'argent outre-Rhin ? Une décision qui pourrait, elle aussi, plonger l'Europe dans une crise des changes et remettre en cause le SME !

ERIK IZRAELEWICZ

Lors de la conférence de presse de rentrée de la centrale syndicale

Le secrétaire général de la CGT appelle au rejet des accords de Maastricht

M. Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, a dénoncé, mardi 25 août, *« le renforcement généralisé de l'austérité et de la rigueur »* que constituerait selon lui l'adoption des accords de Maastricht. Lors de la traditionnelle conférence de presse de rentrée, M. Viannet a souligné que la mise en œuvre de ce traité permettrait *« aux banques comme aux grandes forces économiques et financières d'imposer, par le biais de mécanismes échappant aux gouvernements et aux Etats, leur stratégie de remise en cause des acquis sociaux et de renforcement de la vulnérabilité des salariés »*.

« Le maître-mot, a-t-il poursuivi, *c'est la compétitivité. Il faut être plus fort que l'autre. Pour quoi faire ? Pour l'écraser. Il faut donc savoir se serrer la ceinture, obligeant du même coup les autres à se serrer la ceinture encore plus fort. » « Les salariés ont tout à redouter de ce traité et ont intérêt à dire non »*, a affirmé M. Viannet.

Le secrétaire général de la CGT s'en est pris d'autre part au *« bavardage sur un soi-disant partage du travail »* qui n'est qu'un *« partage du chômage et de la misère »*. Il a accusé le gouvernement de chercher à *« faire exploser la Sécurité sociale »*, de refuser de publier, depuis 1989, les données relatives aux licenciements d'élus syndicaux et de préparer *« un budget désastreux »*. Les syndicats signataires avec le CNPF de l'accord sur l'assurance-chômage (CFDT, CFTC et CFE-CGC), n'ont pas été épargnés. La réforme de l'UNEDIC *« pénalise les chômeurs les plus vulnérables »* et *« représente une fuite en avant vers des difficultés plus grandes encore »*. En revanche, *« le patronat a eu ce qu'il voulait : pouvoir continuer de supprimer des emplois, sans contrôle et sans pénalités »*. M. Viannet a aussi réaffirmé son opposition à la réforme du statut des dockers, et estimé que M. Alain Ayache, l'éditeur de *Spécial Dernière* et du *Meilleur*, en conflit avec le Syndicat du livre, *« joue le rôle de poisson pilote du patronat de la presse parisienne pour enfoncer un coin dans le statut des salariés des imprimeries »*.

Interrogé sur les résultats qu'il espérait obtenir lors des élections prud'homales du 9 décembre, le secrétaire général a indiqué que la CGT ne s'était pas fixé d'objectif précis mais entendait *« profiter de l'occasion pour renforcer la qualité de ses liens avec les salariés »*.

ÉCONOMIE

Au mois de juillet

Le commerce extérieur de la France a été excédentaire de 6,2 milliards de francs

La balance commerciale de la France a été excédentaire de *6,2 milliards de francs en juillet*. Cet important excédent est le sixième enregistré depuis le début de l'année, seul le mois de juin ayant été déficitaire. Ainsi, en sept mois, le commerce extérieur de la France affiche-t-il après correction des *variations* saisonnières un suréquilibre de 22,6 milliards de francs.

Le mois dernier, les exportations ont atteint 106,5 milliards de francs et les importations 100,3 milliards de francs (1). Les *premières restent stables par rapport* à juin et ne progressent que très faiblement par rapport à juillet 1991 (+ 0,6 %). Les achats à l'étranger, eux, baissent nettement par rapport à juin (– 6,3 %) mais aussi par rapport à juillet de l'an*née dernière (– 8,6 %)*.

La balance des produits manu*facturés a été excédentaire de* 3,9 milliards de francs, ce qui est *important* puisque, en 1991, la France avait enregistré sur ce poste un déficit de 34,5 milliards de francs, soit 2,9 milliards de francs en moyenne mensuelle. Le redressement a commencé en octobre 1991, mois qui avait enregistré un excédent *pour* la première fois depuis très longtemps. En juillet 1992, quatorze Airbus ont été livrés pour la somme de 3,5 milliards de francs contre dix appareils en juin pour 2,8 milliards et douze en mai pour 2,9 milliards. *Sans le matériel militaire*, la balance des produits manufacturés fait apparaître un excédent de 2,8 milliards de francs.

La balance des produits agroalimentaires a été excédentaire de 5 milliards de francs, ce qui est important comparé à l'excédent moyen mensuel de 1991 (3,7 mil*liards de francs). Quant à la* balance des produits énergétiques, son déficit a atteint 7,1 milliards en juillet, ce qui correspond *grosso modo* au déficit moyen de 1991 (7,9 milliards de francs).

Par pays, le commerce avec l'Allemagne – qui avait été presque équilibré en 1991 – est de nouveau *largement déficitaire* : 2,27 milliards de francs. Après le boom provoqué par la réunification, nos voisins ont ralenti leurs importations. Notre commerce extérieur est en revanche largement suréquilibré avec la Grande-Bretagne (+ 2,4 milliards de francs) à laquelle nous avons vendu le mois dernier pour 1 milliard de francs environ de matériel de forage.

(1) En données brutes, les exportations atteignent 108.8 milliards de francs, les importations 102,47 milliards, et l'excédent cumulé sur sept mois 21,8 milliards de francs.

La construction de logements reste à un niveau bas

La construction de logements va mal. Le nombre de mises en chantier s'est élevé à 165 400 sur les sept premiers mois de 1992, contre 178 200 pour la période correspondante en 1991, soit une chute de 7,2 %, selon les chiffres publiés par le ministère de l'équipement, du logement et des transports. Sur les douze derniers mois, le recul des mises en chantier est de 6 %, à 290 200, comparé aux douze derniers mois précédents. Cette érosion suscite l'inquiétude des professionnels. *« On s'oriente vers une très grave pénurie de logements »*, estime la Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC). Si l'on considère les 60 400 logements mis en chantier en mai, juin et juillet, comparés aux 78 100 logements de la période correspondante de 1991, la FNPC estime que l'on se trouve aujourd'hui sur une tendance annuelle de 240 000 logements.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• **Indice de confiance des consommateurs : – 3,2 points en août.** – L'indice de confiance des consommateurs dans la situation actuelle et future de l'économie a baissé de 3,2 points en août aux États-Unis, pour se fixer à 58 points (contre 61,2 points en juillet). Calculé par le Conference Board, un organisme patronal américain, et fixé sur une base 100 en 1985, ce chiffre traduit donc la morosité ambiante : 40 % des ménages interrogés jugent les conditions économiques actuelles mauvaises (10 % les jugent bonnes), et seulement 18,4 % pensent qu'elles vont s'améliorer. *De plus, un ménage sur huit pense que ses* revenus vont décliner dans les six prochains mois.

SOCIAL

La fermeture des usines landaises d'Adidas

Mme Aubry critique les décisions de Bernard Tapie Finance

Adidas devra revoir ses projets de licenciements. Pour avoir annoncé de façon *plutôt expéditive la fermeture* de ses deux usines landaises *(le Monde* du 25 août), la firme de sports dont M. Bernard Tapie demeure propriétaire jusqu'à la fin du mois s'est attiré les foudres du ministère du travail. La décision d'Adidas-France a *« extrêmement surpris »* Mme Martine Aubry, indiquait mardi 25 août l'entourage de celle-ci. Le ministre du travail l'aurait fait savoir personnellement au téléphone à M. Tapie.

La disparition des établissements de Saint-Vincent-de-Tyrosse et de Tosse devrait provoquer 307 suppressions d'emplois, en plus des 350 à 400 prévues dans les établissements alsaciens du groupe. Le ministère du travail estime que ces nouvelles réductions d'effectifs ne sont *« pas conformes aux engagements »* pris en juillet par le groupe Bernard Tapie Finance, actionnaire majoritaire d'Adidas. Le ministère du travail demande à Adidas de *« reprendre les discussions »* en matière de plans sociaux *« sur l'ensemble du groupe »*.

FINANCES

Perrier : plus de bulles à la Bourse

Perrier, l'une des actions les plus spéculatives du marché ces dernières années, ne fera plus de bulles à la Bourse à partir du vendredi 28 août. Le titre sera radié de la cote après l'acquisition par le groupe agroalimentaire suisse Nestlé, allié à Indosuez, de 98,5 % du capital du numéro un français des eaux minérales *(le Monde* du 8 avril), à l'issue d'une bataille juridico-boursière avec la famille italienne *Agnelli (qui contrôle le groupe* automobile Fiat).

L'action Perrier était négociée sur le marché à règlement men*suel, avant de passer pendant* quelques semaines, après l'op*ération financière, sur le marché* au comptant. Désormais, les actions non détenues par Demilac (la holding mise en place par Nestlé et Indosuez) seront négociées sur le marché hors cote.

EN BREF

□ **En Russie, M. Boris Eltsine crée une réserve de blé pour l'hiver.** – Le président russe, M. Boris Eltsine, a créé par décret une réserve fédérale de blé afin que la population russe ne manque pas de pain cet hiver, a annoncé mardi 25 août l'agence de presse ITAR-Tass. La mesure vise *aussi à ralentir la spéculation sur* le blé, c'est-à-dire à empêcher les achats massifs au prix fixé par l'Etat, puis les reventes à des prix bien supérieurs sur les marchés privés. – *(AFP.)*

□ **Un député communiste demande une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués à Euro Disney.** – M. Alain Bocquet, député communiste du Nord, a demandé mardi 25 août, dans une question écrite au premier ministre, qu'*« une commission d'enquête soit constituée afin de rendre compte publiquement de l'utilisation des fonds publics »* alloués à Euro Disney. D'après M. Bocquet, ces fonds *s'élèveraient à 11 mil*liards de francs pour la première tranche de l'opération alors qu'Euro Disney précise n'avoir bénéficié directement que de 2,3 milliards de francs.

□ **Finnair enregistre un déficit de 67,2 millions de francs en 1991-1992.** – La compagnie aérienne finlandaise Finnair a enregistré pour les douze mois de l'exercice 1991-1992 un déficit de 56 millions de marks finlandais (67,20 millions de francs), a annoncé mardi 25 août la direction de Finnair à Helsinki. Du 1er juillet 1991 au 30 juin 1992, le chiffre d'affaires de la compagnie aérienne a baissé de 2,7 % par rapport à l'exercice précédent. – *(AFP.)*

□ **Démission du président de la compagnie pétrolière norvégienne Statoil.** – Le président de Statoil, la compagnie pétrolière nationale nor*végienne, M. Jan Erik Langangen*, a démissionné de son poste, a annoncé mardi 25 août le ministère norvégien du pétrole. Arrivé à la tête de Statoil il y a un mois à peine, M. Langangen, quarante et un ans, était auparavant le PDG du *premier groupe d'assurance norvé*gien, Uni Strorebrand, aujourd'hui en cessation de paiement. Comme la quasi-totalité des compagnies pétrolières, Statoil affiche des résultats médiocres.

□ **Rhône-Poulenc : progression de 64,9 % des résultats semestriels.** – Le groupe chimique Rhône-Poulenc a enregistré au premier semestre un résultat net part du groupe de *1,24 milliard de francs*, en hausse de 64,9 % par rapport à la même période de 1991. Le résultat opérationnel gagne 22,1 % à 4 milliards de francs. Le secteur santé continue à être la principale source de bénéfice du groupe (2,1 milliards).

ÉTRANGER

Le gouvernement danois présente un nouveau budget de rigueur

Le ministre danois des finances, M. Henning Dyremose, a présenté mardi 25 août un budget de rigueur pour *1993 ; il prévoit un déficit* de 33,9 milliards de couronnes (29,8 milliards de francs), grâce à des économies se montant à 7,5 milliards de couronnes.

Ce déficit, réduit par rapport aux prévisions de l'année dernière (38,3 milliards de couronnes prévu pour 1992) est essentiellement dû aux allocations-chômage en hausse (11,1 % de la population active est en *effet sans emploi, et le nombre* de chômeurs augmente chaque année).

De plus, le gouvernement danois a consacré 9,2 milliards de couronnes au budget de la Communauté européenne pour 1993, malgré le « non » au référendum sur le traité de Maastricht du 2 juin dernier.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 25 août ↓

Hésitation

Après deux séances de forte baisse (*– 3,12 % lundi* et – 1,303 % mardi), le marché tentait de se ressaisir mercredi dès l'ouverture. La hausse atteignait 0,67 % au cours des premiers échanges, mais l'avance *s'érodait* au fil des heures dans un marché hésitant. En début d'après-midi l'indice *CAC 40* devenait négatif. Il perdait 0,47 %. Les *deux causes de morosité sont, une fois* encore, les incertitudes monétaires et les spéculations autour des résultats du *référendum du 20 septembre.*

L'annonce d'une balance commerciale *excédentaire française en juillet* (6,2 milliards de francs) a finalement peu influé positivement sur la tenue du marché, pas plus que le maintien à 9,70 % des taux d'intérêt en Allemagne, décidé mercredi matin par les autorités monétaires d'outre-Rhin lors d'une adjudication portant *sur 20 milliards* de marks. Le marché semble donc enfermé dans son marasme, et rien pour l'heure ne peut l'en *sortir, contrairement à ce qui se passe sur* certaines places internationales. Un des autres freins à l'investissement est le *niveau élevé du loyer de l'argent* au jour le jour. Ce dernier a encore progressé pour atteindre en *moyenne* 10 1/8 %. Les acheteurs d'actions sont donc très rares, comme le *montre* le volume des *échanges sur les quinze* principales hausses de la séance. En fin de matinée, les plus fortes hausses *(Bail Equipement, UFB Locabail*, Sodéro) s'effectuaient avec une centaine de titres. Les vendeurs *n'étaient* guère plus nombreux. Les principales baisses étaient emmenées par Salvépar SAT, Total, Pollet et Lafarge.

NEW-YORK, 25 août ↑

Légère progression

Wall Street a terminé en légère hausse mardi 25 août grâce à une *vague d'achats intervenue in extremis* après une séance en dents de scie en raison notamment de statistiques économiques contradictoires. *L'indice* Dow Jones a clôturé à 3 232,22, en hausse de 4,05 points (0,12 %). Quelque 201 millions de titres ont été échangés.

Les statistiques ont fait état mardi d'une baisse de 3,2 points de l'indice de confiance des consommateurs en juillet et d'une progression de 3,9 % des reventes de logements durant la même période.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor *à 30 ans, principale référence, a* progressé à 7,46 % contre 7,44 % lundi soir.

VALEURS	Cours du 24 août	Cours du 25 août
Alcoa	66 3/8	64
ATT	45 2/8	42 1/2
Boeing	38 2/8	37 5/8
Chase Manhattan Bank	23 1/2	22 5/8
Du Pont de Nemours	50 1/8	50 1/8
Eastman Kodak	43 1/2	44 1/8
Exxon	64 1/4	63 3/4
Ford	38 3/4	40 1/8
General Electric	74 1/8	74
General Motors	34	33 3/4
Goodyear	64 1/8	63
IBM	85	87
ITT	65 3/4	64 3/4
Mobil Oil	65 1/8	64 5/8
Pfizer	80 1/8	80 1/2
Schlumberger	67 3/4	68 1/2
Texaco	64 1/2	65
UAL Corp. ex-Allegis	104	104 5/8
Union Carbide	13 1/8	12 7/8
United Tech.	54 1/4	54 5/8
Westinghouse	16	16 1/4
Xerox Corp.	73 3/4	74 1/4

LONDRES, 25 août ↓

Nouveau repli

La faiblesse de la livre et les conclusions d'un sondage d'opinion donnant le « non » victorieux au référendum français sur le traité de Maastricht (BVA/*Paris-Match*- Antenne 2- FR 3) ont pesé sur la Bourse de Londres mardi 25 août.

La tendance a également été déprimée par la nouvelle glissade du dollar et de Wall Street. Les valeurs ont perdu jusqu'à 2,2 % avant de se reprendre en fin de séance après l'annonce d'un autre sondage français *(IFOP/l'Express)* prévoyant 51 % de « oui ».

Finalement, l'indice Footsie a clôturé en baisse de 30,1 points (1,3 %) à 2 281 points. Les fonds d'Etat ont perdu plus d'un demi-point. Les échanges ont porté sur 535,8 millions d'actions contre 314,2 millions lundi.

TOKYO, 26 août ↑

Fermeté

Dans un marché calme, la Bourse de Tokyo était ferme mercredi 26 août, l'indice Nikkei clôturant à 16 541,65 yens, en hausse de 160,88 yens (1 %). Le volume des transactions s'est réduit mercredi matin à 160 millions de titres contre 200 millions mardi matin et 397,6 millions pour l'ensemble de la journée de mardi.

Le Nikkei avait ouvert sur une hausse sensible de 82,90 yens, soit 0,5 % à 16 463,67 yens, à la suite de l'annonce par le ministre des finances, M. Tsutomu Hata, que le gouvernement arrêterait de vendre des actions de Nippon Telegraph and Telephone au cours des années fiscales 1992 et 1993. Selon d'autres informations, le collectif budgétaire prévoirait 75 milliards de dollars de *dépenses supplémentaires.*

Après *avoir gagné* jusqu'à 250 yens en cours de matinée, le Nikkei s'est replié ensuite, les inquiétudes des investisseurs *reprenant* le dessus.

VALEURS	Cours du 25 août	Cours du 26 août
Ajinomoto	1 180	1 250
Bridgestone	1 140	1 140
Canon	1 300	1 280
Fuji Bank	1 710	1 650
Honda Motors	1 290	1 280
Matsushita Electric	1 240	1 210
Mitsubishi Heavy	544	545
Sony Corp.	3 970	4 010
Toyota Motors	1 430	1 450

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4250	4272	Immob. Hôtelière	1000	1000
Amault Associés	181	181	Internt. Computer	150	
B.A.C.	23 70	....	I.P.B.M.	53	
Bque Vernes	685	685	Locamic	64	64
Boiron (Ly)	455	455	Metra Comm.	295 70	297 50
Boisset (Lyon)	209	....	Molex	123	
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	765	780	Publ.Filipacchi	434	
Calberson	257	257	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	320	320
Cardif	720	740	Select Invest (Ly)	93 40	
C.E.G.E.P.	158	153	Serbo	236	229
C.F.P.I.	286 50	286 50	Sopra	295	290
C.N.I.M.	1010	1029	TF1	470	464
Codetour	283 10	283	Thermador H. (Ly)	317	
Conforama	1219	1219	Unilog	255	260
Creeks	92	87 50	Viel et Cie	94 10	94 10
Dauphin	283	282 80	Y. St-Laurent Groupe	809	798
Delmas	1010	1010			
Demachy Worms Cie	349 90	....			
Devanlay	1111	....			
Deville	158	....			
Dolisos	115	112			
Editions Belfond	170	....			
Europ. Propulsion	175 50	170			
Finacor	110	....			
G.F.F. (group.fon.f.)	59 50	58 90			
G.I.M.	350	350			
Gravograph	150	150			
Guntoli	780	780			
I.C.C.	161	161			
Idianova	90	....			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 25 août 1992
Nombre de contrats estimés : 191 300

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	104,26	104,62	105,16
Précédent	104,94	105,32	105,76

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
105	0,24	1,65	0,90	1,32

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 23 396

COURS	Août 92	Septembre 92	Octobre 92
Dernier	1 664	1 679	1 730
Précédent	1 697	1 718,50	1 765

CHANGES

Dollar : 4,79 F ↓

Le dollar se maintenait à des niveaux très faibles mercredi 26 août, tandis que le *SME* continuait à subir de fortes pressions. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,79 francs contre 4,7980 francs mardi selon le cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	25 août	26 août
Dollar (en DM)	1,4038	1,4045

TOKYO	25 août	26 août
Dollar (en yens)	124,85	124,95

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (26 août) .... 10 1/16 % - 10 3/16 %
New-York (25 août) .... 3 1/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

	24 août	25 août
Valeurs françaises	98,30	
Valeurs étrangères	85,70	

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC	473,55	469,55

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40	1 689,71	1 667,72

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	24 août	25 août
Industrielles	3 228,17	3 232,22

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	24 août	25 août
100 valeurs	2 311,70	2 280,80
30 valeurs	1 713,70	1 681
Mines d'or	82,40	80,30
Fonds d'Etat	87,90	87,56

FRANCFORT

	24 août	25 août
Dax	1 498,74	1 468,91

TOKYO

	25 août	26 août
Nikkei Dow Jones	16 380,77	16 541,65
Indice général	1 276,84	1 277,38

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

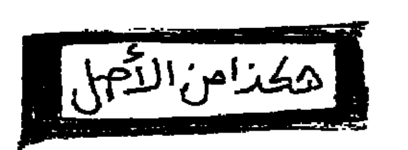
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	4,7890	4,7920	4,8730	4,8790
Yen (100)	3,8376	3,8405	3,9026	3,9083
Ecu	6,8985	6,9039	6,8809	6,8915
Deutschemark	3,4066	3,4113	3,4112	3,4184
Franc suisse	3,8077	3,8140	3,8296	3,8396
Lire italienne (1000)	4,4607	4,4668	4,3947	4,4049
Livre sterling	9,5354	9,5462	9,5227	9,5409
Peseta (100)	5,2487	5,2578	5,2108	5,2252

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 5/8
Yen (100)	3 7/8	4	3 5/8	3 3/4	3 1/2	3 5/8
Ecu	11	11 1/8	11 1/16	11 3/16	11 1/16	11 3/16
Deutschemark	9 5/8	9 3/4	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8
Franc suisse	7 3/4	7 7/8	7 13/16	7 15/16	7 7/8	8
Lire italienne (1000)	16 1/8	16 3/8	15 7/8	16 1/8	15 3/4	16
Livre sterling	10 7/16	10 9/16	10 11/16	10 13/16	10 3/4	10 7/8
Peseta (100)	13	13 1/4	13 1/4	13 1/2	13 3/8	13 5/8
Franc français	10 1/4	10 3/8	10 7/16	10 9/16	10 1/2	10 5/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

□ **JVC prévoit de nouvelles pertes pour 1992 et supprime 700 emplois.** – La firme japonaise d'électronique grand public JVC a indiqué, mardi 25 août à Tokyo, s'attendre pour la deuxième année consécutive à des pertes pour l'année fiscale 1992 (close au 31 mars 1993). Déjà marquée par la mévente du matériel audio et vidéo (*le Monde du 13 mai*), *l'année fiscale* 1991 s'était soldée par une perte de 2,3 milliards de yens (87,4 millions de francs). L'actuel exercice s'annonce plus mauvais encore, avec des pertes avant impôts évaluées à *21 milliards* de yens. Le chiffre d'affaires lui-même régresserait de 11 % à 540 milliards de yens contre 606 milliards. La firme, qui emploie 16 500 salariés, prévoit de réduire ses effectifs de 700 salariés, essentiellement dans ses usines de magnétoscopes. Actionnaire à 50 % de JVC, le groupe Matsushita – qui *détient également les marques* Technics, Panasonic ou National, – a annoncé de son côté une baisse de 62 % de son bénéfice trimestriel imposable consolidé.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 26 AOUT

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4740	C.N.E 3%	4730	4740	4730	....
830	B.N.P. T.P.	830	830	833	+ 0 36
905	Cr Lyon. T.P.	928	919	900	- 3 02
1532	Renault T.P.	1535	1620	1565	+ 1 95
1600	Rhone Poul. T.P.	1590	1630	1590	....
1028	Saint Gobain T.P.	1035	1025	1012	- 2 22
795	Thomson T.P	810	800	800	- 1 23
600	ACCOR	572	580	556	- 2 80
770	Air Liquide	760	760	750	- 1 32
620	Alcatel-Alsthom	601	603	598	- 0 50
1530	Als.Superm	1660	1602	1603	- 3 43
260	A L S P I	250	248	248	- 0 80
390	AGF Sté Centrale	379 80	378	376	- 1 00
132	Avenir H. Média	124 60	125	120 10	- 3 81
755	Axa (ex Cie Midi)	711	719	702	- 1 27
140	Bafip	134 50	134	134	- 0 37
97	Bail-Equipem.	95	97	97 50	+ 2 63
690	Bail Investiss.	620	674	660	+ 6 45
305	Bancaire	277	283 50	281 20	+ 1 52
740	Bazar H.-V	749	....	....	...
1200	Berger (M)	1200	1167	1167	- 2 75
400	Bertrand Faure	400	398	398	- 0 50
775	Bic	760	750	742	- 2 37
1030	B.I.P.	1020	1020	1020	....
190	BIS	190	190	189	- 0 53
330	B N P (CI)	311	318	315	+ 1 29
685	Bollore Tech	666	666	670	+ 0 75
3000	Bongrain	2950	2944	2980	+ 1 02
540	Bon-Marché	532	527	528	- 0 75
525	Bouygues	502	505	493 20	- 1 75
88	BP France	82	83	84	+ 2 44
980	B S N	945	947	935	- 1 06
1210	Canal Plus	1190	1194	1172	- 1 51
190	Cap Gem.S	191 90	195	188 70	- 1 67
2450	Carrefour	2370	2388	2357	- 0 55
133	Casino	130 80	131 10	129 90	- 0 69
88	Casino ADP	87	88	87 50	+ 0 57
435	Castorama D.I.	397 50	402 80	403 80	+ 1 58
165	C.C.F.	180 30	184	182	+ 1 06
35	CCMC Ly	35	....	...	
375	C.D.M.E.	376	380	377	+ 0 27
142	C.E.G.I.D.	141	141	139	- 1 42
73	Centrest (Ny)	70	71	71	+ 1 43
365	C.E.P. Comm.	355	360	360	+ 1 41
96	Cerus	97	94 20	95	- 2 06
705	Cetelem	707	708	710	+ 0 42
220	CF Int.	219	213 50	215	- 1 83
265	CGI Info.	250	250	250	....
945	C G I P	942	938	936	- 0 64
600	CGP	629	...	....	
1100	Chargeurs S A	1070	1080	1085	- 0 47
290	Christian Dior	285	287	271	- 4 91
570	C I C A (M)	567	565	565	- 0 35
330	Ciments franc	329	329	321	- 2 43
640	Clarins	625	621	611	- 2 24
440	Club Mediter.	428 60	430	428	- 0 14
179	CMB Packa.	175 10	173	170 10	- 2 86
775	Colas	760	752	756	- 0 66
199	Cpt. Entrep.	187	181	185	- 1 07
1110	Compt Mod.	1080	1100	1052	- 2 59
225	CPR (Paris Réa.)	224	226	226 90	+ 1 29

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
750	Créd. Foncier	715	733	735	+ 2 80
280	Crédit Loc France	259 30	257 50	257	- 0 89
505	Cr Lyon.(CI)	509	482	494	- 2 95
835	Credit Nat.	833	838	826	- 0 84
350	CSEE	328	315	315	- 3 96
3200	Damart	3200	3200	3200	...
350	Dassault Aviation	346 50	358 90	351	+ 1 30
163	Dassault Electr.	163	164	164	+ 0 61
1760	De Dietrich	1725	1750	1750	+ 1 45
61	Dév.P.d.C.(Li)	61		...	....
100	Dév R.Sud-Est	95	95	95	....
320	D M C	300	298	298	- 1 33
400	Docks France	400	400	400	....
186	Dynaction	183	181	180	- 1 64
2140	Eaux (Gle)	2074	2080	2064	- 0 48
840	E.B.F.	830	830	815	- 1 81
395	Ecco	398	381	382	- 4 02
310	Elf Aquitaine	307 70	313	308	+ 0 10
1000	ElfSanofi(ExSanofi)	989	992	982	- 0 71
220	Erap-Elf (Certif)	214	214	215 50	+ 0 70
590	Eridania-Beghin	606	607	605	- 0 17
380	Essilor	384	384	388	+ 1 04
178	Essil.Int.(DP)	178	177 90	177 90	- 0 06
780	Esso	760	760	774	+ 1 84
1210	Eurafrance	1160	1152	1146	- 1 21
540	Eurocom	560	558	553	- 1 25
70	Eurodisneyland	67 95	70 90	69 25	+ 1 91
925	Europe 1	915	912	891	- 2 62
35	Eurotunnel	33 45	34	34	+ 1 64
1450	Exor	1450	1485	1485	+ 2 41
96	Finextel	99	97 10	96 30	- 2 73
315	Fives Lille	303			....
3200	Fromager. Bel	3186	3160	3180	- 0 19
2040	Gal.Lafayette	2044		....	
335	G.A.N.	334 80	336	333	- 0 54
495	Gascogne (B)	480	480	479	- 0 21
1190	Gaz et Eaux	1193	1220	1250	+ 4 78
685	Geophysique	681	681	672	- 1 32
870	Groupe André SA	670	670	670	..
510	Groupe Cité	500	...		
380	GTM-Entrep	360	360	364	+ 1 11
1610	Guyenne-Gas.	1602	1595	1595	- 0 44
112	Hachette	108 90	110 10	105 90	- 2 75
480	Havas	455 80	462	454	- 0 39
285	Ifin	272	273	273	+ 0 37
320	Imétal	308	307	307	- 0 32
105	Immob. Phénix	107	106	106	- 0 93
88	Ingénico	86	86 90	85	- 1 16
7000	Inst. Mérieux	6900	6960	7000	+ 1 45
385	Interbail	384	380	384	....
680	Intertechnique	645	650	651	+ 0 93
820	J. Lefebvre	790	790	790	....
460	Klepierre	461	477	462	+ 0 22
730	Labinal	700	...	...	...
300	Lafarge	281 80	280	268	- 4 83
280	Lebon	275	280	275	....
4300	Legrand	4152	4200	4220	+ 1 64

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2250	Legrand (DP)	2200	2198	2175	- 1 14
305	Legris Industries	294 50	295	293	- 0 51
635	Locindus	616	633	638	+ 3 57
3670	L.V.M.H.	3588	3620	3522	- 1 84
510	Lyon.Eaux/Dumez	503	505	497	- 1 19
58	Majorette Ly.	57	58	56 10	- 1 58
270	Mar. Wendel	259	259 50	260	+ 0 39
161	Matra	178 30	174 60	172 40	- 3 31
444	Merlin-Gerin	450	441	450	
65	Metaleurop.	61 50	65	62 50	+ 1 63
27	Métrologie In.	29	29 50	29	..
192	Michelin	178 30	179 10	177 30	- 0 56
156	Min. Salsig (Ny)	156 10	...		
95	NMB	93 50	93	92	- 1 60
120	Moulinex	117	118	119	+ 1 71
845	Navig. Mixte	785	805	774	- 1 40
117	Nord-Est	114 50	113 20	114 60	+ 0 09
210	Nordon (Ny)	210	207	207	- 1 43
85	Olipar	82 90	80	81	- 2 29
935	Oréal	914	921	913	- 0 11
305	Paribas	287 30	290	285 30	- 0 70
160	Pechiney Int	153 80	156 50	151 10	- 1 76
270	Pechiney (CIP)	265	268	263 60	- 0 57
405	Pernod Ricard	390	398	390 10	+ 0 03
605	Peugeot	574	575	572	- 0 35
350	Pinault	345	340 80	342	- 0 87
755	Plastic-Omn	754	750	750	- 0 53
795	Primagaz	798	790	788	- 1 25
690	Printemps	695	695	691	- 0 58
605	Promodès	610	608	600	- 1 64
400	Radiotechn.	400	400	401	+ 0 25
5730	Redoute (La)	5720	5670	5670	- 0 87
164	Rémy Cointreau	162	158	156 50	- 3 40
525	R. Poulenc CIP	545	550	558	+ 2 39
56	Rochette(La)	51 70	53	51 70	
405	Roussel Uclaf	385	389 90	388	+ 0 78
2800	R. Impé.Ly *	2790	..	...	.
156	Sade (Ny)	150	149	150	.
1980	Sagem	1999	2000	2010	+ 0 55
520	Saint Gobain	508	511	498 50	- 1 87
1140	Saint Louis	1126	1125	1125	- 0 09
1280	Salomon Ly	1299	1251	1289	- 0 77
295	Salvepar (Ny)	314	310	279 20	- 11 0
1400	S A T	1395	1380	1300	- 6 81
220	Saul. Chât.	220	209	208 90	- 5 05
980	Saupiquet (Ns)	998	...	...	
555	Schneider	558	568	556	- 0 36
14	SCOA	13 80	13 80	13 80	
325	Scor s.a	330	333	330	
420	S E B	410 40	414 90	410	- 0 10
380	Sefimeg	382 50	382	384	+ 0 39
115	Selectibanque	114 20	....	..	
152	Sextant A	150 50	153 90	151	+ 0 33
675	S F I M	692	700	710	+ 2 60
185	S.G.E.	181 50	180	178	- 1 93
370	Simco	375	369	369	- 1 60
620	St. Rossignol	585	600	610	+ 4 27

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
430	Sigos	430	438	433	+ 0 70
475	Société Géné.	463 90	458 10	465 50	+ 0 34
46	Sodecco (B)	45			..
56	Sodero (Ns)	92 10	96	96	+ 4 23
1020	Sodexho	1000	999	996	- 0 40
69	Sogecal (Ny)	66 10	66 20	66 20	+ 0 15
360	Sogerap	340	340	340	..
1270	Som.-Allib.	1266	1266	1268	+ 0 16
370	SOPHIA	375	370	370	- 1 33
700	Sovac	717	732	715	- 0 28
265	SPEP	255	259 90	259 90	+ 1 92
275	Spie-Batignol.	271	270	270	- 0 37
685	Strafor Facom.	690	682	682	- 1 16
230	Suez	223 80	225 90	223	- 0 36
1020	Synthélabo	995	990	1000	+ 0 50
122	Thomson CSF	120 50	120 10	119 50	- 0 83
205	Total	205 40	207	206 40	+ 0 49
148	- (certif)	154	145	147	- 4 55
174	Truffaut Fr.	171	173	173	+ 1 17
370	U.A.P.	344 40	349	335	- 2 73
225	U F B Locab	232	212	212	+ 4 95
215	U G C DA (Robur)	215		...	...
490	U I C	429	485	489	.
395	U I F.	395	395	395	..
730	U I S	730			
380	Unibail	375	372	375	..
700	Valéo	682	683	686	+ 0 59
136	Vallourec	138 80	140 50	141	+ 1 59
210	Via Banque	210	204	205	- 2 38
240	Worms et Cie	215 90	220	220	+ 0 05
1150	Zodiac	1130	1102	1102	- 2 48
950	Elf Gabon	940	942	942	+ 0 21
88	Amax	87 20	86 80	87	- 0 23
138	Amer. Barrick	140 30	139 70	139 70	- 0 43
101	Amer. Express	100	100 70	100 70	+ 0 70
205	A.T.T	205	203 90	205 60	+ 0 24
129	Anglo Amer C.	124	122	124	.
240	Amgold	235	...		
180	Banco Santander	178	180	180	+ 2 27
740	B.A.S.F	714	729	725	+ 1 54
890	Bayer	875	873	870	- 0 57
46	Beecham Plc	47	46	46	- 2 13
27	Buffelsfont	27 25	27 20	26 50	- 2 75
118	Chase Manh.	109 20	109 50	109 50	+ 0 27
2060	Daimler Benz	2000			
72	De Beers	68 50	69 20	68 80	+ 0 44
2080	Deutsche Bank	2060	2051	2062	+ 0 10
1080	Dresdner Bank	1050	1053	1045	- 0 48
48	Driefontein	48 10	48 10	48 40	+ 0 62
245	Du Pont-Nem.	240	242 80	242 80	+ 1 17
210	Eastman Kodak	206	212 20	212 50	+ 3 16
10 50	East Rand	10 10	10 20	10 70	+ 5 94
30	Echo Bay	30	29 60	29 50	- 1 67
183	Electrolux	172			..
106	Ericsson	100	101	102	+ 2 00
310	Exxon Corp.	307 50	310 10	310 10	+ 0 85
199	Ford Motor	190 10		.	...

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
34	Freegold	34	34 20	34 80	+ 2 35
14	Gencor	13 70	13 85	13 85	+ 1 09
365	Gén. Electr.	357	358 60	358 70	+ 0 48
173	Gen. Motors	165	165 50	165	
320	Gén. Belgique	314	310 30	310 30	- 1 18
40	Gd Métropol.	35 55	36 45	38 30	+ 7 74
50	Guinness	49 20	49 50	49 20	
18 50	Hanson PLC	18	18	18	
18 50	Harmony Gold.	18 30	18 40	18 50	+ 1 09
275	Hewlett Packard	271 70	275 70	275 70	+ 1 47
31	Hitachi	30 90	30 25	30 20	- 2 27
795	Hoechst	780	780	780	
60	Homestak.	62	61 80	61 80	- 0 32
105	I.C.I.	104 50			
420	I B M	413 40	423 60	422 90	+ 2 30
325	I T T	311 70	312 40	312 40	+ 0 22
152	Ito Yokado	145	141	140 50	- 3 10
48	Matsushita	46	46 25	46 85	+ 1 85
3 55	Maxwell	3 55			
205	Mc Donald's	203 30	203	203 10	- 0 10
245	Merck	242	247 50	246	+ 1 65
480	Minnesota M.	458			
35	Mitsubishi	34 15	35 05	35	+ 2 49
320	Mobil corp	310		.	
285	Morgan J.P	285	284 10	284 10	- 0 32
34700	Nestlé	34290	34300	34300	+ 0 03
108	Norsk Hydro	105 10	102 60	103	- 2 00
80	OFSE	78 90	78 90	78 90	
1540	Pétrofina	1521	1540	1513	- 0 53
385	Philip Morris	380	384 10	383 30	+ 0 84
70	Philips	71 20	73 20	72	+ 1 12
50	Placer Dome	51 20	50 20	50 45	- 1 46
235	Procter Gamble	231 20	232 90	230	- 0 52
155	Quilmès	153	152	151	- 1 31
18 50	Randfontein	15 45	15 35	15 40	- 0 32
250	Rhone Poul. Rorer	243	245	245	+ 0 82
430	Royal Dutch	425	429	428 10	+ 0 73
49	R T Z	48 10	47 70	48	- 0 21
13	Saat & Saatchi	13 05	13 10	12 85	- 1 53
25	St Helena	25 70	25 80	25 50	- 0 78
325	Schlumberger	326 50	330	327 50	+ 0 31
44	Shell transp	42 80	44	44	+ 2 80
2000	Siemens	1965	1980	1975	+ 0 51
155	Sony	153	154	154	+ 0 65
67	Sumitomo Bank	66	66	64 10	- 2 88
135	T D K	133 80	133 30	133 30	- 0 37
54	Telefonica	52	52 05	52 05	+ 0 10
25	Toshiba	24	23 70	23 75	- 1 04
545	Unilever	539	538	536	- 0 56
285	Unit. Techn.	258	261 40	261 40	+ 1 32
191	Vaal Reefs	185	182	186 10	+ 0 59
1090	Volkswagen	1051	1054	1054	+ 0 29
255	Volvo	234	235	235	+ 0 43
85	West. Deep	83 60	84 20	83	- 0 72
380	Xerox Corp	357 60	..	.	
98	Yamanouchi	94 80	95 50	96 70	+ 2 00
4 41	Zambia Cop	4 45	4 37	4 39	- 1 35

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8%78	100 25	0 88
10,80% 79/94	100 55	10 53
Emp.Etat 13,4%83	103 50	9 11
Emp.Etat 12,2% 84	100 30	10 76
10,25% mars 86	....	4 69
OAT 10% 5/2000	104 55	2 49
OAT 9,9% 12/1997	101 49	6 95
OAT 9,8% 1/1996	99 96	5 69
PTT 11,2% 85	103 25	7 57
CFF 10,30% 86	101	5 54
CFF 10,25% nov 90	103 65	4 60
CNA 10 % 1979	....	4 64
CNB Bques 5000F	98 05	1 30
CNB Paribas 5000F	97 50	1 30
CNB Suez 5000F	97 50	1 30
CNI 1/82 5000F	98 10	1 30
CNT 9 % 88	....	3 12
CRH 10,90% déc.85	103 95	6 43
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1040	...
Cerus	2190	....
Alcatel 6 % janv. 89	598	....
Ly. Eaux cv 6,5%	765	....
Thoms. cv 9,2% 86	780	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	650	632
Applications Hydr.	1530	....
Arbel	448	446
Bains C.Monaco	910	908
B.Hypoth.Europ.	357 80	....
B.N.P. Intercont.	361	351
Beghin-Say (C I)	450	451
Bénédictine	2480	....
Bidermann Internat.	490	....
Blanzy Ouest	1405	1401
B T P	58 10	57 10
Cambodge	1075	1075
Carbone Lorraine	380	380
Caves Roquefort? Cass Poclain	4 30	4 25
C.B.C.	290	281
C.E.G.F (Frigor.)	690	....
Cementeries Blanzy	343	342 90
Cerabati	42	...
Champex Ny	51	...

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
CIC (CIP)	152	163
C.I.M.	810	....
C.I.T.R.A.M. (B)	2310	....
Comiphos	441	....
Cie Industrielle	4520	3161
Cpt Lyon Alemand	323	323
Concorde	570	570
Conser.Mét.Prov.	16 30	16 30
Crédit Gén.Ind	124 60	....
Cr Universel (Cie)	430	430
Darblay	535	....
Degremont	1750	1745
Delmas Vieljeux	2435	2435
Delos Bottin	540	540
Eaux Bassin Vichy	3050	3055
Eca	339	341
Ent.Mag. Paris	4300	4200
Essx	1685	1690
Finalens	300	298 80
F.I.P.P.	70	....
F.N.A.C.	1779	...
Foncière (Cie)	450	....
Fonc.Lyonnaise	583	582
Foncina	335	...
Fougerolle	805	789
France I.A.R.D.	450	....
France SA (La)	1650	1632
From. Paul-Renard	2050	...
Gaumont	440	450
Gentelm	282	282
Gévelot	462	462
G.F.C.	298	297
Groupe Victoire	900	....
G.T.I (Transport)	198	..
Immobail	308	308
Immobanque	575	575
Im.Marseillaise	4580	4600
Immofice	364	366
Invest.(Ste Cie.)	3202	3202
Lambert Frères	295	295
Lille Bonnières	905	...
Locafrancaise	516	....
Louis Vuitton	636	635
Louvre	2285	2250
Lucia	513	515
Machines Bull	26	26
Mag.Uniprix	200	200
Magnant	540	540
Métal Déployé	400	...
Mors	61	61
Navigation (Nle)	190	190
Optorg	270	273
Oréal (CI)	498	489
Origny-Desvroise	650	640
Palais Nouveauté	1250	....
Paluel Marmont	600	....
Parfinance	154	...
Paris France	199	197

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paris Orléans	210	....
Parthena Invest.	300	275 10
Pathé Cinéma	515	540
Piper Heidsieck	1055	....
Porcher	470	480
Promodès (CI)	360	....
Publicis	710	708
Rochefortaise	113	110 50
Rosario	146	146
Rougier	232	231
S.A.C.E.R.	442 90	435
S.A.F.A.A.	211	....
S.A.F.I.C Alcan	183 50	183 50
Saga	390	...
Saint Dominique (F.)	104	104 80
Salins du Midi	551	550
Savoisienne M.	156	....
S.C.A.C.	715	....
Senelle	421	420
S.Eaud.Part. (M)	114	114
Silic	550	545
Sovim	108	104
S.I.P.H.	125	...
S.M.C.I.	100	....
Sofal	620	608
Soffo	250	240
Soficel	1010	1000
Sofiram (ex Satam)	74	....
Sofragi	2216	....
Soudure Autogène	721	722
Sovabail	330	330
Sterni	518	518
Taittinger	2050	2090
Testut-Aequitas	221	..
Tour Eiffel	210	210
Ufiner	1140	1100
Vicat	480	501
Virgiprix	1550	1500
Vinax	123	125
Maroc Sté Brasserie	300	

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	530	..
Akzo Nv Sico	432 60	
Alcan Aluminium	95	...
American Brands	235	
Arbed	570	....
Asturienne Mines	95 05	...
Banco Popular Espa.	468	
B.Reglements Int.	22000	...
Can.Pacifique	65 50	62 25
Chrysler Corp	105	.
C I R	5 70	8 50
Commerzbank	801	
Dow Chemical	259 30	.
Fiat	20	20
GBL (Brux Lamb.)	444	444
Gevaert	940	
Glaxo Holdings Ltd	67	67
Goodyear Tire	319	.
Grace and Co (WR)	171	...
Honeywell Inc. Im.	356	...
Johannesburg	70	69 10
Koninklijke Pakhoed	132 30	..
Kubota	17 85	17 85
Midland Bank	37 10	..
Noranda Mines	82	..
Olivetti priv.	8 15	8 10
Pfizer Inc.	385	..
Ricoh	21 70	...
Robeco	261	261 20
Rodamco NV	126 20	126
Rolinco	280 20	263 40
Saipem	5 25	....
Sema Group	25	25 10
SKF Aktiebolaget	80	..
Tenneco Inc.	179 40	..
Thorn Electrical	60 10	....
Toray Ind.	21	...
West Rand Cons.	6	6

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	284	
Calciphos	90	
C G H Cogenhor	3 98	
Coparex	640	615
Drouot Assurances	339	.
Electro-Banque	311	311
Europ Accum.	78	77 50
Europ Soufres Ind.	12 85	....
Gachot S.A.	40 80	40
Guy Degrenne	400	
Lecteurs du Monde	156	
Nicolas	1050	.
Particip. Percier	350	
Quadrans	40	.
Rorento N.V.	222 50	221 80
St-Gobain-Emballage	1895	
S.E.P.R	1600	
S.M.T Goupil	0 40	
S.P.R. act. B.	283	..
Waterman	1200	

SICAV (sélection) 25/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Action	179 79	174 98
Amén-gin.	6638 21	6382 89
Amplia	272053 84	272053 84 •
Amplitude	595 77	578 42
Arbitrages Court.T	7373 25	7373 25
Associc	1101 71	1101 71
Atout Futur	392 01	382 45
Aurecic	1054 77	1024 05
Avenir Alizés	1653 91	1621 48
Axa Capital	169 49	164 55
Axa Court Terme	8110 17	8110 17
Axa Cro.Ex.Dr Inve.	822 90	798 93
Axa.Ep.Fr.Ex Ageparg	745 99	724 26
Axa Europe	123 82	120 21
Axa Investissements	95 79	93
Axa NPI	103 99	100 96
Axa Ob.Fr.Extrans.	139 59	135 52
Axa.Ob.In.Ex Mo.U.Se.	127 36	123 65
Axa Prem.Ex.Agepre.	114 63	111 29
Axa Sél.Ex.Dr.Séle.	139 25	135 19
Axa Valeurs PER	116 39	113
Cadence 1	1030 13	1009 93
Cadence 2	1019 61	999 62
Cadence 3	1030 99	1010 77
Capimonétaire	6424 04	6417 62
Capioblig	6326 55	6202 50
Capitacic	1308 43	1289 09
Coeurs	1316 87	1284 75
Comptavalor	3584 48	3579 11
Convertimmo	320 61	314 32
Credinter	414 97	402 88
Crédit Mutuel Capital	1286 53	1261 30
Cred.Mut.Ep Cour T.	682 85	682 85
Cred.Mut.Ep Indus.	90 26	87 84
Cred.Mut.Ep.J.	70967 73	70967 73
Cred Mut.Ep.long.T.	180 89	176 05
Créd.Mut.Ep.Monde	1057 83	1029 52
Cred.Mut Ep Quatre	1095 15	1065 84
Dieze	1281 62	1250 36
Drouot France	800 83	777 50
Drouot Sécurité	213 40	207 18
Ecocic	1031 36	1001 32
Ecupar	125 23	121 58
Ecureuil Capitalisation	2567 65	2542 23
Ecureuil Géovaleurs	2235 18	2170 08
Ecureuil Invest.	425 31	412 92
Ecureuil Monepremière	68460 61	68460 61
Ecureuil Monétaire	40244 50	40244 50
Ecureuil Trésorerie	2481 99	2481 99
Ecureuil Trimestr	1971 64	1952 12
Elicash	2 855647	2 855647 •
Energia	247 31	236 10
Eparcic	3677 28	3677 28
Eparcourt-Sicav	4388 06	4355 17
Epargne Associat.	25797 32	25603 59
Epargne Capital	10747 84	10641 43
Epargne Croissance	1553 96	1512 37
Epargne Oblig.	192 75	187 59
Epargne Première	14513 32	14405 22
Epargne-Unie	1199 71	1170 45
Epargne Valeurs	405 37	394 52
Eufi Cash capi	8513 90	8513 90 •
Eufinvest cap.	597 53	580 13 •
Eurocic Leaders	983 26	954 62
Eurodyn	1106 87	1079 87
Euro Gan	5885 46	5659 10
Europe Nouvelle	503 63	480 79
Fonsicav	14723 60	14723 60
France-gan	9314 54	8956 29
France Garantie	280 19	259 67
France Index Sicav	101 46	98 50

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France Obligations	466 98	462 36
Francic	436 87	424 15
Francic Pierre	93 47	90 75
Francic-Régions	1158 82	1125 07
Fruct-Associations	35 98	35 98
Fructi-Capi	41 65	41 03
Fructidor	229 33	225 94
Fructifrance action C	863 01	841 96
Fructifrance action D	843 29	822 72
Gestilion	14931 25	14856 97
Gest.Associations	160 66	157 12
Horizon	1138 82	1105 65
HLM Monétaire	14221 71	14221 71
Indust.Fse Court.T	1501 80	1501 80
Interepar	104826 93	101773 72
Interoblig	13457 49	13193 62
Intersélection Fce	503 43	493 56
Japacic	134 22	130 31
Jeunepargne	287 21	282 97
Lanaude	2300 64	2297 19
Laura C.T.	12805 40	12805 40
Laura L.T	6203 05	6022 38
Lion Association	11314 54	11314 54
Lion Institution	29518 17	29444 56
Lionplus	975 83	956 70
Lion Trésor	2105 41	2084 58
Lion 20 000	26771 33	26771 33
Livret Bourse Inv.	523 97	508 71
Livret Portefeuil	652 54	633 53
Méditerranée	164	159 22
Mensuel CIC	10110 67	10010 56
Monecden	69465 25	69465 25
Mone.J	74112 11	74112 11 •
Monévalor	83767 31	83767 31
Mutualité dépôts	13689 53	13562 41
Natio Court Terme	290197 00	290197
Natio-Epargne	17783 13	17607 06
Natio-Ep. Ret.	117 44	114 30
Natio Eparg.Trésor.	7832 70	7817 07
Natio-Inter	1039 11	1011 30
Natio-Inter	1358 08	1321 73
Natio-Monétaire	25818 07	25818 07
Natio-Patrimoine	1278 60	1244 38
Natio-Placements	64942 08	64942 08
Natio-Revenu	1008 32	996 36
Natio Sécurité	12304 93	12304 93
Natio-Valeurs	817 29	795 42
Nippon-Gan	4190 10	4028 94
Nord Sud Dévelop.	1552 87	1549 77
Obli-Associations	149 60	148 12
Oblicic-Mondial	2568 47	2530 51
Oblicic-Régions	1018 18	1003 13
Oblifutur	2821 17	2752 36
Oblig. ttes caté.	175 49	172 90
Oblitop	1332 55	1319 36
Oblisécurité Sicav	13182 06	13182 06
Oraction	964 48	940 96
Orvalor	6563 81	6435 11
Paribas Capitalisation	1470 43	1448 70
Paribas Opportunités	115 45	110 74
Paribas Patrimoine	537 18	515 28
Patrimoine Retraite	223 75	219 36
Pervalor	594 11	582 48
Placement A	1395 38	1368
Placement J	7380 28	7365 55
Placement M	68424 48	68287 90
Placement Nord	884 70	867 35
Plénitude	127 85	124 43
Poste Croissance	22141 36	22119 24
Poste Gestion	67203 01	67203 01
Première Oblig.	10722 71	10712

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Prévoy. Ecureuil	110 25	109 26
Priv'Associations	30068 97	30068 97
Proficus	915 86	893 52
Quartz	125 17	122 12
Réalvalor	671 23	658 07
Rentacic	157 37	155 04
Revenus Trimestr.	5194 71	5143 28
Revenu-Vert	1123 62	1096 21
St Honoré Vie & Santé	929 73	897 57
St Honoré Bons du Tr	11468 90	11409 85
St Honoré Global	218 18	206 38
St Honoré Invest	723 92	691 09
St Honoré Pacifique	489 28	467 09
St Honoré PME	498 75	476 13
St Honoré Real	15282 04	15221 16
Sécuricic	1778 30	1778 30
Sécuri-Gan	13066 55	12810 34
Sécuritaux	1420 96	1420 96
Scasden	894 90	684 63
Sicav Associations	1882 87	1882 87
SFI-CNP Assur	609 71	591 95
S.G. Fr opportunités	1100 53	1078 95
Sicav 5.000	417 68	406 50
S.I. Est	1186 20	1151 65
Slivafrance	674 42	656 37
Slivam	366 71	358 90
Slivarente	205 59	201 56
Slivinter	390 76	380 30
S N I	1009 60	980 19
Sogenfrance	1061 26	1040 45
Sogépargne	313 74	307 59
Sogevar	922 28	904 18
Soginter	1169 18	1146 25
Soleil Investissements	534 06	513 52
Solstice	2163 20	2157 81
State Street Act. Eur.	8811 67	8513 69 •
State Street Act. Fran.	9824 28	9538 14 •
St. Str. Act.Japon	9068 53	8761 86 •
State Street Emer. Mkt	10042 73	9559 91 •
St.Street OAT Plus	10132 37	9933 70 •
Stratégie Actions	791	760 58
Stratégie Rendement	1412 72	1368 25
Technocic	972 33	944 01
Techno-Gan	5273 17	5070 36
Thesora	683 56	656 99
Trésor Plus	1280 16	1267 49
Trésor Trimestriel	1011 70	1001 68
Trésoricic	132659 86	132659 86
Trilion	5123 01	5057 27
UAP Investissement	394 28	380 03
UAP Actions France	554 29	534 26
UAP Act. Select	577 25	558 39
UAP Aedificandi	496 86	478 90
UAP Altefi	194 74	187 70
UAP Alto Sicav	155 08	149 47
UAP Moyen Terme	139 04	134 01
UAP Première Cat.	10734 79	10346 79
Uni-Associations	125 39	125 39 •
Uni-Foncier	1128 59	1099 11
Unifrance	557 27	543 68
Uni-Garantie	1284 77	1259 56
Uni Régions	1298 13	1264 52
Univar	240 77	240 77 •
Univers Actions	1147 37	1119 39
Univers Obligations	1755 95	1713 12
Valorg	2087 97	2085 88
Valrei	54388 99	54361 81

c . coupon détaché - o : offert - * . droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 26/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	4 798	....	4 5	5
Ecu	6 895	....	....	....
Allemagne (100 dm)	341 380	....	330	350
Belgique (100 F)	16 559	....	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	302 790	....	291	311
Italie (1000 lires)	4 487	....	4 2	4 7
Danemark (100 krd)	88 180	....	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 538	....	9 1	9 9
Grèce (100 drachmes)	2 745	....	2 4	3 1
Suisse (100 f)	384 240	....	369	389
Suède (100 krs)	93 320	....	89	97
Norvège (100 k)	86 220	....	82	90
Autriche (100 sch)	48 499	....	46 5	49 5
Espagne (100 pes)	5 260	....	5	5 8
Portugal (100 esc)	3 910	....	3 6	4 4
Canada (1 $ can)	4 035	....	3 8	4 2
Japon (100 yens)	3 838	....	3 7	3 9

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/8
Or fin (kilo en barre)	52900	52600
Or fin (en lingot)	53850	53750
Napoléon (20f)	326	325
Pièce Fr (10 f)	398	.....
Pièce Suisse (20 f)	315	317
Pièce Latine (20 f)	315	301
Souverain	412	419
Pièce 20 dollars	1735	1800
Pièce 10 dollars	880	940
Pièce 5 dollars	525	.....
Pièce 50 pesos	1980	1990
Pièce 10 florins	325	325

CATASTROPHES

Précédé de tornades

Le cyclone « Andrew » est arrivé en Louisiane

Le cyclone tropical « Andrew » est arrivé mercredi 26 août peu après 0 heure (heure locale, soit 7 heures, heure de Paris) sur les côtes de la Louisiane, dans la région de Morgan-City, petite ville de 18 000 habitants située à 130 kilomètres à l'ouest-sud-ouest de La Nouvelle-Orléans. Des tornades l'ont précédé qui, mardi, juste avant minuit, auraient blessé 33 personnes à Laplace, bourg de 6 000 habitants à 50 kilomètres à l'ouest de La Nouvelle-Orléans.

« Andrew » n'a rien perdu de sa violence en parcourant 1 300 kilomètres sur les eaux chaudes du golfe du Mexique entre le sud de la Floride et la côte de la Louisiane : les vents qui tourbillonnent autour de l'œil soufflent à la vitesse de 260 kilomètres à l'heure.

« Andrew », le premier hurricane de 1992, est ainsi le cyclone tropical le plus violent à balayer le territoire américain depuis le passage de « Camille » en août 1969 sur l'Etat du Mississippi essentiellement et un peu sur la Louisiane. « Camille », qui avait tué 256 personnes, avait été accompagné de vents soufflant à 320 kilomètres à l'heure.

Comme il l'a été fait en Floride le dimanche 23 août, les autorités avait donné les 24 et 25 août l'ordre d'évacuation aux quelque 1,8 million de personnes habitant les côtes basses du golfe du Mexique, celles de la Louisiane, du Mississippi et d'une partie du Texas. Dans les zones que l'on pense n'être menacées que par le pourtour du cyclone tropical, les habitants ont essayé de protéger portes et fenêtres, notamment en y clouant des panneaux de contreplaqué.

A La Nouvelle-Orléans, dont plusieurs quartiers (le Vieux-Carré notamment) sont pourtant situés au-dessous du niveau de la mer, certains habitants ne sont pas calfeutrés chez eux. Des intrépides, en effet, ont choisi de faire la fête : dans Bourbon Street, en plein Vieux-Carré, un bar – ouvert – propose à sa clientèle le cocktail « Hurricane », fait de rhum, de vin rouge, de jus de canneberge (un arbuste dont les baies rouges ont un goût acidulé), d'orange et de grenade, au prix de 8 dollars le verre...

Le bilan s'alourdit en Floride

Le bilan du passage d'« Andrew » sur le sud de la Floride le 24 août s'alourdit : on décomptait, dans la soirée du 25 août, 14 tués en Floride et de nombreux disparus que l'on continuait à rechercher dans les débris de toutes sortes accumulés sur plusieurs mètres, en particulier dans ceux des maisons légères individuelles et des *mobil homes* (ces caravanes regroupées en villages et dans lesquelles beaucoup d'Américains habitent toute l'année), qui n'offrent que peu ou pas de résistance à des vents de cyclone tropical. Les équipes de secours donnent leurs soins à des blessés plus ou moins gravement atteints.

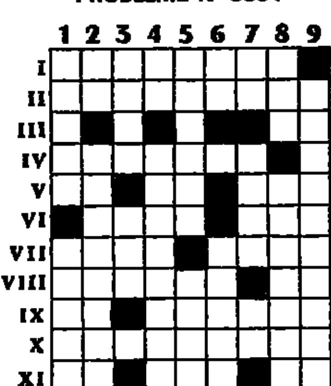
Quant aux dégâts matériels du sud de la Floride, on les chiffrait le 25 août à 15 ou 20 milliards de dollars. On estime que 50 000 personnes sont sans abri après le passage d'« Andrew ». Mais, grâce aux efforts des secouristes, professionnels ou volontaires, la nourriture et l'eau potable sont acheminées en grande quantité aux sinistrés que l'on a « logés » dans des installations de secours tandis que des personnes évacuées reviennent dans leurs maisons lorsqu'elles n'ont pas trop souffert du cyclone tropical. Par centaines de milliers, les abonnés sont privés d'électricité et on ne peut espérer que le réseau soit entièrement réparé – ou reconstruit – avant plusieurs jours ou même plusieurs semaines. L'aérodrome international de Miami a été rouvert en partie au trafic. Les passagers des bateaux de croisière, bloqués depuis le 23 août, ont été autorisés à débarquer dans le port de Miami. Tout comme les départs de croisière prévus pour la semaine prochaine ont reçu le « feu vert ».

Comme toujours après une catastrophe, les pillages – surtout ceux de magasins éventrés – se multiplient malgré les efforts de 1 500 gardes nationaux spécialement mobilisés et de la police. Plus de 200 pilleurs ont été arrêtés.

Dans les Bahamas, les premières à avoir été balayées par « Andrew », le cyclone tropical a tué trois personnes. – *(Reuter, UPI.)*

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5854



HORIZONTALEMENT

I. Frappe violemment au nez. – II. Retourne toujours là où il passe. – III. Points. – IV. Terreur blanche. – V. Interjection. Enfle parfois démesurément. Métal. – VI. Titre étranger. Quartier de Carpentras. – VII. Secoués. Trahit la vérité. – VIII. Fort, il est forcément gros. Démonstratif. – IX. Article. On pouvait leur souhaiter bon vent. – X. Il leur arrive de faire le « pont » pendant les jours ouvrables. – XI. Fin de participe. Sur la rose des vents. Symbole.

VERTICALEMENT

1. Est moins déplaisante quand ses lèvres sont pincées. Une chose enrichissante. – 2. En eau. Elle a un cœur de pierre. – 3. Point cardinal. Séparation de biens. – 4. Un drame. Terrifient les marins. – 5. Nécessité légale. Ressemblent donc à des pinsons. – 6. Fin de mode. Mouille son lit. – 7. Lettres de rupture. Mot de recommandation. Ne pas se laisser dépérir (épelé). – 8. N'importe qui peut l'emprunter. Célèbres. – 9. Ne figurerait pas dans le signalement d'une mauviette.

Solution du problème n° 5853

Horizontalement

I. Boucherie. – II. Oeta. Tond. – III. Us. Léa. Dé. – IV. Totalité. – V. Epéistes. – VI. I.H.S. – VII. Lete (étal). Ems. – VIII. LG. Galbes. – IX. Ee. Alerte. – X. Alésera. – XI. Anes. Sou.

Verticalement

1. Bouteilles. – 2. Oesophage. – 3. Ut. Test. An. – 4. Calai. Egale. – 5. Elsa. Alès. – 6. Etait. Lés (chemins de halage). – 7. R.O. Ténèbres. – 8. Indes. Métro. – 9. Ede. Asseau.

GUY BROUTY

COMMUNICATION

Les programmes de rentrée de la télévision

Continuité et rajeunissement à TF 1

En présentant les nouveaux programmes de TF 1, mardi 25 août, M. Patrick Le Lay, PDG de TF 1, n'a pas résisté à l'envie de répondre aux confidences du président commun d'Antenne 2 et de FR 3, M. Hervé Bourges, concernant les démarches faites auprès de lui par certains animateurs vedettes de TF 1. En jouant sur les nouvelles appellations des chaînes publiques, France 2 et France 3 (*le Monde* du 26 août), M. Le Lay a lancé : *« F2 et F3 ? Chacun court dans sa catégorie ! Et quand un animateur court déjà en formule 1, il veut rarement courir en F2 ou F3. »* Au-delà de cette polémique, la rentrée de TF 1 se place sous le signe du rajeunissement. *« Il est nécessaire de rajeunir le programme afin de redynamiser l'audience. Plus de cent émissions nouvelles ont vu le jour depuis 1987, et cette ambition est renouvelée cette année »*, a déclaré M. Le Lay.

Guillaume Durand, l'ex-présentateur du journal de 20 heures de La Cinq, animera deux émissions de divertissement, « Toute la ville en parle » et « Durand la nuit ». Laurent Cabrol, transfuge d'Antenne 2, présentera le grand rendez-vous du vendredi soir avec deux émissions, « Les marches de la gloire » – qui lui vaut un procès intenté par son ancien employeur – puis « Le défi ». Christophe Dechavanne abandonne « Ciel mon mardi » pour « Coucou, c'est nous », qui aura la tâche redoutable de succéder, de 19 à 20 heures, à l'une des émissions-phares de TF 1, « La roue de la fortune ».

« La forte aspiration à la nouveauté ne condamne pas, cependant, les émissions plus anciennes qui recueillent une large audience », a déclaré M. Etienne Mougeotte, vice-président. L'émission de Jean-Pierre Foucault, « Sacrée soirée », reste la mascotte de la chaîne, et Patrick Sébastien et Michel Drucker continueront d'animer les grandes soirées de divertissement.

TF 1 veut surtout préserver son statut de chaîne généraliste et, au-delà de cette cure de jouvence, assurer deux priorités : la fiction et l'information. M. Le Lay a indiqué que 700 millions de francs avaient été investis dans la création d'œuvres télévisuelles. L'information – *« domaine dans lequel TF 1 a affirmé sa suprématie »* – garde ses stars : Patrick Poivre d'Arvor entame sa sixième rentrée à TF 1 ; Jean-Pierre Pernaud conserve le journal de 13 heures et Claire Chazal le 20 heures du week-end.

En ouvrant des boutiques dans des villes de province

Harmonia Mundi développe son réseau de vente de disques

La firme discographique Harmonia Mundi veut relancer le marché du disque classique et de jazz en France, qui s'est écroulé depuis quinze ans, les 2 000 points de vente existant alors s'étant réduits à une centaine, auxquels il faut toutefois ajouter les cinquante FNAC, ouvertes ou en projet.

Pour le PDG d'Harmonia Mundi, M. Bernard Coutaz, *« 55 % au moins des amateurs susceptibles d'acheter des disques ne le font plus, parce qu'il n'existe plus de commerces de proximité, donc plus de propositions permanentes »*. Harmonia Mundi a donc décidé de relancer un réseau de distribution de disques dans les villes de 50 000 à 100 000 habitants. La société arlésienne a ainsi ouvert des commerces de disques dans des villes proches de son siège, comme Béziers, Perpignan ou Salon-de-Provence. Ces magasins proposent un catalogue de 3 000 titres, classiques et jazz, représentant à la fois la production de la maison (750 enregistrements) et ceux des firmes discographiques dont elle assure la distribution en France comme à l'étranger (Chant du monde, Orfeo, Big Blue Record, etc.).

La société de M. Coutaz veut étendre ce réseau à une quarantaine d'autres villes – comme Gap, Bourg-en-Bresse, Amiens, Grasse ou Saint-Nazaire – d'ici un an et demi. Preuve que le marché existe, *« les boutiques déjà ouvertes réalisent un chiffre d'affaires égal à celui que réalise pour nous n'importe quelle FNAC de province, à l'exception de celle du centre de Lyon »*, assure M. Coutaz.

Versée dans l'édition et la distribution de disques, Harmonia Mundi s'occupe aussi de la diffusion des livres d'une quinzaine de petites maisons d'édition, comme les éditions Jacqueline Chambon, Maurice Nadeau, Philippe Picquier, Liana Levi, etc.

□ **Des ouvriers du Livre CGT jettent dans la Seine plus de 70 000 exemplaires du magazine *Réponse à tout* de M. Alain Ayache.** – Une centaine d'ouvriers du Livre CGT ont investi l'atelier de brochage Periodic Brochage de Corbeil (Essonne), dans la nuit du 25 au 26 août. Ils ont jeté sur les quais de la Seine et dans le fleuve plus de 70 000 exemplaires d'un des magazines de M. Alain Ayache, *Réponse à tout*, tiré à 550 000 exemplaires. M. Ayache est en conflit avec la CGT depuis qu'il a choisi de faire imprimer deux autres de ses journaux, *le Meilleur* et *Spécial dernière*, à Bernay (Eure) plutôt qu'à l'imprimerie parisienne Offprint (*le Monde* du 22 août). Le directeur de Periodic Brochage et M. Ayache ont décidé de porter plainte.

□ **La fusion de *la Tribune* et de *la Cote Desfossés* entraînera 53 licenciements à *la Tribune*.** – La fusion des quotidiens économiques et boursiers *la Cote Desfossés* et *la Tribune*, qui devrait être concrétisée fin septembre, devrait entraîner 53 licenciements à *la Tribune* sur 125 salariés. A la rédaction notamment, dix-sept journalistes et une dizaine de sténos de presse et de secrétaires seraient touchés. Mais ce plan est prévisionnel, une clause de cession (qui permet aux journalistes de partir avec indemnités) ayant été ouverte après le rachat de *la Tribune* par le groupe Desfossés International (*le Monde* du 8 juillet). Le nouveau titre résultant de la fusion devrait compter 90 journalistes placés sous l'autorité de Philippe Labarde, actuel directeur de la rédaction de *la Tribune*. D'autre part, une « clause de conscience » sera ouverte pour la trentaine de journalistes de *la Cote Desfossés* qui souhaiteraient quitter le titre.

□ **L'hebdomadaire allemand *Quick* arrête sa parution après quarante-quatre ans d'existence.** – *Quick*, hebdomadaire vedette de l'éditeur allemand Bauer, arrête sa parution. La direction a justifié sa décision par la baisse des recettes publicitaires, qui se traduit par un manque à gagner de 35 millions de deutschemarks (plus de 118 millions de francs) et par la chute de la diffusion (700 000 exemplaires au lieu de 2 millions il y a trente ans). La Fédération allemande des journalistes a déploré cette décision, en soulignant que les finances de Bauer étaient saines et que *Quick* restait parmi les premiers magazines allemands par son tirage. Créé en 1948 par autorisation des forces d'occupation américaines en Allemagne, *Quick* réunissait grandes enquêtes, potins sur les stars et photos suggestives.

CARNET DU Monde

Anniversaires de naissance

– **Véronique, Paul, Sébastien, Armelle et Camille**

souhaitent un très bon anniversaire à leur

mère, belle-mère et grand-mère,

le 26 août 1992.

Mariages

– **Philippe CHATRIER**
et
Claudine CROS

ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a eu lieu à Saint-Briac-sur-Mer, le 25 août 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– **Eleanor S. COLEMAN**
et
Vincent TOLÉDANO

ont la joie de faire part de leur mariage, célébré le 9 août 1992 à Cape-Elizabeth, Maine (USA).

Décès

– Nous apprenons le décès, survenu le 19 août 1992, à La Gaude (Alpes-Maritimes), du

général Jean-Mary ACCART,

dont les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le mardi 25 août, à Yerres (Essonne).

[Né le 7 avril 1912 à Fécamp (Seine-Maritime), ancien officier de marine marchande passé dans l'aéronavale puis dans l'armée de l'air en 1938, Jean-Mary Accart commande une escadrille de chasse en 1940, avec laquelle il remporte soixante-dix-huit victoires contre l'agresseur allemand. Lui-même se verra reconnaître douze victoires homologuées. En 1942, il passe par l'Espagne pour gagner l'Afrique du Nord où, avec plusieurs de ses élèves-pilotes évadés de France, il forme le groupe de chasse « Berry » qui, intégré à la Royal Air Force, se distingue dans des raids contre la Ruhr et durant le débarquement en Normandie. Après la guerre, Jean-Mary Accart sert notamment à l'état-major et à l'inspection générale de l'armée de l'air. Colonel en 1951, il commande la base de Reims. Général en 1957, il sert au commandement suprême des forces alliées en Europe, puis en Allemagne. Avec le rang de général de corps aérien, il est nommé en 1963 inspecteur des programmes de fabrication d'armement. En 1965, le général Accart est élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur. Il a présidé l'association des pilotes de chasse. Il a écrit plusieurs ouvrages, dont *Chasseurs du ciel* qui fut le premier document sur la guerre aérienne 1939-1945.]

– Gradignan. Oran.

Mme Maurice Cassé,
Le docteur et Mme Jean Cassé
et leurs enfants,
M. Pierre Cassé,
Le docteur et Mme Charles Cassé
et leurs enfants,
Mme Victor Bohé
et ses enfants,
Mlle Henriette Laget,
Parents et alliés,
font part du décès du

docteur Maurice CASSÉ,

survenu dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Gradignan (Gironde) le 21 août 1992.

26, allée du Moulin-de-Desclau,
33170 Gradignan.
Anciennement :
35, rue de la Vieille-Mosquée,
Oran (Algérie).

– Vannes.

Mme Gortais,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Albert GORTAIS,

survenu le 21 août 1992.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

– Nous apprenons le décès, survenu lundi 24 août 1992, de

l'amiral Jean LE FRANC,

dont les obsèques seront célébrées, le jeudi 27 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-des-Invalides à Paris et dont l'inhumation aura lieu le même jour à Noisy-le-Roi (Yvelines).

[Né le 28 janvier 1918 à Pouancé (Maine-et-Loire), ancien élève de l'école Navale, Jean Le Franc a notamment commandé le dragueur océanique *Vinh-Long* (en 1955), l'escorteur d'escadre *Guépratte* (en 1961) et le porte-avions *Clemenceau* (en 1966). Promu contre-amiral en 1969, il devient sous-chef d'état-major « opérations » à l'état-major de la marine. Il commandera ensuite l'arrondissement maritime de Lorient et, en 1975, il est préfet maritime de Brest. C'est à ce poste qu'il a affaire au naufrage, le 14 octobre 1976, du pétrolier *Boehlen* qui provoqua une grave pollution de la Bretagne. Elevé au rang d'amiral, il devient en 1977 inspecteur général de la marine. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de décorations étrangères, l'amiral Le Franc était grand officier de la Légion d'honneur.]

– M. Henry Bénaroya,
président de la société Stabine SA,
Ainsi que tous ses collaborateurs,
tiennent à exprimer leur profonde tristesse à la suite du décès de

M. Auguste MOIROUX,

survenu le 25 août 1992, dans sa soixante-quatrième année, des suites d'une longue maladie.

[Né le 5 août 1928, à Lyon, M. Auguste Moiroux est ingénieur diplômé de l'Ecole centrale de Lyon et de l'Ecole supérieure des moteurs. Professeur à l'Ecole centrale de Lyon, de 1966 à 1976, il en assure la direction de 1976 à 1988. De 1977 à 1989, M. Moiroux exerce le mandat de vice-président de la Conférence des grandes écoles, de membre du Conseil supérieur de la recherche de 1982 à 1989, et, depuis 1983, de membre du conseil d'administration de l'Association nationale pour la recherche technique. Expert auprès du gouvernement français pour le projet européen Stabine de recherche pour un nouveau type de centrales électriques de moyenne puissance, il était, depuis 1990, vice-président de la société Stabine SA.]

– **Yves TROTIGNON**
agrégé de l'Université,

est décédé pieusement le 21 août 1992, dans sa soixante-neuvième année.

Jacques Trotignon
La Chaume,
36300 Rosnay.

Remerciements

– L'ambassade du sultanat d'Oman à Paris remercie bien sincèrement tous ceux qui se sont déplacés et ceux qui lui ont adressé un message pour témoigner leur sympathie lors du décès de la mère de

Sa Majesté le sultan
QABOOS BIN SAID,
sultan d'Oman,

et les prie de trouver ici l'expression de sa vive gratitude.

Avis de messe

– **Christiane BARTON,**
née Coguet,

a été retirée à l'affection des siens, le 15 juillet 1992.

En sa mémoire, une messe sera célébrée en l'église de Combleux (Loiret), près d'Orléans, le samedi 29 août, à 9 h 30.

A la demande de Sir Derek Barton, son époux, il n'y aura ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés pour la recherche contre le cancer au professeur Pierre Potier, directeur de l'Institut de chimie des substances naturelles au CNRS, 91190 Gif-sur-Yvette.

Anniversaires

– Il y a cinq ans, décédait le

docteur Elie COHEN-HADRIA.

Qu'il survive dans la pensée de ceux qui l'ont estimé et aimé.

– Le 26 août 1983,

Iosif FELEA

nous a quittés.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

– Le 27 août 1988, Dieu rappelait à Lui

Mme Adrien GOUTEYRON,
née Rosie Jullien.

Pour cet anniversaire une messe sera célébrée le 27 août 1992, à Rosières (Haute-Loire).

« Vous avez raison de fixer votre regard sur elle comme sur une lampe brillant dans un lieu obscur en attendant que se lève le jour. »

PARIS EN VISITES

JEUDI 27 AOUT

« Versailles : Le quartier Saint-Louis », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis (Office de tourisme).

« Montmartre, quartier d'artistes et de jardins, du Bateau-Lavoir au Lapin agile », 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle).

« Montmartre au temps de Toulouse-Lautrec », 14 h 30, métro Pigalle (Europ explo).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les plus grands hôtels du Marais rénové », 14 h 30, place des Vosges, statue de Louis XIII (Mme Cazes).

« Maisons anciennes et ateliers d'artistes vont disparaître au faubourg Saint-Antoine », 14 h 45, métro Nation, sortie boulevard Diderot (M. Banassat).

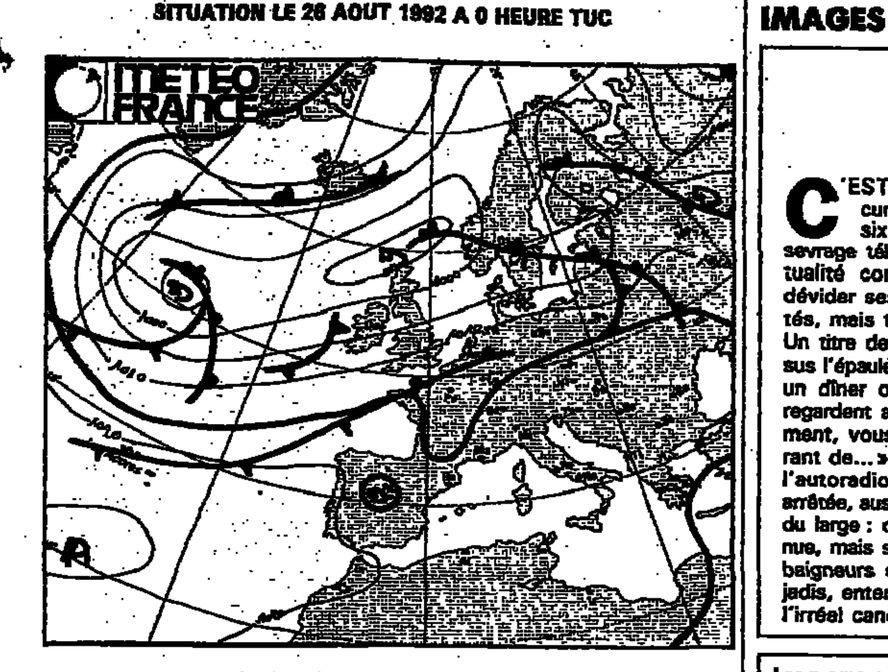
« L'Ecole militaire, chef-d'œuvre de Gabriel » (Carte d'identité. Nombre limité), 15 heures, 1, place Joffre (D. Bouchard).

« La basilique de Saint-Denis, sanctuaire des rois de France », 15 heures, entrée de la basilique (Paris et son histoire).

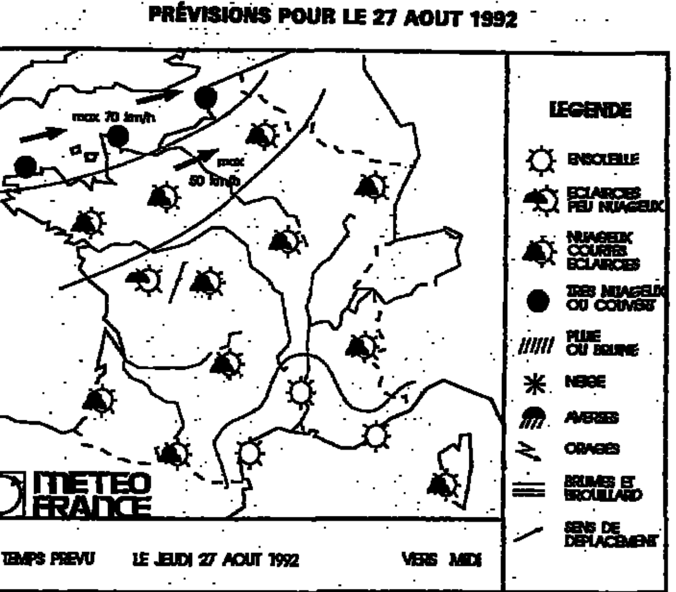


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 AOUT 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 27 AOUT 1992



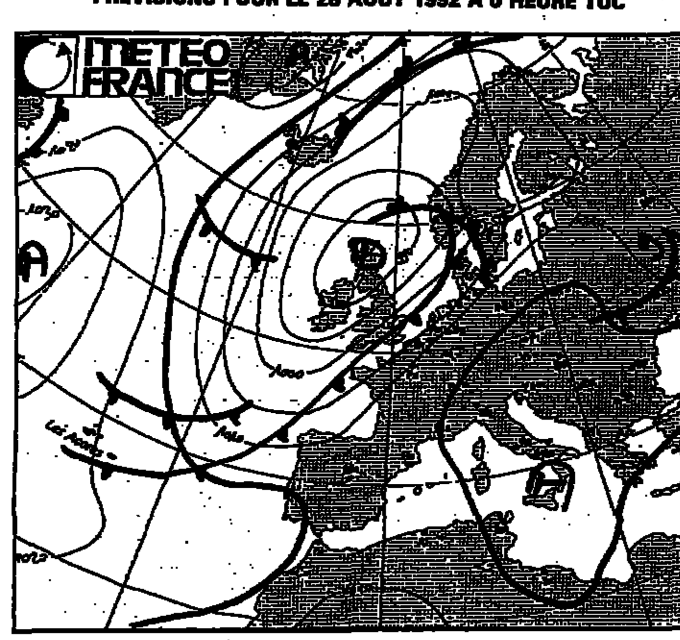
Jeudi : beau temps, sauf près de la Manche. – Les régions proches de la Manche connaîtront un temps maussade avec de petites pluies l'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort, avec des pointes à 70 km/h.

Sur les pays de Loire, Ile-de-France, Picardie et Ardennes, les nuages seront prédominants, ne laissant qu'une petite place au soleil. Le vent de sud-ouest pourra souffler jusqu'à 50 km/h en rafales.

Partout ailleurs, après dissipation des quelques brouillards locaux, la journée sera bien ensoleillée. Sur le relief, un orage isolé pourra éclater en fin d'après-midi.

Les températures minimales seront de saison, comprises entre 14 et 20 degrés du Nord-Ouest vers le Sud-Est. Quant aux maximales, elles avoisineront les 20 et 24 degrés près des côtes de la Manche, 28 et 34 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 28 AOUT 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 26-8-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 25-8-1992 à 18 heures TUC et le 26-8-1992 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	29	18	D
BIARRITZ	25	21	C
BORDEAUX	32	19	C
BOURGES	31	19	C
BREST	18	15	C
CAEN	24	17	C
CHERBOURG	20	12	C
CLERMONT-FER.	34	21	N
DIJON	33	18	N
GRENOBLE	32	16	C
LILLE	22	16	N
LIMOGES	30	18	C
LYON	33	23	N
MARSEILLE	32	23	D
NANCY	30	16	C
NANTES	26	18	C
NICE	28	21	D
PARIS-MONTS	29	18	C
PAU	28	19	C
PERPIGNAN	29	21	N
RENNES	23	18	C
ST-ETIENNE	32	22	N
STRASBOURG	32	16	N
TOULOUSE	36	22	C
TOURS	28	17	C
POINTE-A-PITRE	31	24	N

ÉTRANGER			
ALGER	36	20	D
AMSTERDAM	22	16	C
ATHÈNES	34	27	D
BANGKOK	34	25	C
BARCELONE	29	22	N
BELGRADE	32	17	D
BERLIN	24	17	C
BRUXELLES	22	16	C
COPENHAGUE	19	13	C
DAKAR	30	26	O
DELHI	34	–	D
GENEVE	32	16	C
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	29	21	D
JÉRUSALEM	30	17	D
LE CAIRE	35	24	D
LISBONNE	25	20	C
LONDRES	24	14	N
LOS ANGELES	24	19	D
LUXEMBOURG	25	17	N
MADRID	39	20	D
MARRAKECH	41	24	D
MEXICO	23	–	–
MILAN	31	18	D
MONTRÉAL	29	19	D
MOSCOU	17	8	N
NAIROBI	22	10	P
NEW-YORK	32	21	D
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	33	20	D
PÉKIN	32	22	N
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	33	21	D
SÉVILLE	34	19	D
SINGAPOUR	33	25	N
STOCKHOLM	18	11	N
SYDNEY	14	6	D
TOKYO	34	27	N
TUNIS	33	21	N
VARSOVIE	23	16	N
VENISE	29	21	D
VIENNE	32	17	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brouillard	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Retour

C'EST une expérience curieuse que de tenter, six semaines durant, un sevrage télévisuel complet. L'actualité continue, bien sûr, de dévider ses sanglantes absurdités, mais tellement assourdies ! Un titre de journal local par-dessus l'épaule d'un voisin de plage, un dîner où les convives vous regardent avec curiosité : « Comment, vous n'étiez pas au courant de... », quelques bribes sur l'autoradio d'une décapotable arrêtée, aussitôt envolées au vent du large : oui, le feuilleton continue, mais si lointain ! Comme les baigneurs de Saint-Jean-de-Luz, jadis, entendaient au loin tonner l'irréel canon de la guerre d'Espagne, on ne prête à ces drames en pointillé qu'une oreille incrédule. Allons ! Peut-on vraiment mourir dans les camps bosniaques quand nous consacrons la totalité de nos sessions plénières au moment et à la nature de l'apéritif du soir ?

Voyage-t-on à l'étranger, c'est pire encore. La grève des gardiens de prison ? A peine en prend-on connaissance, dans un journal vieux de trois jours, qu'on la présume déjà terminée. L'actualité, que l'on traquait, ne nous rejoint plus que par raccroc, par accident. A quoi bon faire un effort ? Les seules nouvelles susceptibles de secouer notre paresse – un putsch moscovite, une tempête du désert – trouveront bien d'elles-mêmes leur chemin !

Alors, sur le chemin du retour, on rêve. Et si l'été avait redistribué les cartes ? On ouvre prudemment le bouton, peu avant vingt heures. Mais non. Les mêmes sont encore là. Fabius et Séguin se traitent de menteurs sur Antenne 2 avec l'infini respect mutuel qui caractérise le débat sur Maastricht. Giscard, sur TF 1, s'attaque méthodiquement à tous les bataillons de partisans du « non » dûment débusqués par les instituts de sondages. Gageons que nous ne resterons pas longtemps sans nouvelles de Charles Pasqua, d'Elisabeth Guigou, de Georges Marchais et de Jack Lang. Et puis, *« entre Rome et Athènes »*, comme dit PPDA, des enfants de Sarajevo jouent à la guerre dans les ruines, et puis leurs papas les regardent des balcons, en gardant aussi un œil pour le ciel, d'où peut tomber une mort qui ne serait pas de carton-pâte, et puis l'équipe de France doit disputer un match amical. Rien n'a donc changé, l'horreur ni les simulacres, les bouffonneries ni les tragédies. L'actualité est toujours telle que nous l'avions laissée : un inextricable emmêlement de clowns et de cadavres.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 26 août

TF 1

20.40 Spécial sport : Football.
Match amical en direct du Parc des Princes : France-Brésil ; A 21.30, mi-temps et Loto ; A 21.45, 2e mi-temps.

22.40 Série : Mike Hammer.
Négatif explosif, de Leo Penn, avec Stacy Keach, Lindsay Bloom.

23.35 Documentaire : Histoires naturelles.
Ré mi-terre, ré mi-mer, de Jean-Pierre Fleury.

0.30 Journal et Météo.

0.35 Série : Intrigues.

A 2

20.45 Jeux sans frontières.
Emission présentée par Daniela Lumbroso et Georges Beller. A Alfortville. Thème : Les Contes des mille et une nuits.

22.35 Théâtre : Un fil à la patte.
Pièce de Georges Feydeau, mise en scène de Pierre Mondy, avec Christian Clavier, Jacques Villeret, Martin Lamotte.
Enregistré au Théâtre du Palais-Royal en 1990.

0.35 Journal et Météo.

0.50 Magazine : Musiques au cœur de l'été.
Daniel Barenboïm. Concert du 1er mai, avec l'Orchestre philharmonique de Berlin ; sol. Placido Domingo. *Symphonie inachevée*, de Schubert ; *Fidelio* (extraits), de Beethoven ; *la Walkyrie* et *le Crépuscule des dieux* (extraits), de Wagner.

FR 3

20.45 Série : V comme vengeance.
Le Bonheur des autres, de Charles Bitsch, avec Yves Afonso, Féodor Atkine.
De nouveaux locataires tentent de détruire le bonheur de leurs voisins.

22.20 Journal et Météo.

22.40 Mercredi en France.
Programme des télévisions régionales. Périphériques, magazine proposé par FR 3 Nord-Pas-de-Calais-Picardie. La jeune création, d'Orléans à Anvers.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Chicago Joe et la Showgirl. ■
Film britannique de Bernard Rose (1990). Avec Emily Lloyd, Kiefer Sutherland, Patsy Kensit.

22.35 Flash d'informations.

22.45 Cinéma : Merci la vie. ■■■
Film français de Bertrand Blier (1990). Avec Charlotte Gainsbourg, Anouk Grinberg, Gérard Depardieu.

0.35 Cinéma : Attention délires. □
Film américain d'Art Linson (1984). Avec Christopher Penn, Ilan Mitchell-Smith, Eric Stoltz.

M 6

20.40 Téléfilm : L'Humanoïde.
De Philip Saville, avec Charles Dance, Philip Madoc.
Son papa est un biologiste, sa maman est un gorille.

23.10 Série : Brigade de nuit.

0.00 Magazine : Vénus.

1.00 Six minutes d'informations.

ARTE

20.40 Documentaire : Karl-Ernst Herrmann, portrait au travail.

21.40 Opéra : La Femme sans ombre.
De Richard Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Georg Solti ; sol. : Thomas Moser, Cheryl Studer, Marjana Lipovsek, Bryn Terfel, Elizabeth Norberg Schulz, Robert Hale, Eva Marton, Markus Haddock ; mise en scène : Götz Friedrich.

FRANCE-CULTURE

20.55 Ici on parle français. Roumanie.

21.50 Leurs bibliothèques. Jorge Lavelli.

22.40 Musique : Nocturnes.
Danses en Amérique latine. 3. Venezuela, Paraguay, Curaçao, Uruguay.

0.05 Du jour au lendemain.
La Vie commune, de Lydie Salvaire. (rediff.).

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.08 Soirée concert. La soirée de Violaine Anger. A 20.45, Opéra (donné le 25 janvier au Concertgebouw d'Amsterdam) : L'Enchanteresse, légende en quatre actes, de Tchaïkovski, par le Grand Chœur de la radio néerlandaise, l'Orchestre philharmonique de la radio néerlandaise, dir. Valeri Gergiev ; sol. : Valeri Alexeev, baryton-basse, Ludmila Shemtchuk, mezzo-soprano, Gegam Grigorian, ténor, Mikhail Xit, basse, Susan Kessler, mezzo-soprano, Sergei Alexasekin, basse, Larissa Zyrianova, soprano, Igor Morosov, baryton-basse, Marina Zhukova, soprano.

0.05 Bleu nuit. Duke Ellington, Roger Kellaway, Stan Kenton, Le Joe Zawinul.

Jeudi 27 août

TF 1

15.25 Série : les Rues de San-Francisco.

16.20 Série : Superboy.

16.55 Club Dorothée vacances.
Le Collège fou, fou, fou ; Ricky ou la Belle Vie ; Clip ; Jeux.

17.30 Série : Loin de ce monde.

17.50 Série : Premiers baisers.

18.25 Jeu : Une famille en or.

18.50 Feuilleton : Santa Barbara.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune.

19.50 Divertissement : Pas folles les bêtes.

19.55 Tirage du Tac-O-Tac, Journal, Tiercé, Météo, Loto sportif et Tapis vert.

20.45 Téléfilm : La Mort au bout des doigts.
▶ De Piernico Solinas, avec Martin Sheen, Véronique Jannot.

23.40 Série : Police 2000.

0.35 Documentaire : Histoires naturelles.

1.25 Journal et Météo.

1.35 Série : Passions.

A2

15.30 Tiercé, en direct de Vincennes.

15.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

16.10 Série : La Cloche tibétaine.

17.10 Magazine : Giga.
Quoi de neuf docteur ? ; Les Années collège ; Reportages.

18.30 Série : Magnum.

19.15 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
Animé par Nagui.

19.50 Météo, Journal, Journal des courses et Météo.

20.45 Documentaire : Des trains pas comme les autres.
De François Gall et Bernard d'Abrigeon. L'Egypte.

21.45 Série : Histoires fantastiques.
Papa momie, de William Dear, avec Tom Harrison, Billy Beck ; A 22.10, La Formule magique, de Tom Holland, avec Jon Cryer, Joann Willette.

22.40 Drive in : Frankenstein s'est échappé. ■■
Film britannique de Terence Fisher (1957).

0.10 Journal et Météo.

0.25 Documentaire : Que deviendront-ils ?
De Michel Fresnel (8e partie ; rediff.).

FR 3

16.30 Variétés : 40e à l'ombre.
Emission présentée par Pascal Sanchez, en direct de Cannes. Avec Nicole Croisille.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.
Animé par Julien Lepers.

19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.05 Dessin animé : Tom and Jerry Kids.

20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 Cinéma : Alien. ■■■
Film américain de Ridley Scott (1979).

22.45 Journal et Météo.

23.05 Cinéma : Peggy Sue s'est mariée. ■■
Film américain de Francis Ford Coppola (1986).

0.45 Série : les Incorruptibles.

CANAL PLUS

15.35 Cinéma : Hairspray. ■
Film américain de John Waters (1987).

17.05 Documentaire : Les Allumés.
Viva Elvis, une vie pour Elvis, d'Andy Harries.

17.35 Série : Du côté de chez Alf.

18.00 Canaille peluche.
Don Coyotte et Sancho Panda.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Dessin animé : Beetle Juice.

18.55 Le Top.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Dessin animé : Ren et Stimpy Show.

20.00 Les Nuls... l'émission.

20.30 Rap'in Stick

20.35 Cinéma : Jalousie. □
Film français de Kathleen Fonmarty (1990).

22.00 Flash d'informations.

22.05 Cinéma : Retour vers le futur 3. ■
Film américain de Robert Zemeckis (1990).

0.00 Cinéma : Les clowns tueurs venus d'ailleurs. ■
Film américain de Stephen Chiodo (1987).

1.30 Cinéma : Le Roman d'un tricheur. ■■■
Film français de Sacha Guitry (1936).

M 6

17.15 Magazine : Culture rock.
La saga des idoles.

17.35 Série : Brigade de nuit.

18.30 Série : L'Etalon noir.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Madame est servie.

20.35 Surprise-partie.

20.38 Météo des plages.

20.40 Cinéma : Les Bidasses en folie. ■
Film français de Claude Zidi (1971).

22.10 Série : La Malédiction du loup-garou.

23.10 Magazine : Le Glaive et la Balance.
Meurtriers d'enfants.

1.00 Six minutes d'informations.

ARTE

17.00 Cinéma : Schmutz. ■
Film autrichien de Paulus Manker (1986).

19.00 Documentaire : Le Monde des années 30.
De Dieter Franck.
9. La vie de seigneur dans les colonies.

19.25 Documentaire : Le Monde des années 30.
De Dieter Franck. 10. Puissances et matières premières, le Proche-Orient et l'Amérique latine.

19.55 Documentaire : Le Monde des années 30.
De Dieter Franck. 11. L'entrée dans le tiers-monde du futur.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique.
Out One-Noli me tangere.

20.41 Cinéma : Out One-Noli me tangere. ■■
Film français de Jacques Rivette (1971), avec Jean-Pierre Léaud, Michael Lonsdale.
3e épisode : De Frédérique à Sarah.

22.25 Out One-Noli me tangere. ■■
4e épisode : De Sarah à Colin.

0.05 Out One-Noli me tangere. ■■
5e épisode : De Colin à Pauline.

FRANCE-CULTURE

20.55 Ici on parle français.
9. Les îles anglo-normandes.

21.50 Leurs bibliothèques.
9. Françoise Giroud.

22.40 Musique : Nocturnes.
Danses en Amérique latine. 4. Brésil.

0.05 Du jour au lendemain.
Fond de cale, de Jean-Claude Pirotte (rediff.).

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.08 Soirée concert. La soirée de Stéphane Goldet. Schicksalslied op. 54, Quintette à cordes op. 111, Rhapsodies pour piano op. 79, Lieder, de Brahms. A 21.00, Concert (donné le 25 mai à Leverkusen) : Symphonie nº 1 en ut mineur op. 68, Symphonie nº 2 en ré majeur op. 73, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski. A 22.45, Un requiem allemand, Sonate pour violoncelle et piano en mi mineur op. 38, Quintette pour clarinette et cordes op. 115, de Brahms.

0.05 Bleu nuit. Duke Ellington, Horace Silver, Enrico Rava, Count Basie.

Le Monde

A Washington

Les négociations de paix israélo-arabes se déroulent dans un bon climat

Négociateurs israéliens et arabes font assaut de bonne volonté aux pourparlers bilatéraux de paix qui ont repris lundi 24 août à Washington. Ce climat a permis au premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, d'affirmer que, s'il existe bien *« des écarts énormes entre nos positions et celles des Arabes »*, le fait est qu'à Washington *« les négociations sont parties du bon pied »*.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Les Palestiniens acceptent de discuter la proposition israélienne d'élire au printemps prochain ceux d'entre eux qui administreront, sans aucun pouvoir législatif, les cinq années d'autonomie qui leur avaient été promises et qu'ils avaient refusées il y a près de quatorze ans dans les accords de Camp-David.

Au deuxième jour des négociations israélo-arabes qui ont repris sous les meilleurs auspices dans les locaux du département d'Etat américain, le climat général des discussions, marquées par une volonté commune de calmer le jeu et de ne pas se laisser entraîner dans un blitz médiatique qui pourrait se révéler dommageable, est resté bon et productif.

Après les Syriens, surpris lundi par l'esprit d'ouverture des Israéliens, les Palestiniens, dont c'était mardi la première rencontre officielle avec leurs interlocuteurs, se sont vu remettre un épais document de travail, détaillant avec soin les conditions dans lesquelles Israël est prêt à leur transférer un certain nombre de responsabilités administratives dans une quinzaine de secteurs d'activité, exception faite des affaires étrangères et de la défense.

Porte-parole de sa délégation, Mme Hanane Ashraoui a répété que les Palestiniens veulent élire une véritable Assemblée nationale de cent quatre-vingts membres, pourvue de certains pouvoirs législatifs. *« Nous avons besoin d'une véritable source de légitimité »*, a-t-elle expliqué. Mais elle a également indiqué que son camp *« ne rejette aucune proposition* a priori ».

Israël, on le sait, envisage plutôt l'élection d'une sorte de « conseil administratif » de quelques dizaines de membres tout au plus (*le Monde* des 23 et 24 août). *« Nous n'avons certainement pas renoncé à convaincre nos interlocuteurs du bien-fondé de nos propositions*, a ajouté la porte-parole, *mais il est dans la nature des négociations que chacun tente de persuader le camp adverse. »*

Se conformant au mot d'ordre général qui consiste désormais à en dire le moins possible aux médias et à raréfier les conférences de presse pour éviter les dérapages, Mme Ashraoui n'a pas souhaité commenter les propositions israéliennes *« qui méritent d'être étudiées avec attention »*.

« Ne pas se laisser aller à l'euphorie »

On murmure notamment qu'outre les questions de l'ordre public dans les territoires occupés – lequel implique la formation de policiers palestiniens – l'administration de la santé, de l'éducation, etc., le gouvernement de M. Rabin envisagerait d'étendre la responsabilité palestinienne à une sorte de contrôle commun des terres et des ressources hydrauliques à Gaza et en Cisjordanie. Sous le gouvernement précédent, celui de M. Itzhak Shamir, il n'en était pas question. Cela dit, a souligné Mme Ashraoui, *« il ne faut pas s'emballer »* car rien n'est joué. *« Oui*, a-t-elle reconnu, *l'atmosphère a changé. Oui, le climat est meilleur. Oui, nous avons face à nous des Israéliens apparemment sérieux dans leur volonté de négociation. »* Mais il ne faut pas *« se laisser aller au climat d'euphorie qui entoure le nouveau gouvernement, car les questions à l'ordre du jour vont immanquablement nous ramener aux dures réalités de l'occupation »*.

Et de rappeler que si l'équipe de M. Rabin avait bien stoppé la construction de cinq mille logements pour les colons juifs dans les territoires occupés *« le feu vert a été donné à plus de onze mille autres »*, lesquels vont aboutir à une augmentation de 50 % du nombre des colons et formeront en toute hypothèse *« onze mille obstacles supplémentaires à la paix »*. De même, a t-elle ajouté, *« il reste treize mille prisonniers politiques »* dans les geôles israéliennes, *« plus de mille cinq cents »* activistes palestiniens ont été déportés dans les pays avoisinants et *« ils devront être autorisés à rentrer »*.

L'armée israélienne a reçu l'ordre de « démurer » certaines maisons palestiniennes condamnées à la fermeture dans les années précédant le début de l'Intifada en 1987 *« Nous nous en félicitons »*, a commenté Mme Ashraoui, *« mais beaucoup d'autres ont été murées ces dernières années. Quand seront-elles restituées à leurs légitimes propriétaires ? Vont-ils aussi reconstruire toutes les maisons qui ont été dynamitées par l'armée ? »* A toutes ces questions, les Palestiniens veulent des réponses. *« Les premiers signes sont encourageants mais la négociation ne fait encore que commencer. »*

Même volonté de passer des symboles à la substance chez les Syriens. *« Nous avons des espoirs »*, a déclaré mardi M. Mowaffak Allaf, chef de la délégation venue de Damas, *« mais rien de concret n'est encore sorti de nos discussions. »* A propos du Golan notamment, *« il n'a pas encore été question pour les Israéliens d'évoquer un éventuel retrait, et nous n'avons reçu de leur part aucune proposition concrète à ce sujet »*. Bien sûr, là aussi, les discussions n'en sont qu'à leurs balbutiements *« et nous verrons bien comment elles vont évoluer »*, a ajouté le diplomate syrien.

L'idée développée à Jérusalem, notamment par M. Shimon Pérès, le ministre des affaires étrangères, est que, s'ils veulent aboutir, *« les Syriens vont devoir assouplir leur position »*. Oui, la résolution 242 des Nations unies qui prévoit l'échange « de » ou « des » territoires occupés contre la paix *« s'applique à tous les fronts »*, a confirmé le chef de la diplomatie *« mais si les Syriens exigent comme préalable que nous nous retirions totalement du plateau*, a-t-il ajouté, *ils se trompent »*.

PATRICE CLAUDE

Le numéro du « Monde » daté 26 août 1992 a été tiré à 474 785 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : la rentrée littéraire

190 romans français, 140 étrangers : les grandes manœuvres de l'automne littéraire commencent avec, crise oblige, une production en baisse. Un panorama de cette rentrée, des écrivains reconnus et admirés (Modiano, Nourissier) aux 37 débutants qui tentent l'aventure littéraire. Dans son feuilleton Michel Braudeau découvre deux d'entre eux, Isabelle Jarry et Guillaume Le Touze. Roland Jaccard s'est enthousiasmé pour un troisième, Jean Pierre Gattégno. Pierre Lepape a lu le nouveau roman de Jean Echenoz et Patrick Kéchichian celui d'Alain Bonfand. La chronique de François Bott est, elle, le refuge des valeurs sûres : *Contre l'oubli*, d'Henri Calet.

La lutte contre la famine

M. Boutros-Ghali préconise l'envoi de trois mille cinq cents « gardes bleus » en Somalie

Dans un rapport adressé aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, dont une copie a été obtenue, mardi 25 août, à New-York, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a recommandé l'envoi de quelque trois mille cinq cents « gardes bleus » en Somalie. La proposition de M. Boutros-Ghali revient à ajouter trois mille soldats onusiens aux cinq cents autres dont l'envoi a déjà été autorisé par le Conseil de sécurité, et qui sont attendus à Mogadiscio, début septembre.

Pour expliquer cette mobilisation supplémentaire, le secrétaire général a souligné la nécessité d'un *« programme global d'action »*, portant aussi bien sur *« les secours humanitaires, la cessation des hostilités, la réduction de la violence organisée et non organisée et la réconciliation nationale »*. Sur ces trois mille cinq cents « gardes bleus », mille cinq cents pourraient être affectés au port de Bosasso, dans le nord-est de la Somalie. Deux autres contingents, de sept cent cinquante hommes chacun, seraient basés dans les ports de Berbera, au nord, et de Kisimayo, au sud.

« L'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie comporte des difficultés à cause du cercle vicieux de l'insécurité et de la faim », a plaidé M. Boutros-Ghali. *« Le manque de sécurité empêche l'acheminement des vivres, et le manque de vivres contribue de manière significative à la violence et à l'insécurité »*, a-t-il souligné.

Le meurtre, en fin de semaine dernière, de onze employés somaliens du Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève) et du Croissant-Rouge, tués à Kisimayo par une faction armée non identifiée, apporte une tragique confirmation au plaidoyer de M. Boutros-Ghali. Selon les responsables du CICR à Nairobi (Kenya), la tuerie a eu lieu au cours de l'attaque d'un convoi du CICR, sur la route menant à l'aéroport de Kisimayo. Les assaillants ont arrêté les voitures et pris onze employés en otage, avant de les assassiner.

« Les victimes appartenaient au clan des Majerteen », a précisé le responsable du CICR. Elles devaient être évacuées sur Garoe, une ville du Nord, située en territoire majerteen. La ville de Kisimayo se trouve, elle, dans un des fiefs du clan des Ogaden. Ce n'est pas la première fois que des employés du CICR sont tués, depuis le début du conflit somalien. Mais jamais, jusqu'à ce jour, une telle tuerie, orchestrée de sang-froid, n'avait pris pour cible un convoi portant les emblèmes du CICR et du Croissant-Rouge. – *(AFP, Reuter.)*

Pour empêcher la création d'une zone d'exclusion dans le Sud

L'Irak adresse une mise en garde aux Nations unies

Recourant au chantage, l'Irak a averti les Nations unies que la présence des « gardes » de l'ONU *« ne sera plus tolérée »* sur son territoire, si la zone d'exclusion aérienne envisagée dans le sud du pays était mise en place.

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a transmis cet avertissement au secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires humanitaires, M. Jan Eliasson, a précisé le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, dans une lettre adressée au président en exercice du Conseil de sécurité, le représentant chinois, M. Li Daoyou.

Bagdad a indiqué qu'il entendait pour le moment respecter le *statu quo*, en autorisant les cent vingt gardes de l'ONU – chargés d'assurer la sécurité du personnel humanitaire – à rester sur place, mais qu'il s'opposerait à tout remplacement ou personnel additionnel. Le représentant de la Grande-Bretagne, Sir David Hannay, a aussitôt accusé l'Irak de faire preuve de *« mauvaise volonté »*. Le gouvernement irakien tente systématiquement d'écarter les fonctionnaires de l'ONU du sud du pays. C'est pour cette raison qu'il est important de *« garder un œil »*, de pouvoir *« se faire une idée »* sur ce qui se passe dans les zones méridionales de l'Irak, a ajouté le diplomate.

Peu auparavant, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater avait laissé entendre que l'interdiction faite à l'Irak de survoler le sud de son territoire pourrait être annoncée dès mercredi par le président Bush. Les avions irakiens qui violeraient cette zone, une fois qu'elle serait instaurée, pourraient être abattus à vue et sans avertissement, a indiqué l'amiral Brent Bennitt, qui commande la flotte américaine patrouillant dans le Golfe. Selon le Pentagone, Bagdad aurait déjà retiré du sud du pays tous ses avions de combat et une partie de ses hélicoptères. – *(AFP, Reuter.)*

A l'issue du conseil des ministres

« Il est indispensable que tous les partisans de l'Europe s'expriment »

déclare le porte-parole du gouvernement

M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, qui rendait compte, mercredi 26 août, de la réunion du conseil des ministres, a commenté la déclaration faite la veille sur TF 1 par M. Valéry Giscard d'Estaing sur la ratification du traité de Maastricht. *« Je prends acte avec beaucoup d'intérêt de son entrée dans la campagne pour le « oui » au référendum*, a-t-il dit. *Il est tout à fait indispensable que les représentants de l'opposition tenants du « oui » s'engagent et s'affirment. »* A propos des conseils de discrétion donnés à M. Mitterrand par le président de l'UDF, M. Malvy a précisé que M. Giscard d'Estaing était *« libre de donner son opinion »* mais qu'il était *« indispensable que tous ceux qui sont partisans de l'Europe s'expriment et disent aux Français pourquoi ils doivent voter « oui »*. *« Et s'il en est un*, a conclu le porte-parole, *qui a participé à la construction de l'Europe, à l'élaboration du traité, à sa signature, c'est bien le président François Mitterrand »*.

Pour sa part, Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, interrogée à sa sortie du conseil, s'est dite *« confiante »* en dépit de la montée du « non » dans les sondages, estimant que celle-ci *« va provoquer un électrochoc »* dans le camp des partisans du « oui ».

Le porte-parole du gouvernement a indiqué que M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avait évoqué la conférence de Londres sur l'ex-Yougoslavie, déclarant notamment : *« Un certain nombre de signes avant-coureurs laissent penser que l'on est fondé à attendre de cette conférence un certain nombre de résultats favorables, sans faire preuve pour autant d'un optimisme excessif »*.

Enfin, le conseil des ministres, qui a adopté un projet de loi accordant la garantie de l'Etat à certaines expositions temporaires d'œuvres d'art, a procédé à un mouvement préfectoral : M. Jean-François Seiller, préfet de Loir-et-Cher, a été nommé préfet de l'Eure, en remplacement de M. Michel Mathieu, nommé préfet de l'Oise le 5 août. M. Gérard Guiter, préfet du Gers, lui succédera comme préfet de Loir-et-Cher.

Une mosquée « rebelle » livrée aux démolisseurs en Algérie

Une mosquée a été démolie, lundi 25 août, par les autorités à El Eulma, dans le département de Sétif, à 350 kilomètres à l'est d'Alger, a indiqué la radio nationale qui a précisé que des prêches virulents portant atteinte à la sécurité publique y avaient été prononcés. C'est la première fois qu'il est fait état de la démolition d'un lieu de culte en Algérie. La mosquée El Sunna, construite illégalement sur un terrain appartenant à une entreprise publique, était contrôlée par des imams non officiels qui se relayaient pour conduire la grande prière hebdomadaire du vendredi. Un imam nommé par le ministère des affaires religieuses avait été récusé par les fidèles. Les autorités avaient déjà arrêté deux imams qui avaient prononcé, le visage masqué, des prêches incendiaires. Un décret renforçant l'état d'urgence, signé, le 11 août, par M. Ali Kafi, le président du Haut Comité d'Etat (HCE), autorise la *« fermeture »* ou la *« suspension »* de toute entité mettant *« en danger les intérêts supérieurs du pays »*. – *(AFP.)*

L'élection présidentielle au Cameroun est avancée au 11 octobre

Dans un message radiotélévisé, mardi 25 août, le chef de l'Etat, M. Paul Biya, a annoncé la tenue anticipée de l'élection présidentielle, le 11 octobre. Cette élection – à laquelle M. Biya a indiqué qu'il serait candidat – était initialement prévue pour mai 1993. *« Depuis de longs mois, les préoccupations électorales (...) maintiennent dans le pays un climat préjudiciable aux efforts de redressement et de relance de l'économie »*, a expliqué le président, soucieux de voir le Cameroun *« sortir de cette situation d'attente »*.

Cette décision, qui répond aux vœux des responsables du parti de M. Biya, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, ex-parti unique, majoritaire au Parlement) n'a surpris ni les opposants modérés de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) de M. Bello Bouba Maigari, qui avait déjà fait savoir qu'ils *« se préparaient pour la présidentielle »*, ni le Social Democratic Front (SDF) de M. John Fru Ndi, qui a récemment affirmé qu'il *« irait à l'élection présidentielle, quelle que soit la date et quelle que soit la nature de la loi électorale »*. – *(AFP.)*

En Géorgie

De nouveaux affrontements ont fait plusieurs dizaines de morts en Abkhazie

De nouveaux affrontements ont eu lieu, mardi 25 août, entre troupes géorgiennes et formations abkhazes. Selon l'agence Interfax, qui cite des sources géorgiennes, une attaque abkhaze contre la ville de Gagra, au nord-ouest de Soukhoumi, a fait plusieurs dizaines de morts parmi les gardes géorgiens qui se sont trouvés à court de munitions.

D'autre part, la présidence russe a annoncé que la rencontre entre M. Boris Eltsine et le numéro un géorgien, M. Edouard Chevardnadze, aurait lieu le 3 septembre à Moscou. Le président du Parlement abkhaze, M. Ardzinba, et les représentants des « peuples montagnards » du Caucase, qui ont proclamé leur soutien aux Abkhazes, participeront également à cette rencontre.

En même temps, le président russe, dans un message adressé aux différentes parties, réitère son attachement au principe de l'intégrité territoriale de la Géorgie, appelle à un retrait des troupes et assure que la Russie prend toutes les mesures pour empêcher la pénétration de *« formations armées »* en territoire géorgien. – *(Corresp.)*

□ **Accord entre TWA et ses pilotes sur un plan de restructuration.** – La direction et les pilotes de Trans World Airlines (TWA) sont parvenus, mardi 25 août, à un accord sur un plan de restructuration de la compagnie aérienne américaine placée sous la protection de la loi des faillites en janvier. L'accord prévoit le transfert aux créanciers de TWA de 55 % du capital de la compagnie en échange de l'annulation de la quasi-totalité de sa dette à long terme. – *(AFP.)*